



**DELIBERATION N° 24/137 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE
AUTORISANT LE PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF DE CORSE À SIGNER
LA CONVENTION INTERPARTENARIALE ET L'ADHÉSION À LA CENTRALE
D'ACHAT DE LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE POUR LES CONTRÔLES DE 1ER
NIVEAU DANS LE CADRE DU PROJET EUROPÉEN OPENREGIOCULTURE -
PROGRAMME INTERREG EUROPE 2021/2027**

**CHÌ AUTORIZEGHJÀ U PRESIDENTE DI U CUNSIGLIU ESECUTIVU DI CORSICA
À FIRMÀ A CUNVENZIONE INTERPARTINARIALE È L'ADESIONE À A
CENTRALE DI CUMPRERA DI A REGIONE HAUTS-DE-FRANCE PER I
CUNTROLLI DI PRIMU LIVELLU IN U QUATRU DI U PRUGETTU EURUPEU
OPENREGIOCULTURE - PRUGRAMMA INTERREG EUROPE 2021/2027**

REUNION DU 23 OCTOBRE 2024

L'an deux mille vingt quatre, le vingt trois octobre, la Commission Permanente, convoquée le 15 octobre 2024, s'est réunie sous la présidence de Mme Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Présidente de l'Assemblée de Corse.

ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.

Véronique ARRIGHI, Jean BIANCUCCI, Valérie BOZZI, Paul-Joseph CAITUCOLI, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Georges MELA, Marie-Anne PIERI, Julia TIBERI, Hyacinthe VANNI

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :

M. Saveriu LUCIANI à Mme Julia TIBERI
M. Jean-Martin MONDOLONI à Mme Marie-Anne PIERI
Mme Nadine NIVAGGIONI à M. Hyacinthe VANNI

ETAIT ABSENT : M.

Paul-Félix BENEDETTI

LA COMMISSION PERMANENTE

- VU** la loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son Titre VII,
- VU** le Code général des collectivités territoriales, Titre II, Livre IV, IV^{ème} partie, et notamment ses articles L. 4422-1 et suivants,
- VU** la délibération n° 21/124 AC de l'Assemblée de Corse du 22 juillet 2021

approuvant le renouvellement de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,

- VU** la délibération n° 21/195 AC de l'Assemblée de Corse du 18 novembre 2021 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 24/035 AC de l'Assemblée de Corse du 28 mars 2024 adoptant le Budget Primitif 2024 de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2024,
- VU** la délibération n° 24/099 AC de l'Assemblée de Corse approuvant le Budget Supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2024,
- VU** la délibération n° 22/001 CP de la Commission Permanente du 26 janvier 2022 portant adoption du cadre général d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente, modifiée,
- VU** l'arrêté n° 24/501 CE du Président du Conseil exécutif de Corse du 17 septembre 2024 affectant des crédits pour les projets européens de la direction du Patrimoine,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

APRES EN AVOIR DELIBERE

À l'unanimité,

Ont voté POUR (14) : Mmes et MM.

Véronique ARRIGHI, Jean BIANCUCCI, Valérie BOZZI, Paul-Joseph CAITUCOLI, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Georges MELA, Jean-Martin MONDOLONI, Nadine NIVAGGIONI, Marie-Anne PIERI, Julia TIBERI, Hyacinthe VANNI.

ARTICLE PREMIER :

APPROUVE le projet de convention interpartenariale pour le projet OpenRegioCulture, annexé à la présente délibération.

ARTICLE 2 :

AUTORISE le Président du Conseil exécutif de Corse à signer la Convention Interpartenariale pour le projet OpenRegioCulture.

ARTICLE 3 :

APPROUVE l'adhésion à la centrale d'achat de la Région Hauts-de-France.

ARTICLE 4 :

AUTORISE le Président du Conseil exécutif de Corse à signer l'adhésion correspondante, ainsi que l'ensemble des actes nécessaires à son exécution.

ARTICLE 5 :

La présente délibération fera l'objet d'une publication sous forme électronique sur le site internet de la Collectivité de Corse.

Ajacciu, le 23 octobre 2024

La Présidente de l'Assemblée de Corse,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'M. A. Maupertuis', written in a cursive style with a long horizontal stroke at the end.

Marie-Antoinette MAUPERTUIS

COMMISSION PERMANENTE

REUNION DU 23 OCTOBRE 2024

RAPPORT DE MONSIEUR
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

**PRUGETTU EURUPEU OPENREGIOCULTURE -
PRUGRAMMA INTERREG EUROPE 2021/2027 :
CUNVENZIONE INTERPARTINARIALE È ADESIONE À A
CENTRALE DI CUMPRERA DI A REGIONE HAUTS-DE-
FRANCE PER I CUNTROLLI DI PRIMU LIVELLU
PROJET EUROPÉEN OPENREGIOCULTURE -
PROGRAMME INTERREG EUROPE 2021/2027 :
CONVENTION INTERPARTENARIALE ET L'ADHÉSION À
LA CENTRALE D'ACHAT DE LA RÉGION HAUTS-DE-
FRANCE POUR LES CONTRÔLES DE 1ER NIVEAU**

COMMISSION(S) COMPETENTE(S) : Commission de l'Education, de la Culture, de la Cohésion Sociale
et des Enjeux Sociétaux

Commission des Finances et de la Fiscalité

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

Programme Interreg Europe 2021-2027

Projet OpenRegioCulture

Co-création d'un environnement pour l'accessibilité des ressources culturelles aux personnes ayant des besoins spécifiques

OBJET : *Habilitation du Président du Conseil Exécutif à signer, en qualité de partenaire, la convention interpartenariale relative au projet OpenRegioCulture, et à adhérer à la centrale d'achat de la Région Haut-de-France, suite à l'approbation des candidatures par le Comité de Suivi du Programme, dans le cadre du deuxième appel à projets lancé par le Programme Interreg Europe 2021-2027*

Le présent rapport a pour objet :

- **1 : D'habiliter le Président du Conseil exécutif de Corse à signer la convention interpartenariale relative au projet OpenRegioCulture en qualité de partenaire**

Convention Interpartenariale organisant les relations et le partenariat entre la Région de Malopolska en Pologne,(chef de file), l'Institut Culturel de Malopolska, la région de Maramures en Roumanie, la région d'Hadju – Bihar en Hongrie, la Région de Perifereia Stereas Elladas, en Gr ce, la Collectivité de Corse, la Région du Limbourg du Sud aux Pays Bas, la Région de Riga en Lettonie, l'association culturelle publique de Francfort sur Main, en Allemagne et le Centre KMOP en Belgique, partenaires pour le projet OpenRegioCulture.

- **2 : D'adhérer à la centrale d'achat de la Région Hauts-De-France afin de réaliser les contrôles de 1^{er} niveau pour le projet OpenRegioCulture**

1 : Le projet OpenRegioCulture

Ce projet, d'une durée de 4 ans, dont le chef de file est la Région de Malopolska en Pologne, a pour objectif de créer des groupes de travail sur l'accessibilité concernant les lieux patrimoniaux et culturels et de définir des outils méthodologiques qui pourront être généralisés par la suite.

La date de démarrage fixée est le 1^{er} avril 2024.

Le montant global du projet s'élève à 2 190 316 à dont 1 710 484, 80 à (80 %) seront financés par l'UE.

Le budget de la Collectivité de Corse qui comprend les actions de la Direction du Patrimoine ainsi que celles de nos partenaires locaux s'élève à 242 140 €, dont 193 712 € financés par l'UE.

Objectifs

Le projet OpenRegioCulture propose de travailler sur l'accessibilité des espaces publics, entendue à la fois comme un défi infrastructurel et comme une inclusion sociale et culturelle.

Ces objectifs suivent les orientations de la politique de cohésion de l'UE comme « une Europe plus sociale et plus inclusive » ainsi que « une Europe plus proche des citoyens ».

Le secteur des arts et de la culture, reconnu comme l'expression de valeurs et d'émotions humaines communes, a pour mission de fournir des outils et des moyens pour optimiser l'accessibilité des espaces auprès de tous les publics.

Selon les analyses pour les droits des personnes handicapées 2021-2030, 87 millions de personnes dans l'UE souffrent d'une forme de handicap (déficience physique, mentale, intellectuelle ou sensorielle de longue durée). Cela signifie que près d'un sixième de la population de l'UE souffre de handicaps allant de légers à graves. Le pourcentage de personnes handicapées varie d'un pays de l'UE à l'autre : il est le plus faible à Malte (11 %) et le plus élevé en Lettonie (39,5 %). La moyenne de l'UE est de 24 %.

Pour les moyennes des pays formant le partenariat du projet OpenRegioCulture pour la Belgique, le pourcentage est de 27,2 %, 25 % pour la France 21,8 % pour l'Allemagne 23,1 % pour la Grèce, 24,8 %, pour la Hongrie, 39,5 % pour la Lettonie, 29,3 % pour les Pays-Bas, 24,4 % pour la Pologne et 25,4 % pour la Roumanie. L'office statistique de l'UE, Eurostat, indique qu'une personne sur sept âgée de 15 à 64 ans a des difficultés à accomplir des activités de base, telles que marcher, voir, entendre ou communiquer. C'est pourquoi les destinations culturelles et touristiques doivent être adaptées aux besoins spécifiques des personnes souffrant de divers handicaps.

Enjeux pour la Collectivité de Corse

La Direction du patrimoine en charge de projets européens orientés sur l'accessibilité des lieux culturels et patrimoniaux est partenaire et nos activités seront consacrées à la création de groupes de travail sur l'accessibilité et à la réalisation d'outils méthodologiques qui pourront être généralisés par la suite. Les travaux permettront d'identifier et de consolider les bonnes pratiques locales. Une fois identifiées et formalisées, elles pourront être partagées avec les partenaires du projet, contribuant ainsi à un riche échange de connaissances et d'expériences. Ces travaux permettront d'enrichir les actions et activités menées en Corse en collaboration avec les organismes en charge de publics spécifiques.

Le partenariat

Le partenariat se décompose comme suit :

- La région de Malopolska - Pologne : Małopolska Region (Chef de file) conventionnera avec les entités suivantes agissant en qualité de partenaires
- L'Institut Culturel de Malopolska - Małopolska Institute of Culture in Krakow. Pologne
- La Région de Maramures - Maramures County Council. Roumanie
- La Région d'Hadju – Bihar - Hajdú-Bihar County Government. Hongrie
- La Région de Perifereia Stereas Elladas - Region of Sterea Ellada . Grèce
- La Collectivité de Corse
- La Région du Limbourg du Sud - Visit Zuid-Limburg. Pays Bas
- La Région de Riga - Riga Planning Region. Lettonie
- L'association culturelle publique de Francfort sur Main – KulturRegion FrankfurtRheinMain public Ltd. Allemagne
- Le Centre KMOP – KMOP. POLICY CENTER ASBL. Belgique

Le plan de financement

Le plan de financement du projet prévoit un coût total du projet de 2 190 316 € financé par le FEDER pour un montant de 1 710 484,80 € (80%) et par les contreparties publiques pour un montant de 479 831,20 € (20%).

| Coût total du projet | FEDER | Participation des partenaires |
|----------------------|-----------------|-------------------------------|
| 2 190 316 € | 1 710 484, 80 € | 479 831,20 € |

Le budget de la Collectivité de Corse qui comprend les actions de la Direction du Patrimoine s'élève à 242 140 € dont 193 712 € financés par le FEDER.

242 140 € dont :

136 500 € correspondant aux frais RH (frais de bureaux, déplacements) ces dépenses ne sont pas demandées en CP

Et :

105 640 € : affectation sur le programme 4416 pour le projet OpenRegioCulture correspondant aux frais externes : contrôleur des dépenses, AMO suivi administratif et financier, réalisation de livrets.

CP 105 640 €

Recettes 193 712 €

2 : Adhésion à la centrale d'achat de la Région Hauts-de-France afin de réaliser les contrôles de 1^{er} niveau pour le projet OpenRegioCulture

Dans le cadre de ce projet, la direction du Patrimoine doit faire appel à un prestataire externe agréé afin de réaliser les contrôles de premier niveau.

Procédure de certification des dépenses pour les contrôles de premier niveau :

Au titre de ses fonctions d'Autorité nationale, décret n° 2022-579 du 19 avril 2022 relatif à l'autorité nationale pour les programmes de coopération territoriale européenne pour la période 2021-2027, la Région Hauts-de-France est garante de la mise en place de l'intégralité des contrôles de 1er niveau auprès des porteurs de projets français des 4 programmes INTERREG dont elle est responsable :

- Programme de coopération transfrontalière INTERREG VI A France-Wallonie-Vlaanderen
- Programme de coopération transnationale INTERREG VI B Europe du Nord-Ouest
- Programme de coopération transnationale INTERREG VI B Mer du Nord
- Programme de coopération interrégionale INTERREG EUROPE

Afin d'assurer cette obligation auprès de l'ensemble des porteurs de projets INTERREG du versant français, la Région Hauts-de-France a fait le choix d'externaliser le contrôle de premier niveau via des appels d'offres ouvert.

En vue de mieux répondre aux besoins des porteurs de projets tout en ayant un système souple et sécurisé, la Région Hauts-de-France est constituée en centrale d'achat à destination de l'ensemble des porteurs de projet pour la période 2021-2027 et pour les programmations ultérieures le cas échéant.

La centrale d'achat permet à la Région de se constituer en acheteur public pour le compte d'autres entités (ayant ou non la qualité de pouvoir adjudicateur) qui adhéreront à celle-ci.

Les adhérents peuvent ainsi accéder aux accords-cadres à bons de commande destinés à la sélection de contrôleurs de premier niveau des dépenses dès lors qu'ils ont conventionné avec les autorités de gestion des Programmes dont la Région Hauts-de-France est Autorité Nationale au moment de la survenue du besoin.

Par ailleurs, l'adhésion est réputée unique pour un même porteur quel que soit le nombre de projet et est exemptée de toute rémunération.

L'adhésion à la centrale d'achat est exclusive pour les services relevant de la centrale d'achat. Chaque porteur de projet doit obligatoirement passer par la centrale d'achat pour la mise en œuvre des contrôles de premier niveau des projets INTERREG des programmes pour lesquels la Région Hauts-de-France est Autorité nationale.

L'adhésion est gratuite. Les dépenses pour les contrôles de premier niveau se feront sous forme de bons de commandes sur le 4416 de 105 640 €.

En conséquence, je vous propose :

- D'approuver le projet de convention interpartenariale pour le projet OpenRegioCulture, joint au présent rapport.
- D'autoriser le Président du Conseil exécutif de Corse à signer la Convention Interpartenariale pour le projet OpenRegioCulture.
- D'approuver l'adhésion à la Centrale d'Achat de la Région Hauts-de-France.
- D'autoriser le Président du Conseil exécutif de Corse à signer l'adhésion correspondante, ainsi que l'ensemble des actes nécessaires à son exécution.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Project Partnership Agreement

for the implementation of the project 02C0467 – OpenRegioCulture – Co-creation of environment for accessibility of cultural resources for people with special needs, approved by the Monitoring Committee of the Interreg Europe Programme on 12/12/2023.

Preamble

Having regard to:

Article 26 (1) a of Regulation (EU) 2021/1059 on specific provisions for the European territorial cooperation goal (Interreg) supported by the European Regional Development Fund and external financing instruments;

the following agreement is hereby made between:

Województwo Małopolskie
ul. Basztowa 22
31-156 Kraków, Poland (Polska)

acting as Lead Partner (LP), for 02C0467 – OpenRegioCulture – Co-creation of environment for accessibility of cultural resources for people with special needs

and

the project partners (PPs):

Małopolska Institute of Culture in Krakow
ul. 28 Lipca 1943 17c
30-233 Kraków, Poland (Polska);

Maramureş County Council
Gheorghe Sincai 46
430311 Baia Mare, Romania (România);

Hajdú-Bihar County Government
Piac u. 54.
4024 Debrecen, Hungary (Magyarország);

Perifereia Stereas Elladas (Region of Sterea Ellada)
2 Kalyvion str.
35132 Lamia, Greece (Ελλάδα);

Collectivity of Corsica
22, Cours Grandval
20187 Ajaccio, France (France);

Visit Zuid-Limburg
Walramplein 6

6301 DD Valkenburg aan de Geul, Netherlands (Nederland);

Riga Planning Region
Z. A. Meierovica Boulev 18
LV-1050 Riga, Latvia (Latvija);

KulturRegion FrankfurtRheinMain public Ltd
Poststr. 16
D-60329 Frankfurt, Germany (Deutschland);

KMOP – POLICY CENTER ASBL
Square Charles Maurice Wiser 13
1040 Etterbeek (Bruxelles), Belgium (Belgique/België).

Abbreviations

Programme – Interreg Europe Programme

EU – European Union

JS - Joint Secretariat

LP - Lead Partner

MA - Managing Authority

PP - Project Partner (PPs – Project Partners)

Article 1: Legal framework

1. The following legal provisions and document constitute the contractual basis of this partnership agreement and the legal framework for the implementation of the project OpenRegioCulture:
 - 1) The European Structural and Investment Funds Regulations, Delegated and Implementing Acts for the 2021-2027 period, as further specified below;
 - 2) The Interreg Europe Programme approved by the European Commission setting the programme (hereinafter referred to as Interreg Europe Programme);
 - 3) The laws of the PP's countries applicable to this contractual relationship.
2. The following laws and documents constitute the legal framework applicable to the rights and obligations of the parties to this agreement:
 - 1) Regulation (EU, Euratom) No 2018/1046 of the European Parliament and of the Council of 18 July 2018 on the financial rules applicable to the general budget of the Union and repealing Council Regulation (EC, Euratom) No 966/2012, together with related Delegated or Implementing Acts;
 - 2) The European Structural and Investment Funds Regulations, Delegated and Implementing Acts for the 2021-2027 period, especially:
 - a) Regulation (EU) No 2021/1060 of the European Parliament and of the Council of 24 June 2021, laying down common provisions on the European Regional Development Fund, the European Social Fund Plus, the Cohesion Fund, the Just Transition Fund, and the European Maritime, Fisheries and Aquaculture Fund and financial rules for those and for the Asylum, Migration and Integration Fund, the Internal Security Fund and the Instrument for Financial Support for

- Border Management and Visa Policy, and repealing Council Regulation (EC) No 1303/2013, and any amendment;
- b) Regulation (EU) No 2021/1058 of the European Parliament and of the Council of 24 June 2021 on the European Regional Development Fund and on the Cohesion Fund, and repealing Regulation (EC) No 1301/2013, and any amendment;
 - c) Regulation (EU) No 2021/1059 of the European Parliament and of the Council of 24 June 2021 on specific provisions for the European territorial goal (Interreg) supported by the European Regional Development Fund and external financing instruments, and repealing Regulation (EC) No 1299/2013, and any amendment.
- 3) Regulation (EU) 2016/679 of 27 April 2016 on the protection of natural persons with regard to the processing of personal data and on the free movement of such data, and repealing directive 95/46/EC (General Data Protection Regulation, GDPR);
 - 4) Articles 107 and 108 of the Treaty on the Functioning of the European Union, Commission Regulation (EU) No 2023/2831 on the application of Articles 107 and 108 of the Treaty on the Functioning of the European Union to de minimis aid, Regulation (EU) No 651/2014 declaring certain categories of aid compatible with the internal market in application of Articles 107 and 108 of the Treaty; Delegated and Implementing acts, as well as all applicable decisions and rulings in the field of state aid;
 - 5) All other EU legislation and the underlying principles applicable to the LP and the PPs, including the legislation laying down provisions on competition and entry into the markets, the protection of the environment, and equal opportunities between men and women;
 - 6) Financing agreements signed by the European Commission, the Managing Authority and the EU candidate countries participating in the Programme, published on the programme website;
 - 7) National rules applicable to the LP and its PPs and their activities;
 - 8) Project data, comprising but not limited to latest project documentation such as application form and all project information available in the electronic system;
 - 9) The subsidy contract, concluded between the LP of the project and the MA;
 - 10) All manuals, guidelines and any other documents relevant for project implementation in their latest version, as published on the programme website.
3. Should the above-mentioned legal norms and documents, and any other documents or data of relevance for the contractual relationship be amended, the latest version shall apply.

Article 2: Definitions

For the purposes of this partnership agreement, the following definitions apply:

- 1) **Project partner (PP):** any institution financially participating in the project and contributing to its implementation, as identified in the latest approved application form. It corresponds to the term “beneficiary” used in the European Structural and Investment Funds Regulations;
- 2) **Lead partner (LP):** the project partner designated by all partners and who assumes responsibility for ensuring implementation of the entire project according to Articles 23 (5) and 26 (1) b of Regulation (EU) No 2021/1059;

- 3) **Project data:** data comprising but not limited to all latest project documentation such as latest approved application form and all project information available in the electronic system (Interreg Europe Portal).

Article 3: Subject of the Partnership Agreement

This partnership agreement lays down the arrangements regulating the relations between the LP and all the PPs, in order to ensure sound implementation of the project OpenRegioCulture as in the latest version of the project data, as well as in compliance with the conditions for support set out in the European Structural and Investment Funds Regulations, delegated and implementing acts, the Interreg Europe Programme and programme manual, and the subsidy contract signed between the MA and the LP.

Article 4: Duration of the partnership agreement

The agreement enters into force on the date it is signed by the last Party. It remains in force until the LP and PPs have completed in full their obligations as further defined in article 6 of this agreement towards the MA and any relevant European body and PPs have completed in full their obligations as further defined in article 7 of this agreement towards the LP.

Notwithstanding the entry into force of the partnership agreement as indicated above, the obligations of the partners based on the legal framework included in article 1 are applicable from the start of the project.

Article 5: Roles and duties in the partnership

1. The LP of the project:
 - 1) is entitled to represent the PPs in the project;
 - 2) is responsible for the coordination, management and implementation of the project towards the MA;
 - 3) ensures timely start and implementation of the activities within the lifetime of the project, in compliance with all obligations to the MA. The LP notifies the JS of any factors that may adversely affect implementation of the project activities and/or financial plan;
 - 4) monitors the delivery of the agreed work plan setting out tasks to be undertaken as part of the project, the role of the PPs in their implementation, and the project budget;
 - 5) prepares and submits the project progress reports, including supporting documents, according to the programme manual, and additional requested documents and/or information from JS and MA;
 - 6) addresses requests for project modifications, according to the programme manual.
 - 7) is, in general, the contact point representing the partnership for any communication with the JS/MA or any other programme body;
 - 8) provides the partners with copies of all relevant project documents, and reports on the implementation of the project. The LP regularly informs the PPs of all relevant communication between the LP and the JS/MA;
 - 9) carries out any other tasks agreed with the PPs.
2. PPs are the bodies responsible for carrying out specific project activities in the manner and scope indicated in the project data (in particular in the latest approved application form). PPs commit themselves to undertake all steps necessary to support the LP in fulfilling its obligations as specified in the subsidy contract signed between the MA and the LP, as well as in this agreement.
3. The PPs must:
 - 1) actively cooperate in the implementation of the project;
 - 2) cooperate in the staffing and/or financing of the project in accordance with the partnership agreement;
 - 3) keep to other obligations based on this partnership agreement;

- 4) provide the LP with all the information and documents required for coordinating and regularly monitoring the technical and financial progress of the project, and necessary in preparing the progress and final reports concerning the part of the project that the partner is responsible for;
 - 5) provide any additional information related to reporting to the LP or JS/MA if requested, in due time;
 - 6) inform the LP of any change related to the name of their organisation, contact details, legal status or any other change concerning the partner organisation which may have an impact on the project or on their eligibility to the programme.
4. The PPs must also:
- 1) carry out the specific activities set out in the project data in line with the latest version of the application form;
 - 2) comply with any deadlines set by the programme, the LP or agreed within the partnership;
 - 3) notify the LP of any factors that may adversely affect implementation of the project in accordance with the project data and lead to a deviation.
5. In particular, for the part of the project for which it is responsible, each PP must ensure:
- 1) that it complies with relevant rules concerning, inter alia, equal opportunities, protection of the environment, financial management, project branding and visibility rules, procurement rules and State Aid;
 - 2) that its project activities are implemented in accordance with the rules and procedures set in the programme manual.

Article 6: Financial management of the project

1. Each PP must:
 - 1) set up separate accounting records or use an appropriate accounting code for all transactions relating to the operation, ensuring that expenditure as well as the received national and programme co-financing related to the project, are clearly identified;
 - 2) strictly follow the EU eligibility rules as well as further eligibility rules set up by the programme in the programme manual and, if applicable, national rules;
 - 3) be responsible for guaranteeing the sound financial management of programme funds received and, in cases of recovery, for reimbursing the LP or relevant programme body directly unduly paid programme co-financing, in accordance with the rules and procedures set in the programme manual. In the case of national contribution, the specific regulation of the country granting it applies;
 - 4) regularly and timely submit expenditures for verification to the designated controllers, according to the rules set at programme and national level. Verified expenditures must be submitted through the programme's electronic monitoring system (Interreg Europe Portal) to the LP immediately after verification;
 - 5) ensure that the expenses incurred are strictly related to the project activities, in line with the project data;
 - 6) ensure that programme requirements on eligibility of expenditure as stated in the programme manual are strictly respected;
 - 7) set up a physical and/or electronic archive where data, records and documents composing the audit trail are stored, in compliance with the requirements described in the programme manual.
2. Furthermore, the LP:
 - 1) ensures that the expenditure presented by the PPs participating in the project has been incurred for the purpose of implementing the project and corresponds to the activities agreed between those partners as specified in the project data;
 - 2) verifies that the expenditure presented by the PPs participating in the project has been validated by controllers, according to the rules set at programme and national level;
 - 3) transfers the programme co-financing received for the entire project to the other PPs participating in the project within 30 days of its receipt;

- 4) constantly monitors the spending of the project budget foreseen for each PP, and ensures that budget shifts are carried out within the limits and according to the rules as set out by the programme in the programme manual.
3. If a PP fails to inform the LP of any deviation from the project data, the LP is then entitled to refuse to include in the project progress report the costs of this partner that are connected to unjustified deviations and/or that result in an overspending of the approved budget of this partner. Similarly, if a PP fails to provide the necessary input for the preparation of the project reports within the deadline agreed with the LP, the LP may be obliged to submit to the programme the joint progress report without the costs of this PP, in coordination with the JS.
4. Programme co-financing payments not requested by each PP in time and in full in line with the project planned expenditure included in the project data may be lost for the project partner concerned.
5. The PPs must provide access to the premises, documents and information, irrespective of the medium in which they are stored, for verifications by the MA, the JS, the AA, relevant national authorities, authorised representatives of the EC, the European Anti-Fraud Office (OLAF), the European Court of Auditors, the Group of Auditors and any external auditor authorised by these institutions or bodies. These verifications may take place up to 5 years from 31 December of the year of the last payment from the programme to the LP or PP. The PPs must ensure that all original documents, or their certified copies, in line with the national legislation related to the implementation of the project, are made available until the above final date of possible verifications, and until any on-going audit, verification, appeal, litigation or pursuit of claim has been completed.

Article 7: Recoveries

1. Should the MA, in accordance with the provisions of the respective articles of the subsidy contract, demand repayment of programme co-financing already transferred, each PP must transfer to the LP or relevant programme body any amounts paid to them in excess, according to the rules and timeframe as set out by the programme in the programme manual and recovery documents.
2. In such cases, the LP must immediately forward to the PPs the recovery documents received from the MA/JS and notify every PP of the amount repayable.
3. If the recovery concerns the LP alone, then the LP must not stop payments to the other PPs.

Article 8: Modifications, withdrawal from obligations

1. The LP and each PP agree not to withdraw from the project unless there are unavoidable reasons for doing so. Should this nonetheless happen, the LP and the remaining PPs must find a solution in agreement with the rules and procedures as described in the programme manual.
2. Should a PP fail to comply with its obligations under this partnership agreement, the partnership may decide as a last resort to remove this PP from the project and request modifications in accordance with the procedures outlined in the programme manual.
3. The LP can, if necessary, request modifications of the project data to the JS/ MA or other relevant programme body. Any modifications requested, including budget, partnership and operational changes, must be agreed and authorised by the PPs of the project beforehand, according to pre-agreed rules of procedure or other decision-making mechanism established in the partnership.
4. The LP and PPs must strictly follow the provisions of the programme manual when requesting and/or implementing modifications in the project.

Article 9: Information and communication, publicity and branding

1. The LP and the PPs must comply with the EU publicity rules as well as the communication requirements outlined in the programme manual and provide any material developed during the lifetime of the project that may be useful for publications at the programme level.
2. In the spirit of cooperation and exchange, the LP and PPs ensure that any output and result produced during project implementation can be used by all interested parties and organisations and are in the public interest and publicly available. The MA/JS and any other relevant programme, EU and national body can use them for information and communication purposes in the framework of the programme.
3. Moreover, the PPs will support the LP and play an active role in any actions organised by the programme to disseminate and capitalise on project results.

Article 10: Intellectual property rights, confidentiality and conflict of interest

1. The LP and PPs must undertake to enforce all applicable national and EU law, including but not limited to laws on intellectual property rights, especially copyright, regarding any output produced as a result of project implementation.
2. The LP and/or PP shall ensure that it has all rights to use any pre-existing intellectual property rights, if necessary for the implementation of the project.
3. The LP and PPs are obliged to take all necessary measures to avoid conflicts of interest, and to keep each other informed without delay on any circumstances that have generated or may generate such conflict.
4. The LP and PPs are obliged to inform the relevant programme bodies if there is any sensitive or confidential information related to the project that may not be published or made publicly available. This clause does not affect the LP and PPs obligation to make all results and outputs of the project available to the public.

Article 11: Personal data

PP acknowledges that it is the data controller within the meaning of Article 4(7) of the GDPR with respect to the personal data collected in connection with the implementation of the project, especially the personal data provided to it by the PPs. Each PP is responsible for the processing and protection of personal data in accordance with personal data protection laws, including in particular the GDPR and the laws of the state relevant to the registered office of the PP.

Article 12: Decision-making under this agreement

1. Decisions regarding the:
 - 1) general project activities will be taken by the decision-making body indicated in the application form;
 - 2) individual activities of PPs will be taken by the decision-making body indicated in the application form;
 - 3) general project budget will be taken by the decision-making body indicated in the application form;
 - 4) individual budget of PPs will be taken by the decision-making body indicated in the application form;
 - 5) request for the exclusion and addition of PPs will be taken by the decision-making body indicated in the application form.
2. The decision will be taken by majority vote.

Article 13: Third party contracts, liability and outsourcing

1. In the case of cooperation with third parties including but not limited to sub-contractors, with regard to the project, the relevant PP remains solely responsible towards the other PPs concerning compliance with its obligations as set out in the programme manual.

Whenever it is relevant for other PPs, PPs must inform each other about the scope of such contracts and the names of the contracted parties.

2. Should a PP not comply with its obligations, this PP shall be the sole responsible for damages and costs resulting from this non-compliance.

Article 14: Assignment, legal succession

In case of legal succession, e.g. where the LP or any PP changes its legal form, the LP or PP is obliged to transfer all duties and obligations under this contract to its successor. Legal succession shall be formalised in a project data modification.

Article 15: Amendment of the partnership agreement

Amendments to the partnership agreement must be properly documented. If applicable in accordance with the rules and procedures as set out in the programme manual, the LP presents the amended partnership agreement to the relevant programme body without undue delay.

Article 16: Termination

The partnership agreement must be terminated as a consequence of termination of the subsidy contract. Following termination of the partnership agreement, the LP and PPs are still obliged to comply with all the requirements after project closure, such as recoveries or document retention for audit and evaluation purposes.

Article 17: Dispute settlement

Disputes arising between PPs or between the LP and PP/PPs concerning their contractual relationship and, more specifically, the interpretation, performance and termination of this agreement should whenever possible be resolved amicably. Should this not be possible, the law of the country of the LP shall apply.

Article 18: Final Provisions

1. The partnership agreement is written in English. If this document and its annexes are translated into another language, the English version will be the binding one.
2. In case of conflicting clauses or interpretation thereof between this agreement and the subsidy contract, the subsidy contract takes precedence.
3. If any provision in this partnership agreement should be wholly or partly ineffective, the parties to the partnership agreement undertake to replace the ineffective provision by an effective provision which comes as close as possible to the purpose of the ineffective provision.
4. Amendments and supplements to the present agreement must be in written form. Consequently, any changes to the present agreement will only be effective if they have been agreed on in writing.
5. 10 copies of this agreement are made, of which each party keeps one.

List of annexes:

- Annex 1 - the latest version of the approved application form available in the Interreg Europe Portal.
- Annex 2 - list of PPs bank accounts with the latest change of the bank account, received from relevant Project Partner (if applicable).

Programme co-financing, referred to in Article 6 of the partnership agreement, is transferred to the following project partner's bank account:

For the Project Partner 02 Małopolska Institute of Culture in Krakow

Name of the bank account holder: Małopolski Instytut Kultury w Krakowie

Name of the bank: Alior Bank SA

IBAN: PL19249000050000460082949149

BIC/SWIFT: ALBPPLPW

For the Project Partner 03 Maramureş County Council

Name of the bank account holder: JUDEȚUL MARAMUREȘ

Name of the bank: Banca Comercială Română

IBAN: RO41RNCB0182034150520049

BIC/SWIFT: RNCB RO BU

For the Project Partner 04 Hajdú-Bihar County Government

Name of the bank account holder: Hajdú-Bihar Vármegye Önkormányzata

Name of the bank: Magyar Államkincstár (Address: 1054 Budapest Hold utca 4.)

IBAN: HU95 10004885 10034019 00132738

BIC/SWIFT: HUSTHUHB

For the Project Partner 05 Perifereia Stereas Elladas (Region of Sterea Ellada)

Name of the bank account holder: Perifereia Stereas Elladas (Region of Sterea Ellada)

Name of the bank: National Bank of Greece

IBAN: GR3001107540000075400789485

BIC/SWIFT: ETHNGRAA

For the Project Partner 06 Collectivity of Corsica

Name of the bank account holder: Collectivité de Corse

Name of the bank: Banque de France

IBAN: FR733000100109C2000000000078

BIC/SWIFT: BDFEFRFFCCT

For the Project Partner 07 Visit Zuid-Limburg

Name of the bank account holder: Stichting VVV Zuid-Limburg

Name of the bank: Rabobank

IBAN: NL40 RABO 0147 3038 26

BIC/SWIFT: RABONL2U

For the Project Partner 08 Riga Planning Region

Name of the bank account holder: Riga Planning Region

Name of the bank: Valsts kase

IBAN: LV20TREL9580531000000

BIC/SWIFT: TRELLV22

For the Project Partner 09 KulturRegion FrankfurtRheinMain public Ltd

Name of the bank account holder: KulturRegion FrankfurtRheinMain gGmbH

Name of the bank: Taunus Sparkasse Bad Homburg

IBAN: DE32 5125 0000 0112 0010 00

BIC/SWIFT: HELADEF1TSK

For the Project Partner 10 KMOP – POLICY CENTER ASBL

Name of the bank account holder: KMOP – POLICY CENTER ASBL

Name of the bank: ING Belgium SA/NV

IBAN: BE55363205853844

BIC/SWIFT: BBRUBEBB

The Project Partners are obliged immediately inform the Lead Partner in writing about each change of the bank account.

If the Project Partner do not inform the Lead Partner about change of the bank account, the Project Partner shall bear all related costs.

Annexe 1

BULLETIN D'ADHÉSION À LA CENTRALE D'ACHAT RÉGIONALE

À destination des porteurs de projet français des programmes de coopération territoriale européenne (INTERREG) 2021-2027 et ultérieurs le cas échéant pour lesquels la Région Hauts-de-France est Autorité nationale

| version | Valide du | Valide jusqu'au | Modifications |
|-----------|-----------------|------------------|---------------|
| Version 1 | 08 février 2023 | 31 décembre 2027 | N/A |

| IDENTIFICATION DU PROJET 1 ^{ère} adhésion | |
|--|--|
| Programme Interreg concerné | Interreg Euope |
| Nom du Projet | OpenRegioCulture |
| Acronyme du Projet | Co-creation of environment for accessibility of cultural resources for people with special needs |
| Date de sélection (Date du comité de sélection) | 12 décembre 2023 |
| Type de Projet | classique |
| Statut du Partenaire (Chef de file ou partenaire) | partenaire |
| Date de signature de la convention attributive de subvention FEDER « subsidy contract » | 5 mai 2024 |

| IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE | |
|--------------------------------------|----------------------------------|
| Nom du porteur : | Collectivité de Corse |
| N° Siret : | 200 076 958 00012 |
| Forme juridique : | Administration publique générale |

| | |
|--------------------|----------------------------|
| Adresse : | 22 cours Grandval - BP 215 |
| Téléphone : | 04 95 51 64 64 |
| Courriel : | contact@isula.corsica |

| IDENTIFICATION DU REPRÉSENTANT LEGAL | |
|--------------------------------------|--|
| Nom et prénom : | SIMEONI GILLES |
| Fonction : | Président du Conseil exécutif de Corse |
| Téléphone : | 04 95 51 64 64 |
| Courriel : | contact@isula.corsica |

| IDENTIFICATION DE LA PERSONNE EN CHARGE TECHNIQUEMENT DES RELATIONS AVEC LA CENTRALE D'ACHAT | |
|--|--|
| Nom et prénom : | PINELLI Laurence |
| Fonction : | Cheffe de mission Programmes Européens |
| Service : | Mission Programmes Européens |
| Téléphone : | 04 95 61 65 76 |
| Courriel : | laurence.pinelli@isula.corsica |

En cas de modification concernant les informations ci-dessus, l'adhérent s'engage à en informer la centrale d'achat, dans les meilleurs délais, par courriel à l'adresse suivante :

centraledachat-interreg@hautsdefrance.fr

Le présent bulletin entraîne adhésion pleine et entière à la convention constitutive de la centrale d'achat (*).

Fait à

Le

Signature

Important : L'adhésion à une centrale d'achat n'étant pas considérée comme une « *décision concernant la passation des marchés* » le représentant du porteur de projet doit être expressément habilité par sa structure à engager celle-ci dans la convention.

(*) Il pourra être demandé de joindre au présent bulletin d'adhésion une copie de l'acte ou de la délibération pris par l'organe délibérant du porteur de projet autorisant l'adhésion à la centrale d'achat ainsi qu'une copie du document attestant du caractère exécutoire de l'acte ou de la délibération délivré par le(s) contrôle(s) de légalité le cas échéant.

For the Project Partner 06 Collectivity of Corsica

I hereby accept the content and provisions of the partnership agreement. I also confirm to be officially entitled to sign this contract.

Name and surname of the signatory:

Function of the signatory:

Name of the organisation:

Signature :

Date :

This page is an integral part of the Project Partnership Agreement of the project 02C0467 - OpenRegioCulture - *Co-creation of environment for accessibility of cultural resources for people with special needs* and is only valid with the complete (signed) signature pages of the following Project Partners :

The Malopolska Region,
Małopolska Institute of Culture in Krakow,
Maramureş County Council,
Hajdú-Bihar County Government,
Perifereia Stereas Elladas (Region of Sterea Ellada),
Visit Zuid-Limburg,
Riga Planning Region,
KulturRegion FrankfurtRheinMain public Ltd,
KMOP - POLICY CENTER ASBL.

**Interreg
Europe**



Co-funded by
the European Union

| version | Valide du | Valide jusqu'au | Modifications |
|-----------|-----------------|-----------------|---------------|
| Version 2 | 08 février 2024 | 2 décembre 2025 | N/A |

PROGRAMME INTERREG VI EUROPE 2021-2027

VADEMECUM - CONTROLE

INFORMATIONS AUX PORTEURS FRANÇAIS LAUREATS DE PROJETS POUR L'ACCES AUX PRESTATIONS DE CONTRÔLE DES DEPENSES

CENTRALE D'ACHAT

Votre organisation a été approuvée en tant que partenaire français d'un (ou plusieurs) projets de coopération territoriale européenne du Programme transnational INTERREG Europe.

Dans le cadre du processus obligatoire de contrôle de vos dépenses, vous devez, **dans un délai maximum de six mois**, à compter la date de conventionnement avec l'Autorité de gestion du Programme concerné, **adhérer à la centrale d'achat de la Région Hauts-de-France**.

L'adhésion à la centrale est **nécessaire et obligatoire** pour accéder aux marchés portant sur toutes les prestations de contrôle.

Pour rappel, **le recours à des contrôleurs internes n'est pas autorisé**.

I. Région Hauts-de-France : Autorité nationale du programme Interreg Europe

Par reconduction des dispositifs de transfert de compétence mis en place pour 2014-2020, et pour la programmation 2021-2027, la Région Hauts-de-France est Autorité nationale du Programme Interreg Europe et coordonne la délégation française.

Les responsabilités d'Autorité nationale sont décrites dans le Décret n° 2022-579 du 19 avril 2022 relatif à l'Autorité nationale pour les programmes de coopération territoriale européenne pour la période 2021-2027.

A. Principes des vérifications de gestion

En qualité d'Autorité nationale, la Région Hauts-de-France est chargée d'organiser les vérifications prévues à l'article 46 point 3 du règlement 2021/1059 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 et de prendre les mesures nécessaires pour garantir le bon fonctionnement des systèmes de gestion et de contrôle des programmes, ainsi que la légalité et la régularité des dépenses présentées à la Commission.

Ainsi, la Région Hauts-de-France, en tant qu'Autorité nationale représentant la France dans le programme Interreg Europe, est responsable de la mise en place des vérifications de gestion, le contrôle des dépenses, sur son territoire pour l'ensemble des porteurs français bénéficiaires du programme de coopération.

Tous les projets et tous les partenaires sont soumis au contrôle des dépenses.

B. Désignation du contrôleur

En pratique, cela signifie que chaque partenaire a besoin d'un contrôleur agréé par son État membre, en l'occurrence, pour la France, par la Région Hauts-de-France qui agit en qualité d'Autorité nationale du programme.

Cette dernière habilitera seule le titulaire pour le programme Europe.

Le recours à des contrôleurs autres que celui désigné par la Région Hauts-de-France, notamment des contrôleurs internes, n'est pas autorisé.

En l'absence de contrôle des dépenses, le cofinancement FEDER apporté par le programme ne peut être perçu.

La Région Hauts-de-France, Autorité nationale, a opté pour un système décentralisé, et sélectionnera le contrôleur au moyen d'un accord-cadre.

Par ailleurs, en application l'article L2113-2 du code de la commande publique, **la Région Hauts-de-France se constitue en centrale d'achat au profit des porteurs français de projets** des programmes de coopération territoriale européenne (Interreg) pour lesquels la Région est Autorité nationale.

L'objectif est de mettre à disposition des porteurs de projets un dispositif de contrôles.

Vu la délibération n° 2022.00564 du Conseil régional Hauts-de-France du 19 mai 2022, relative à la constitution d'une centrale d'achat dans le cadre de la mise en œuvre du contrôle de premier niveau des quatre programmes de coopération territoriale européenne (Interreg) pour la programmation 2021-2027 :

La centrale d'achat permet à la Région de se constituer en acheteur public pour le compte d'autres entités, ici les porteurs de projets, (ayant ou non la qualité de pouvoir adjudicateur) qui adhéreront à la centrale d'achat afin de pouvoir accéder aux prestations de contrôle.

C. Coût du contrôle

Le coût du contrôle (anciennement connu sous le nom de contrôle de premier niveau pour la programmation 2014-2020) sera à la charge du partenaire de projet.

Les coûts de contrôle pour la vérification des dépenses sont :

- considérés comme éligibles dans le cadre du projet ;
- peuvent être inclus dans la ligne budgétaire "expertise et services externes".

Important :

- Les porteurs de projets doivent donc prévoir un budget pour ces contrôles en fonction des modalités de contrôle applicables dans l'État membre concerné pour chacun des partenaires du projet.

D. Rôle du contrôleur

Avant d'être soumis au Secrétariat conjoint, chaque rapport financier doit être vérifié et validé par un contrôleur indépendant.

Le contrôleur qualifié, désigné par l'Autorité nationale, vérifie que les dépenses encourues pour la mise en œuvre du projet sont conformes aux règles communautaires, nationales, régionales, institutionnelles et du programme, ainsi qu'aux dispositions du contrat de subvention et du formulaire de demande approuvé.

Le contrôleur désigné vérifie ainsi l'éligibilité des dépenses engagées par le partenaire et le confirme en remplissant et en signant un rapport de contrôle.

L'objectif principal des contrôles est de garantir à l'Autorité de gestion, à l'autorité assurant la fonction comptable et, surtout, au projet lui-même, que les coûts cofinancés dans le cadre du programme Interreg Europe sont correctement comptabilisés et éligibles.

Ainsi, aucune dépense ne peut être cofinancée sans vérification par un contrôleur.

II. Modalité d'accès aux prestations de contrôle pour les partenaires français des projets : adhésion à la centrale d'achat

La Région Hauts-de-France se constitue en centrale d'achat au profit de l'ensemble des porteurs français de projets lauréats et ce pour l'ensemble des programmes pour lesquels la Région Hauts-de-France est Autorité nationale (Interreg France-Wallonie Vlaanderen, Interreg Europe du Nord-Ouest, Interreg Mer du Nord, Interreg Europe).

Aussi, l'adhésion à la centrale d'achat est **nécessaire et obligatoire, et ce à titre non onéreux**, pour accéder aux marchés portant sur toutes les prestations du système de contrôle

Peuvent adhérer à la centrale d'achat :

- **Les porteurs de projets qui sont pouvoirs adjudicateurs ou entités adjudicatrices** définies respectivement aux articles L1211-1 et L1212-1 du code de la commande publique
- **Les acheteurs n'ayant pas la qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.**

Tous les porteurs de projet susmentionnés, qu'ils soient pouvoirs adjudicateurs ou non, doivent se conformer à la réglementation des marchés publics, conformément aux documents contractuels du/des marchés ou accords-cadres.

L'adhésion est :

- **Obligatoire pour tout nouveau porteur français**, dit bénéficiaire, ayant conventionné avec le programme dont la Région Hauts-de-France est Autorité nationale ;
- **Réputée unique pour un même porteur quel que soit le nombre de participations à des projets Interreg ;**

Si un projet comporte plusieurs partenaires français, chaque partenaire est tenu d'adhérer à la centrale d'achat.

III. Modalités d'adhésion : obligations aux porteurs

A. Prérequis et délai d'adhésion à la centrale d'achat

Pour les porteurs français de projets lauréats, l'adhésion à la centrale d'achat est requise dès lors que le porteur « dit bénéficiaire » aura conventionné avec l'Autorité de gestion du programme.

En pratique, l'adhésion sera ainsi obligatoire dès signature du subsidy contract (contrat de subvention), conclu entre le chef de file du projet et l'Autorité de gestion. Le subsidy contract définit les droits et les obligations du partenariat et constitue la base juridique de la subvention. A ne pas confondre avec l'accord de partenariat.

L'adhésion à la centrale d'achat :

- Devra intervenir **au plus tard 6 mois** suivant la date de conventionnement avec l'autorité de gestion du Programme concerné.
- **Prendra effet à la date d'approbation par l'organe délibérant ou autres circuits décisionnels de l'adhérent.**

Important : Il pourra être demandé à l'adhérent de fournir une copie de la décision approuvant l'adhésion, prise le cas échéant par l'organe délibérant ainsi que le document attestant du caractère exécutoire de l'acte ou de la délibération délivré par le(s) contrôle(s) de légalité, le cas échéant au plus tard 30 jours à compter de l'adoption par l'organe délibérant de l'adhérent à l'attention de la Région Hauts-de-France.

B. Modalités d'adhésion et documentation

La convention constitutive de la Centrale d'Achat Régionale comporte un bulletin d'adhésion que le **porteur de projet doit remplir, dater, signer et transmettre à la centrale d'achat par courriel** à l'adresse suivante :

centraledachat-interreg@hautsdefrance.fr

Ce bulletin d'adhésion est adopté conformément aux règles applicables aux organes délibérants de l'adhérent. Pour les structures ayant un circuit décisionnel différent, les règles de prises de décision propres au porteur s'appliquent.

Le signataire du bulletin d'adhésion doit être impérativement habilité à engager juridiquement sa structure.

C. Réalisation des prestations de contrôle : Emission de bons de commande

Le porteur sera tenu de recourir, pour chaque projet, au titulaire de l'accord-cadre du programme concerné pour la réalisation des prestations de contrôle.

Pour déclencher la réalisation des prestations de contrôle :

- Le partenaire français du projet, adhérent à la centrale d'achat, adressera au contrôleur habilité un bon de commande relatif aux missions à réaliser, ce pour chaque rapport d'avancement (demande de paiement).

Ainsi, pour les partenaires français d'un projet, il conviendra :

- D'adhérer à la centrale d'achat (à titre non onéreux) ;
- D'informer et d'associer le contrôleur sur la définition du calendrier pour la procédure du premier rapport d'avancement comme des suivants, ce pour toute la durée du projet, lors de la première réunion de coordination.

IV. Références légales et ressources documentaires du programme

Les règlements et directives applicables de l'UE, notamment :

- Le règlement (UE) n° 2021/1060 (règlement sur les dispositions communes) et notamment l'article 74, paragraphe 1 pour les vérifications de gestion
- Le Règlement (UE) No 2021/1058 (Règlement FEDER)
- Le Règlement (UE) n° 2021/1059 (règlement relatif à la coopération territoriale européenne) et notamment l'article 46, paragraphe 3 pour les vérifications de gestion

Le code de la commande publique, notamment :

- L'article L2113-2 du code de la commande publique dispose que « une centrale d'achat est un acheteur qui a pour objet d'exercer de façon permanente, au bénéfice des acheteurs, l'une au moins des activités d'achat centralisées suivantes: 1° L'acquisition de fournitures ou de services ; 2° La passation des marchés de travaux, de fournitures ou de services ».
- Les articles L1211-1 et L1212-1

V. Annexes à compléter et transmettre à l'Autorité nationale

Documents transmis par l'Autorité nationale pour parfaite information seulement à destination des porteurs de projets :

- Le bulletin d'adhésion à la centrale d'achat
- Une proposition type de délibération d'adhésion à la centrale d'achat (non contractuelle)
- La charte de protection des données personnelles
- Un formulaire RGPD.

Documents à transmettre à l'Autorité nationale :

- Bulletin d'adhésion à la centrale d'achat dûment complété (daté et signé)

VI. Mode de transmission du bulletin d'adhésion

Le bulletin d'adhésion devra être adressé, en précisant le nom du programme, l'acronyme du projet ainsi que le nom du porteur en objet (*exemple : Interreg Europe – Projet X – Ville de Y*) uniquement à l'adresse courriel suivante :

centraledachat-interreg@hautsdefrance.fr

Toute demande ou renseignement concernant la centrale d'achat devront être exclusivement adressés à cette adresse courriel.

VII. Autre contact utile

Autorité nationale du Programme – Interreg VI Europe

Christophe ULIASZ : christophe.uliasz@hautsdefrance.fr

VIII. PROCESSUS SYNTHETIQUE D'ACCES AUX PRESTATIONS DE CONTROLE

| ETAPES | INFORMATIONS - PROCESSUS | DOCUMENTS SUPPORTS ET RECOMMANDATIONS |
|---|---|---|
| Rubriques relatives aux obligations de l'Autorité nationale | | |
| Rubriques relatives aux obligations du Porteur | | |
| 1 Séminaire contrôle | Dès l'approbation des projets par le Comité de sélection du Programme, l'Autorité nationale du programme invitera l'ensemble des partenaires français de projets lauréats à un séminaire contrôle. Les chefs de projets comme les responsables administratifs et financiers sont fortement invités à participer. | |
| 2 Programmation du projet | Signature du contrat de subvention FEDER par le chef de file du projet | Document du Programme : Convention attributive de subvention FEDER « subsidy contract" signé par le Chef de file |
| 3 Adhésion à la centrale d'achat par le porteur de projet (obligatoire) | Délai : au plus au plus tard 6 mois suivant la date de conventionnement avec l'Autorité de gestion du programme Modalité de transmission du bulletin et des annexes : centraledachat-interreg@hautsdefrance.fr (Adhésion unique à titre non onéreux) | Documents de l'Autorité nationale : <ul style="list-style-type: none"> - Bulletin d'adhésion à la centrale d'achat (à compléter dater et signer, et à renvoyer) - Proposition type de délibération d'adhésion à la centrale d'achat (non contractuelle) - Charte de protection des données personnelles - Formulaire RGPD. |
| 4 Confirmation de l'adhésion | L'Autorité nationale confirme au partenaire de projet par courriel la prise en compte de son adhésion à la centrale d'achat et en informe le contrôleur retenu pour son programme | |
| 5 Réunion de cadrage entre le contrôleur et le porteur de projet (obligatoire) | Le cabinet en charge du contrôle contacte le partenaire du projet afin de convenir d'une date de réunion pour établir le calendrier de remontées de dépenses sur la totalité de la durée du projet. | Echéances à respecter par le porteur : <ul style="list-style-type: none"> - La date butoir de soumission telle que demandée par le Programme ; - Un délai de 10 jours ouvrés à compter de la transmission du bon de commande au contrôleur pour contrôle de complétude par le contrôleur ; - A échéance de ce délai, le dossier est réputé vérifiable par le contrôleur (complet ou non). - Les dépenses pourront être écartées pour absence de justificatif ; - Un délai de 20 jours calendaires pour la réalisation de la mission par le contrôleur. |
| 6 Emission du bon de commande concomitamment à la remontée de dépenses | - Emission d'un bon de commande obligatoire lors de chaque période de remontée de dépenses (rapport financier) | Les modalités de transmission seront communiquées ultérieurement par l'AN au porteur |
| 7 Paiement de la facture émise par le contrôleur à l'issue de la validation du rapport financier | Les sommes dues au contrôleur seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement. | En cas de retard de paiement, le contrôleur a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. |

Accord de partenariat de projet

pour la mise en œuvre du projet 02C0467 – OpenRegioCulture – Co-crédation d'environnements pour l'accessibilité des ressources culturelles pour les personnes ayant des besoins particuliers, approuvé par le Comité de suivi du programme Interreg Europe le 12/12/2023.

Préambule

Vu :

Article 26 (1) a du règlement (UE) 2021/1059 portant dispositions particulières relatives à l'objectif de coopération territoriale européenne (Interreg) soutenu par le Fonds européen de développement régional et les instruments de financement extérieur ;

l'accord suivant est par la présente conclu entre :

Województwo Małopolskie ul.
Basztowa 22 31-156
Cracovie, Pologne (Polska)

agissant en tant que partenaire principal (LP), pour 02C0467 – OpenRegioCulture – Co-crédation d'un environnement pour l'accessibilité des ressources culturelles pour les personnes ayant des besoins spéciaux

et

les partenaires du projet (PP) :

Institut culturel de Małopolska à Cracovie
ul. 28 Lipca 1943 17c
30-233 Cracovie, Pologne (Polska) ;

Conseil départemental de Maramure
Gheorghe Sincai 46
430311 Baia Mare, Roumanie (Roumanie) ;

Gouvernement du comté de Hajdú-Bihar
Piac u. 54.
4024 Debrecen, Hongrie (Magyarország) ;

Perifereia Stereas Elladas (Région de Sterea Ellada)
2 rue Kalyvion
35132 Lamia, Grèce (Ελλάδα) ;

Collectivité de Corse
22, Cours Grandval
20187 Ajaccio, France (France) ;

Visitez le Limbourg méridional
Place Walramplein 6

6301 DD Valkenburg aan de Geul, Pays-Bas (Pays-Bas) ;

Région de planification de Riga
ZA Meierovica Boulev 18
LV-1050 Riga, Lettonie (Lettonie) ;

Région culturelle de FrancfortRheinMain SA
Poststr. 16
D-60329 Francfort, Allemagne (Deutschland);

KMOP – CENTRE POLITIQUE ASBL
Square Charles Maurice Wiser 13
1040 Etterbeek (Bruxelles), Belgique (Belgique/België).

Abréviations

Programme – Programme Interreg Europe

UE – Union européenne

JS - Secrétariat conjoint

LP - Associé principal

MA - Autorité de gestion

PP – Partenaire de projet (PPs – Partenaires de projet)

Article 1 : Cadre juridique

1. Les dispositions légales et le document suivants constituent la base contractuelle du présent accord de partenariat et le cadre juridique pour la mise en œuvre du projet OpenRegioCulture :

- 1) Les règlements, actes délégués et actes d'exécution relatifs aux Fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2021-2027, tels que précisés ci-dessous ;
- 2) Le programme Interreg Europe approuvé par la Commission européenne établissant le programme (ci-après dénommé Programme Interreg Europe) ;
- 3) Les lois des pays du PP applicables à cette relation contractuelle.

2. Les lois et documents suivants constituent le cadre juridique applicable aux droits et obligations des parties au présent accord :

- 1) Règlement (UE, Euratom) n° 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union et abrogeant le règlement (CE, Euratom) n° 966/2012 du Conseil, ainsi que les actes délégués ou d'exécution y afférents ;
- 2) Les règlements sur les Fonds structurels et d'investissement européens, les fonds délégués et les fonds Actes d'exécution pour la période 2021-2027, notamment :
 - a) Règlement (UE) n° 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au marché régional européen
Fonds de développement, le Fonds social européen plus, le Fonds de cohésion, le Fonds pour une transition juste et Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture
Fonds et règles financières pour ces personnes et pour le programme Asile, Migration et Intégration
Fonds, le Fonds pour la sécurité intérieure et l'Instrument de soutien financier aux

Gestion des frontières et politique des visas, et abrogation du règlement (CE) du Conseil N° 1303/2013, et toute modification ;

b) Règlement (UE) n° 2021/1058 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 relatif au Fonds européen de développement régional et au Fonds de cohésion, et abrogeant le règlement (CE) n° 1301/2013, ainsi que toute modification ;

c) Règlement (UE) n° 2021/1059 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions spécifiques relatives à l'objectif territorial européen (Interreg) soutenu par le Fonds européen de développement régional et les instruments de financement extérieur, et abrogeant le règlement (CE) n° 1299/2013, ainsi que toute modification.

3) Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données, RGPD) ;

4) Articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, Règlement (UE) n° 2023/283 de la Commission¹ relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, Règlement (UE) n° 651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité; actes délégués et actes d'exécution, ainsi que toutes les décisions et arrêts applicables dans le domaine des aides d'État;

5) Toute autre législation de l'UE et les principes sous-jacents applicables à la LP et à la PP, notamment la législation établissant des dispositions sur la concurrence et l'accès aux marchés, la protection de l'environnement et l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ;

6) Les conventions de financement signées par la Commission européenne, l'Autorité de gestion et les pays candidats à l'adhésion à l'UE participant au programme, publiées sur le site Internet du programme ;

7) Règles nationales applicables à la LP et à ses PP et à leurs activités ;

8) Données du projet, comprenant, sans s'y limiter, la documentation la plus récente du projet, comme le formulaire de demande et toutes les informations sur le projet disponibles dans le système électronique ;

9) Le contrat de subvention, conclu entre le LP du projet et l'AG ; 10) Tous les manuels, lignes directrices et tout autre document pertinent pour la mise en œuvre du projet dans leur dernière version, telle que publiée sur le site Web du programme.

3. En cas de modification des normes et documents juridiques susmentionnés, ainsi que de tout autre document ou donnée pertinent pour la relation contractuelle, la dernière version s'appliquera.

Article 2 : Définitions

Aux fins du présent accord de partenariat, les définitions suivantes s'appliquent :

1) Partenaire du projet (PP) : toute institution participant financièrement au projet et contribuant à sa mise en œuvre, telle qu'identifiée dans le dernier formulaire de demande approuvé. Il correspond au terme « bénéficiaire » utilisé dans le règlement relatif aux Fonds structurels et d'investissement européens ;

2) Partenaire principal (LP) : le partenaire du projet désigné par tous les partenaires et qui assume la responsabilité de garantir la mise en œuvre de l'ensemble du projet conformément aux Articles 23 (5) et 26 (1) b du règlement (UE) n° 2021/1059 ;

- 3) Données du projet : données comprenant, sans s'y limiter, toute la documentation la plus récente du projet, telle que le dernier formulaire de demande approuvé et toutes les informations sur le projet disponibles dans le système électronique (portail Interreg Europe).

Article 3 : Objet du Contrat de Partenariat

Cette convention de partenariat fixe les modalités régissant les relations entre le LP et l'ensemble des PP, afin d'assurer une bonne mise en œuvre du projet OpenRegioCulture comme dans la dernière version des données du projet, ainsi que dans le respect des conditions de soutien énoncées dans les règlements des Fonds structurels et d'investissement européens, les actes délégués et d'exécution, le programme Interreg Europe et le manuel du programme, ainsi que le contrat de subvention signé entre l'AG et le CF.

Article 4 : Durée du contrat de partenariat

L'accord entre en vigueur à la date de sa signature par la dernière des Parties. Il reste en vigueur jusqu'à ce que le LP et les PP aient pleinement rempli leurs obligations telles que définies plus en détail à l'article 6 du présent accord envers l'AG et que tout organisme européen concerné et les PP aient pleinement rempli leurs obligations telles que définies plus en détail à l'article 7 du présent accord envers le LP.

Nonobstant l'entrée en vigueur de l'accord de partenariat tel qu'indiqué ci-dessus, la les obligations des partenaires fondées sur le cadre juridique inclus à l'article 1 sont applicables dès le début du projet.

Article 5 : Rôles et devoirs au sein du partenariat

1. Le LP du projet :

- 1) est habilité à représenter les PP dans le projet ;
- 2) est responsable de la coordination, de la gestion et de la mise en œuvre du projet vers le MA;
- 3) assure le démarrage et la mise en œuvre des activités dans les délais impartis pendant toute la durée du projet, dans le respect de toutes les obligations envers l'AE. Le LP informe le SC de tout facteur susceptible d'avoir un effet négatif sur la mise en œuvre des activités du projet et/ou du plan financier ;
- 4) surveille l'exécution du plan de travail convenu définissant les tâches à entreprendre dans le cadre du projet, le rôle des PP dans leur mise en œuvre et le budget du projet ;
- 5) prépare et soumet les rapports d'avancement du projet, y compris les documents justificatifs, conformément au manuel du programme, ainsi que les documents et/ou informations supplémentaires demandés par le JS et le MA ;
- 6) répond aux demandes de modifications du projet, conformément au manuel du programme. 7) est, en général, le point de contact représentant le partenariat pour toute communication avec le JS/MA ou tout autre organisme du programme ;
- 8) fournit aux partenaires des copies de tous les documents pertinents du projet et rend compte de la mise en œuvre du projet. Le LP informe régulièrement les PP de toutes les communications pertinentes entre le LP et le SC/MA ;
- 9) effectue toute autre tâche convenue avec les PP.

2. Les PP sont les organismes responsables de la réalisation des activités spécifiques du projet de la manière et dans le cadre indiqués dans les données du projet (en particulier dans le dernier formulaire de demande approuvé). Les PP s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour aider le LP à remplir ses obligations telles que spécifiées dans le contrat de subvention signé entre l'AM et le LP, ainsi que dans le présent accord.

3. Les PP doivent :

- 1) coopérer activement à la mise en œuvre du projet ; 2) coopérer à la dotation en personnel et/ou au financement du projet conformément à l'accord de partenariat ; 3) respecter les autres obligations découlant du présent accord de partenariat ;

- 4) fournir au LP toutes les informations et tous les documents nécessaires à la coordination et au suivi régulier de l'avancement technique et financier du projet, et nécessaires à l'élaboration des rapports d'avancement et finaux concernant la partie du projet dont le partenaire est responsable ;
 - 5) fournir toute information supplémentaire relative à la déclaration au LP ou au JS/MA si demandé, en temps voulu;
 - 6) informer le LP de tout changement relatif au nom de son organisation, aux coordonnées, au statut juridique ou à tout autre changement concernant l'organisation partenaire pouvant avoir un impact sur le projet ou sur son éligibilité au programme.
4. Les PP doivent également :
- 1) réaliser les activités spécifiques décrites dans les données du projet conformément à la dernière version du formulaire de demande;
 - 2) respecter les délais fixés par le programme, le LP ou convenus dans le cadre partenariat;
 - 3) informer le LP de tout facteur susceptible d'avoir un effet négatif sur la mise en œuvre du projet conformément aux données du projet et d'entraîner un écart.
5. En particulier, pour la partie du projet dont il est responsable, chaque PP doit s'assurer :
- 1) qu'elle respecte les règles pertinentes concernant, entre autres, l'égalité des chances, la protection de l'environnement, la gestion financière, les règles de marque et de visibilité des projets, les règles de passation de marchés et les aides d'État ;
 - 2) que ses activités de projet soient mises en œuvre conformément aux règles et procédures défini dans le manuel du programme.

Article 6 : Gestion financière du projet

1. Chaque PP doit :

- 1) établir des comptabilités séparées ou utiliser un code comptable approprié pour toutes les transactions relatives à l'opération, en veillant à ce que les dépenses ainsi que les cofinancements nationaux et de programme reçus liés au projet soient clairement identifiés ;
- 2) respecter strictement les règles d'éligibilité de l'UE ainsi que les autres règles d'éligibilité établies par le programme dans le manuel du programme et, le cas échéant, les règles nationales ;
- 3) être responsable de la bonne gestion financière des fonds reçus dans le cadre du programme et, en cas de recouvrement, de rembourser directement au chef de projet ou à l'organisme de programme concerné les cofinancements indûment versés dans le cadre du programme, conformément aux règles et procédures fixées dans le manuel du programme. Dans le cas d'une contribution nationale, la réglementation spécifique du pays qui l'accorde s'applique ;
- 4) soumettre régulièrement et en temps utile les dépenses aux contrôleurs désignés pour vérification, conformément aux règles fixées au niveau du programme et au niveau national. Les dépenses vérifiées doivent être soumises au chef de file via le système de suivi électronique du programme (portail Interreg Europe) immédiatement après vérification ;
- 5) s'assurer que les dépenses engagées sont strictement liées aux activités du projet, conformément avec les données du projet ;
- 6) veiller à ce que les exigences du programme en matière d'éligibilité des dépenses telles qu'énoncées dans le manuel du programme soient strictement respectées ;
- 7) mettre en place une archive physique et/ou électronique où sont stockés les données, les enregistrements et les documents composant la piste d'audit, conformément aux exigences décrites dans le manuel du programme.

2. En outre, le LP :

- 1) s'assure que les dépenses présentées par les PP participant au projet ont été engagés aux fins de la mise en œuvre du projet et correspondent aux activités convenues entre ces partenaires comme spécifié dans les données du projet ;
- 2) vérifie que les dépenses présentées par les PP participant au projet ont été validées par les contrôleurs, selon les règles fixées au niveau du programme et au niveau national ;
- 3) transfère le cofinancement du programme reçu pour l'ensemble du projet aux autres PP participant au projet dans les 30 jours suivant sa réception ;

- 4) surveille en permanence les dépenses du budget du projet prévu pour chaque PP et veille à ce que les changements budgétaires soient effectués dans les limites et conformément aux règles comme indiqué dans le manuel du programme.
3. Si un PP ne parvient pas à informer le LP d'un écart par rapport aux données du projet, le LP est alors en droit de refuser d'inclure dans le rapport d'avancement du projet les coûts de ce partenaire qui sont liés à des écarts injustifiés et/ou qui entraînent un dépassement du budget approuvé de ce partenaire. De même, si un PP ne fournit pas les éléments nécessaires à la préparation des rapports de projet dans le délai convenu avec le LP, ce dernier peut être obligé de soumettre au programme le rapport d'avancement conjoint sans les coûts de ce PP, en coordination avec le JS.
4. Les paiements de cofinancement de programme qui ne sont pas demandés par chaque PP à temps et dans leur intégralité, conformément aux dépenses prévues du projet incluses dans les données du projet, peuvent être perdus pour le partenaire de projet concerné.
5. Les PP doivent permettre l'accès aux locaux, aux documents et aux informations, quel que soit le support sur lequel ils sont stockés, aux fins de vérification par l'AG, le SC, l'AA, les autorités nationales compétentes, les représentants autorisés de la CE, l'Office européen de lutte antifraude (OLAF), la Cour des comptes européenne, le Groupe des auditeurs et tout auditeur externe autorisé par ces institutions ou organismes. Ces vérifications peuvent avoir lieu jusqu'à 5 ans à compter du 31 décembre de l'année du dernier paiement du programme au CF ou au PP.

Les PP doivent s'assurer que tous les documents originaux, ou leurs copies certifiées conformes, conformément à la législation nationale relative à la mise en œuvre du projet, sont mis à disposition jusqu'à la date finale des éventuelles vérifications ci-dessus, et jusqu'à ce que tout audit, vérification, appel, litige ou poursuite de réclamation en cours soit terminé.

Article 7 : Recouvrements

1. Si l'AG, conformément aux dispositions des articles respectifs du contrat de subvention, exige le remboursement du cofinancement du programme déjà transféré, chaque PP doit transférer au LP ou à l'organisme de programme concerné tout montant qui lui a été versé en trop, selon les règles et les délais fixés par le programme dans le manuel du programme et les documents de recouvrement.
2. Dans de tels cas, le LP doit immédiatement transmettre aux PP les documents de recouvrement reçu du MA/JS et informer chaque PP du montant remboursable.
3. Si le recouvrement concerne uniquement le LP, celui-ci ne doit pas cesser les paiements à l'autre PP.

Article 8 : Modifications, retrait d'obligations

1. Le LP et chaque PP s'engagent à ne pas se retirer du projet, sauf en cas de force majeure. Si cela devait néanmoins se produire, le LP et les PP restants devront trouver une solution en accord avec les règles et procédures décrites dans le manuel du programme.
2. Si un PP ne respecte pas ses obligations en vertu du présent accord de partenariat, le partenariat peut décider, en dernier recours, de retirer ce PP du projet et de demander des modifications conformément aux procédures décrites dans le manuel du programme.
3. Le LP peut, si nécessaire, demander des modifications des données du projet au SC/MA ou à tout autre organisme de programme compétent. Toute modification demandée, y compris les changements budgétaires, de partenariat et opérationnels, doit être approuvée et autorisée au préalable par les PP du projet, conformément aux règles de procédure préalablement convenues ou à tout autre mécanisme de prise de décision établi dans le cadre du partenariat.
4. Le LP et les PP doivent suivre strictement les dispositions du manuel du programme lorsqu'ils demandent et/ou mettent en œuvre des modifications dans le projet.

Article 9 : Information et communication, publicité et image de marque

1. Le LP et les PP doivent se conformer aux règles de publicité de l'UE ainsi qu'aux exigences de communication décrites dans le manuel du programme et fournir tout matériel développé pendant la durée du projet qui pourrait être utile pour les publications au niveau du programme.
2. Dans un esprit de coopération et d'échange, le LP et les PP veillent à ce que tous les extraits et résultats produits au cours de la mise en œuvre du projet puissent être utilisés par toutes les parties et organisations intéressées et soient dans l'intérêt public et accessibles au public. L'AG/JS et tout autre programme, organisme européen et national concerné peuvent les utiliser à des fins d'information et de communication dans le cadre du programme.
3. De plus, les PP soutiendront le LP et joueront un rôle actif dans toutes les actions organisées par le programme de diffusion et de capitalisation des résultats du projet.

Article 10 : Droits de propriété intellectuelle, confidentialité et conflits d'intérêts

1. Le LP et les PP doivent s'engager à appliquer toutes les lois nationales et européennes applicables, y compris, mais sans s'y limiter, les lois sur les droits de propriété intellectuelle, en particulier le droit d'auteur, concernant tout résultat produit à la suite de la mise en œuvre du projet.
2. Le LP et/ou le PP doivent s'assurer qu'ils disposent de tous les droits d'utilisation de toute propriété intellectuelle préexistante, droits de propriété, si nécessaire à la mise en œuvre du projet.
3. Le LP et les PP sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter les conflits d'intérêts et de se tenir mutuellement informés sans délai de toute circonstance ayant généré ou pouvant générer un tel conflit.
4. Le LP et les PP sont tenus d'informer les organismes concernés du programme s'il existe des informations sensibles ou confidentielles liées au projet qui ne peuvent être publiées ou rendues publiques. Cette clause n'affecte pas l'obligation du LP et des PP de mettre tous les résultats et extraits du projet à la disposition du public.

Article 11 : Données personnelles

PP reconnaît qu'il est le responsable du traitement au sens de l'article 4(7) du RGPD en ce qui concerne les données personnelles collectées dans le cadre de la mise en œuvre du projet, en particulier les données personnelles qui lui sont fournies par les PP. Chaque PP est responsable du traitement et de la protection des données personnelles conformément aux lois sur la protection des données personnelles, notamment le RGPD et les lois de l'État concerné par le siège social du PP.

Article 12 : Prise de décision dans le cadre du présent accord

1. Décisions concernant :
 - 1) les activités générales du projet seront prises en charge par l'organe décisionnel indiqué dans le formulaire de demande;
 - 2) les activités individuelles des PP seront prises par l'organe décisionnel indiqué dans le formulaire de demande;
 - 3) Le budget général du projet sera arrêté par l'organe décisionnel indiqué dans le formulaire de demande;
 - 4) le budget individuel des PP sera pris par l'organe décisionnel indiqué dans le formulaire de demande;
 - 5) la demande d'exclusion et d'ajout de PP sera prise par l'organe décisionnel indiqué dans le formulaire de demande.
2. La décision sera prise à la majorité des voix.

Article 13 : Contrats avec des tiers, responsabilité et sous-traitance

1. En cas de coopération avec des tiers, y compris, mais sans s'y limiter, des sous-traitants, en ce qui concerne le projet, le PP concerné reste seul responsable envers les autres PP du respect de ses obligations telles que définies dans le manuel du programme.

Chaque fois que cela est pertinent pour d'autres PP, les PP doivent s'informer mutuellement de la portée de ces contrats et des noms des parties contractantes.

2. Si un PP ne respecte pas ses obligations, ce PP sera seul responsable des dommages et des frais résultant de ce non-respect.

Article 14 : Cession, succession légale

En cas de succession légale, par exemple lorsque le LP ou un PP change de forme juridique, le LP ou le PP est tenu de transférer tous les devoirs et obligations découlant du présent contrat à son successeur. La succession légale doit être formalisée par une modification des données du projet.

Article 15 : Modification du contrat de partenariat

Les modifications apportées à l'accord de partenariat doivent être dûment documentées. Le cas échéant, conformément aux règles et procédures énoncées dans le manuel du programme, le chef de file présente l'accord de partenariat modifié à l'organisme de programme concerné sans délai injustifié.

Article 16 : Résiliation

L'accord de partenariat doit être résilié en conséquence de la résiliation du contrat de subvention. Après la résiliation de l'accord de partenariat, le LP et les PP sont toujours tenus de se conformer à toutes les exigences après la clôture du projet, telles que les recouvrements ou la conservation des documents à des fins d'audit et d'évaluation.

Article 17 : Règlement des litiges

Les litiges survenant entre les PP ou entre le LP et les PP/PP concernant leur relation contractuelle et, plus particulièrement, l'interprétation, l'exécution et la résiliation du présent contrat doivent, dans la mesure du possible, être résolus à l'amiable. Si cela n'est pas possible, la loi du pays du LP s'applique.

Article 18 : Dispositions finales

1. Le contrat de partenariat est rédigé en anglais. Si ce document et ses annexes sont traduits dans une autre langue, c'est la version anglaise qui fera foi.
2. En cas de conflit de clauses ou d'interprétation entre le présent accord et le contrat de subvention, le contrat de subvention prévaut.
3. Si une disposition du présent contrat de partenariat devait être totalement ou partiellement inefficace, les parties au contrat de partenariat s'engagent à remplacer la disposition inefficace par une disposition efficace qui se rapproche le plus possible de l'objectif de la disposition inefficace.
4. Les modifications et compléments au présent accord doivent être formulés sous forme écrite.
En conséquence, toute modification du présent accord ne sera effective que si elle a été convenue par écrit.
5. 10 exemplaires du présent accord sont établis, dont chaque partie conserve un.

Liste des annexes :

- Annexe 1 - la dernière version du formulaire de demande approuvé disponible dans le site Interreg Portail Europe.
- Annexe 2 - liste des comptes bancaires des PP avec le dernier changement de compte bancaire, reçu du partenaire de projet concerné (le cas échéant).

A Project overview

A.1 Project identification

Title

Co-creation of environment for accessibility of cultural resources for people with special needs

96/110

Acronym

OpenRegioCulture

16/18

Project ID

02C0467

Name of the lead partner organisation

LP01 Małopolska Region

Policy objective

More social Europe (policy objective 4)

Specific objective

Culture and sustainable tourism

Project duration

| | Duration | Start date | End date |
|-----------------|-----------|---------------|---------------|
| Core phase | 36 months | 01 April 2024 | 31 March 2027 |
| Follow-up phase | 12 months | 01 April 2027 | 31 March 2028 |
| Closure phase | 3 months | 01 April 2028 | 30 June 2028 |

Is this application a resubmission of a proposal that was not approved under an earlier call?

No

A.2 Project summary

Please give a short overview of the project (in the style of a press release) focusing in particular on the issue addressed, the partnership and the overall objective. Please note that, should the project be approved, this summary will be published on the programme's website. (In English language)

One of the most important challenges faced by the regional and local policy makers in the field of social accessibility of cultural resources is the implementation of existing standards of accessibility for people with special needs. These partially institutionalized standards are described and defined either generically or not adapted to the realities of regional and local institutions and a diverse range of people with special needs. The provisions in policy instruments often specify what requirements should be met for an action to be inclusive, but they do not specify the detailed conditions very precisely. Therefore, it is necessary to jointly, interregionally develop conditions for the effective implementation of culture accessibility standards in regions, based on solutions tailored to the needs of people with various disabilities and institutions of different types. The aim of the project is to exchange experiences and practical solutions that will allow owners of policy instruments to develop a kind of "environment" including recommendations, good practices and guidelines for the implementation of standards. This will strengthen the impact of the policy instruments in regions and partner institutions and organizations. In order to achieve the goal effectively, the project partners adopted an innovative in the context of the culture and tourism sector co-creation approach, which, by involving the authorities, institutions, cultural sector staff and stakeholders, also end users (i.e. people with diverse needs) corresponds to the specificity of the project topic, constituting combining culture, social policy (social inclusion) in regional policy. The works will take place in a balanced, geographically, institutionally and thematically diversified partnership covering regions, cities and counties competent in the field of culture management with the support of non-governmental and research organizations supporting the activities in terms of content.

1989/2000

B Partners / associated policy authorities

v4 | Approved

Overview partners

| Partner number † | Organisation | Role | Country | Geographical area | Interreg/ Norwegian funds | Total partner contribution | Total partner budget |
|------------------|--|------------------|---------------------------|-------------------|---------------------------|----------------------------|----------------------|
| 1 | Małopolska Region | Lead Partner | Poland (Polska) | East | 279,280.00 | 69,820.00 | 349,100.00 |
| 2 | Małopolska Institute of Culture in Krakow | Partner | Poland (Polska) | East | 144,896.00 | 36,224.00 | 181,120.00 |
| 3 | Maramures County Council | Partner | Romania (România) | East | 163,576.00 | 40,894.00 | 204,470.00 |
| 4 | Hajdú-Bihar County Government | Partner | Hungary (Magyarország) | East | 149,124.80 | 37,281.20 | 186,406.00 |
| 5 | Perifereia Stereas Elladas (Region of Sterea Ellada) | Partner | Greece (Ελλάδα) | South | 157,200.00 | 39,300.00 | 196,500.00 |
| 6 | Collectivity of Corsica | Partner | France (France) | West | 193,712.00 | 48,428.00 | 242,140.00 |
| 7 | Visit Zuid-Limburg | Partner | Netherlands (Nederland) | West | 166,250.00 | 71,250.00 | 237,500.00 |
| 8 | Riga Planning Region | Partner | Latvia (Latvija) | North | 167,920.00 | 41,980.00 | 209,900.00 |
| 9 | KulturRegion FrankfurtRheinMain public Ltd | Partner | Germany (Deutschland) | North | 162,400.00 | 40,600.00 | 203,000.00 |
| 10 | KMOP – POLICY CENTER ASBL | Advisory Partner | Belgium (Belgique/België) | West | 126,126.00 | 54,054.00 | 180,180.00 |
| | | | | | 1,710,484.80 | 479,831.20 | 2,190,316.00 |

Overview associated policy authorities

| Organisation † | Country |
|-------------------------|-------------------------|
| Municipality of Heerlen | Netherlands (Nederland) |
| City of Wiesbaden | Germany (Deutschland) |

B.1.1 Organisation identity

Country

Poland (Polska)

Organisation

Małopolska Region

Organisation role

Lead Partner

Joined project on

01 Apr 2024

Is partner of project until

30 Jun 2028

Partner financed through the Investment for Jobs and Growth programme (article 22(3) (d) (vi) of Regulation (EU) No 2021/1060)

Please select 'Yes' if the participation of the partner is financed directly by their regional operational programme and not through Interreg Europe (see programme manual for further information).

No

 15% flat rate for 'Travel and accommodation'

By unticking the box above this partner will have to budget and report costs under Travel and accommodation on a real costs basis.

Organisation details

Name in English

Małopolska Region

17/200

Name in original language

Województwo Małopolskie

23/200

Address

ul. Basztowa 22

15/200

[✎](#) I want to change the partner name

Postal code

31-156

6/200

City

Kraków

6/200

Country

Poland (Polska) x

Nuts 1

Makroregion południowy

Nuts 2

Małopolskie

Nuts 3

Miasto Kraków

If you consider the **country** or **Nuts regions** of this organisation wrong, please contact info@interregeurope.eu.

VAT number (or other identifier)

676 21 78 337

13/200

Website

http://malopolska.pl

20/200

Legal status

Public body or body governed by public law

Type of partner

Regional public authority

If you consider the **legal status** of this organisation is wrong, please contact info@interregeurope.eu.

Co-financing rate (%)

80%

Department details if different from parent organisation

The department information only applies to the partner in this project.

Department name

0/200

Address

Postal code

0/200

City

0/200

B.2.1 Organisation identity

Country

Poland (Polska)

Organisation

Małopolska Institute of Culture in Krakow

Organisation role

Partner

Joined project on

01 Apr 2024

Is partner of project until

30 Jun 2028

Partner financed through the Investment for Jobs and Growth programme (article 22(3) (d) (vi) of Regulation (EU) No 2021/1060)

Please select 'Yes' if the participation of the partner is financed directly by their regional operational programme and not through Interreg Europe (see programme manual for further information).

No

15% flat rate for 'Travel and accommodation'

By unticking the box above this partner will have to budget and report costs under Travel and accommodation on a real costs basis.

Organisation details

Name in English

41/200

Name in original language

38/200

 I want to change the partner name

Address

21/200

Postal code

6/200

City

6/200

Country

Nuts 1

Nuts 2

Nuts 3

If you consider the **country** or **Nuts regions** of this organisation wrong, please contact info@interregeurope.eu.

VAT number (or other identifier)

10/200

Website

21/200

Legal status

Type of partner

If you consider the **legal status** of this organisation is wrong, please contact info@interregeurope.eu.

Co-financing rate (%)

Department details if different from parent organisation

The department information only applies to the partner in this project.

Department name

0/200

Address

Postal code

0/200

City

0/200

B.3.1 Organisation identity

Country

Romania (România)

Organisation

Maramures County Council

Organisation role

Partner

Joined project on

01 Apr 2024

Is partner of project until

30 Jun 2028

Partner financed through the Investment for Jobs and Growth programme (article 22(3) (d) (vi) of Regulation (EU) No 2021/1060)

Please select 'Yes' if the participation of the partner is financed directly by their regional operational programme and not through Interreg Europe (see programme manual for further information).

No

15% flat rate for 'Travel and accommodation'

By unticking the box above this partner will have to budget and report costs under Travel and accommodation on a real costs basis.

Organisation details

Name in English

Maramures County Council

24/200

Name in original language

Consiliul Judeţean Maramureş

28/200

Address

Gheorghe Sincai 46

18/200

[✎](#) I want to change the partner name

Postal code

430311

6/200

City

Baia Mare

9/200

Country

Romania (România) x



Nuts 1

Macroregiunea Unu



Nuts 2

Nord-Vest



Nuts 3

Maramureş



If you consider the **country** or **Nuts regions** of this organisation wrong, please contact info@interregeurope.eu.

VAT number (or other identifier)

3627315 (CUI – Unique Registration Code)

40/200

Website

<https://www.cjmaramures.ro/dezvoltare/proiecte/proiecte-in-curs-de-implementare>

79/200

Legal status

Public body or body governed by public law



Type of partner

Local public authority



If you consider the **legal status** of this organisation is wrong, please contact info@interregeurope.eu.

Co-financing rate (%)

80%

Department details if different from parent organisation

The department information only applies to the partner in this project.

Department name

0/200

Address

Postal code

0/200

City

0/200

B.4.1 Organisation identity

Country

Hungary (Magyarország)

Organisation

Hajdú-Bihar County Government

Organisation role

Partner

Joined project on

01 Apr 2024

Is partner of project until

30 Jun 2028

Partner financed through the Investment for Jobs and Growth programme (article 22(3) (d) (vi) of Regulation (EU) No 2021/1060)

Please select 'Yes' if the participation of the partner is financed directly by their regional operational programme and not through Interreg Europe (see programme manual for further information).

No

15% flat rate for 'Travel and accommodation'

By unticking the box above this partner will have to budget and report costs under Travel and accommodation on a real costs basis.

Organisation details

Name in English

Hajdú-Bihar County Government

29/200

Name in original language

Hajdú-Bihar Vármegye Önkormányzata

34/200

 I want to change the partner name

Address

Piac u. 54.

11/200

Postal code

4024

4/200

City

Debrecen

8/200

Country

Hungary (Magyarország) x



Nuts 1

Alföld és Észak



Nuts 2

Észak-Alföld



Nuts 3

Hajdú-Bihar



If you consider the **country** or **Nuts regions** of this organisation wrong, please contact info@interregeurope.eu.

VAT number (or other identifier)

HU15728317

10/200

Website

http://www.hbmo.hu

18/200

Legal status

Public body or body governed by public law



Type of partner

Regional public authority



If you consider the **legal status** of this organisation is wrong, please contact info@interregeurope.eu.

Co-financing rate (%)

80%

Department details if different from parent organisation

The department information only applies to the partner in this project.

Department name

0/200

Address

Postal code

0/200

City

0/200

B.5.1 Organisation identity

Country

Greece (Ελλάδα)

Organisation

Perifereia Stereas Elladas (Region of Sterea Ellada)

Organisation role

Partner

Joined project on

01 Apr 2024

Is partner of project until

30 Jun 2028

Partner financed through the Investment for Jobs and Growth programme (article 22(3) (d) (vi) of Regulation (EU) No 2021/1060)

Please select 'Yes' if the participation of the partner is financed directly by their regional operational programme and not through Interreg Europe (see programme manual for further information).

No

15% flat rate for 'Travel and accommodation'

By unticking the box above this partner will have to budget and report costs under Travel and accommodation on a real costs basis.

Organisation details

Name in English

Perifereia Stereas Elladas (Region of Sterea Ellada)

52/200

Name in original language

Περιφέρεια Στερεάς Ελλάδας

26/200

 I want to change the partner name

Address

2 Kalyvion str.

15/200

Postal code

35132

5/200

City

Lamia

5/200

Country

Greece (Ελλάδα) x



Nuts 1

Κεντρική Ελλάδα (Kentriki Elláda)



Nuts 2

Στερεά Ελλάδα (Sterea Elláda)



Nuts 3

Φθιώτιδα (Fthiotida)



If you consider the **country** or **Nuts regions** of this organisation wrong, please contact info@interregeurope.eu.

VAT number (or other identifier)

EL997947718

11/200

Website

<https://pste.gov.gr/>

20/200

Legal status

Public body or body governed by public law



Type of partner

Regional public authority



If you consider the **legal status** of this organisation is wrong, please contact info@interregeurope.eu.

Co-financing rate (%)

80%

Department details if different from parent organisation

The department information only applies to the partner in this project.

Department name

0/200

Address

Postal code

0/200

City

0/200

B.6.1 Organisation identity

Country

France (France)

Organisation

Collectivity of Corsica

Organisation role

Partner

Joined project on

01 Apr 2024

Is partner of project until

30 Jun 2028

Partner financed through the Investment for Jobs and Growth programme (article 22(3) (d) (vi) of Regulation (EU) No 2021/1060)

Please select 'Yes' if the participation of the partner is financed directly by their regional operational programme and not through Interreg Europe (see programme manual for further information).

No

15% flat rate for 'Travel and accommodation'

By unticking the box above this partner will have to budget and report costs under Travel and accommodation on a real costs basis.

Organisation details

Name in English

Collectivity of Corsica

23/200

Name in original language

Collectivité de Corse

21/200

Address

22, Cours Grandval

18/200

 I want to change the partner name

Postal code

20187

5/200

City

Ajaccio

7/200

Country

France (France) x



Nuts 1

Corse



Nuts 2

Corse



Nuts 3

Corse-du-Sud



If you consider the **country** or **Nuts regions** of this organisation wrong, please contact info@interregeurope.eu.

VAT number (or other identifier)

FR02T200076958

14/200

Website

<https://www.isula.corsica>

25/200

Legal status

Public body or body governed by public law



Type of partner

Regional public authority



If you consider the **legal status** of this organisation is wrong, please contact info@interregeurope.eu.

Co-financing rate (%)

80%

Department details if different from parent organisation

The department information only applies to the partner in this project.

Department name

0/200

Address

Postal code

0/200

City

0/200

B.7.1 Organisation identity

Country

Netherlands (Nederland)

Organisation

Visit Zuid-Limburg

Organisation role

Partner

Joined project on

01 Apr 2024

Is partner of project until

30 Jun 2028

Partner financed through the Investment for Jobs and Growth programme (article 22(3) (d) (vi) of Regulation (EU) No 2021/1060)

Please select 'Yes' if the participation of the partner is financed directly by their regional operational programme and not through Interreg Europe (see programme manual for further information).

No

15% flat rate for 'Travel and accommodation'

By unticking the box above this partner will have to budget and report costs under Travel and accommodation on a real costs basis.

Organisation details

Name in English
Visit Zuid-Limburg

18/200

Name in original language
Visit Zuid-Limburg

18/200

 I want to change the partner name

Address
Walramplein 6

13/200

Postal code
6301 DD

7/200

City
Valkenburg aan de Geul

22/200

Country
Netherlands (Nederland) x

Nuts 1
Zuid-Nederland

Nuts 2
Limburg (NL)

Nuts 3
Zuid-Limburg

If you consider the **country or Nuts regions** of this organisation wrong, please contact info@interregeurope.eu.

VAT number (or other identifier)
NL807531650B01

14/200

Website
<https://www.visitzuidlimburg.nl>

31/200

Legal status
Body governed by private law (only non-profit)

Type of partner
Business support organisation

If you consider the **legal status** of this organisation is wrong, please contact info@interregeurope.eu.

Co-financing rate (%)
70%

Department details if different from parent organisation

The department information only applies to the partner in this project.

Department name

0/200

Address

Postal code

0/200

City

0/200

B.8.1 Organisation identity

Country

Latvia (Latvija)

Organisation

Riga Planning Region

Organisation role

Partner

Joined project on

01 Apr 2024

Is partner of project until

30 Jun 2028

Partner financed through the Investment for Jobs and Growth programme (article 22(3) (d) (vi) of Regulation (EU) No 2021/1060)

Please select 'Yes' if the participation of the partner is financed directly by their regional operational programme and not through Interreg Europe (see programme manual for further information).

No

15% flat rate for 'Travel and accommodation'

By unticking the box above this partner will have to budget and report costs under Travel and accommodation on a real costs basis.

Organisation details

Name in English

Rīga Planning Region

20/200

Name in original language

Rīgas plānošanas reģions

24/200

Address

Z. A. Meierovica Boulev 18

26/200

 I want to change the partner name

Postal code

LV-1050

7/200

City

Rīga

4/200

Country

Latvia (Latvija) x



Nuts 1

Latvija



Nuts 2

Latvija



Nuts 3

Rīga



If you consider the **country** or **Nuts regions** of this organisation wrong, please contact info@interregeurope.eu.

VAT number (or other identifier)

90002222018

11/200

Website

https://www.rpr.gov.lv

22/200

Legal status

Public body or body governed by public law



Type of partner

Regional public authority



If you consider the legal status of this organisation is wrong, please contact info@interregeurope.eu.

Co-financing rate (%)

80%

Department details if different from parent organisation

The department information only applies to the partner in this project.

Department name

0/200

Address

Postal code

0/200

City

0/200

B.9.1 Organisation identity

Country

Germany (Deutschland)

Organisation

KulturRegion FrankfurtRheinMain public Ltd

Organisation role

Partner

Joined project on

01 Apr 2024

Is partner of project until

30 Jun 2028

Partner financed through the Investment for Jobs and Growth programme (article 22(3) (d) (vi) of Regulation (EU) No 2021/1060)

Please select 'Yes' if the participation of the partner is financed directly by their regional operational programme and not through Interreg Europe (see programme manual for further information).

No

 15% flat rate for 'Travel and accommodation'

By unticking the box above this partner will have to budget and report costs under Travel and accommodation on a real costs basis.

Organisation details

Name in English

KulturRegion FrankfurtRheinMain public Ltd

42/200

Name in original language

KulturRegion FrankfurtRheinMain gGmbH

37/200

 I want to change the partner name

Address

Poststr. 16

11/200

Postal code

D-60329

7/200

City

Frankfurt

9/200

Country

Germany (Deutschland) x



Nuts 1

Hessen



Nuts 2

Darmstadt



Nuts 3

Frankfurt am Main, Kreisfreie Stadt



If you consider the **country** or **Nuts regions** of this organisation wrong, please contact info@interregeurope.eu.

VAT number (or other identifier)

04525580531

11/200

Website

<https://www.krfrm.de>

20/200

Legal status

Public body or body governed by public law



Type of partner

Other



If you consider the legal status of this organisation is wrong, please contact info@interregeurope.eu.

Co-financing rate (%)

80%

Department details if different from parent organisation

The department information only applies to the partner in this project.

Department name

0/200

Address

Postal code

0/200

City

0/200

B.10.1 Organisation identity

Country

Belgium (Belgique/België)

Organisation

KMOP – POLICY CENTER ASBL

Organisation role

Advisory Partner

Joined project on

01 Apr 2024

Is partner of project until

30 Jun 2028

Partner financed through the Investment for Jobs and Growth programme (article 22(3) (d) (vi) of Regulation (EU) No 2021/1060)

Please select 'Yes' if the participation of the partner is financed directly by their regional operational programme and not through Interreg Europe (see programme manual for further information).

No

 15% flat rate for 'Travel and accommodation'

By unticking the box above this partner will have to budget and report costs under Travel and accommodation on a real costs basis.

B.10.2 Advisory partner role and competences

What are the partner's competences and experiences in the issue addressed by the project?

KMOP has implemented 300 impactful initiatives, demonstrating capability in large-scale, multi-regional projects. With registered offices in Athens, Thessaloniki, Brussels, and Skopje, KMOP teams comprise 140 professionals from various disciplines.

KMOP's experience in conducting and applying research to inform social policy is particularly pertinent to OpenRegioCulture's aim of fostering multidimensional accessibility of cultural resources for people with special needs. KMOP has worked in collaborative, multi-stakeholder, EU-funded projects, towards informing evidence-based policy making and stakeholder collaboration, partnering with cultural institutions and disability advocacy groups across the EU to enhance the accessibility of cultural venues and events for people with disabilities. In that context, KMOP researched accessibility standards and developed policy recommendations that led to tangible improvements.

KMOP has also fostered collaboration among diverse groups, including public authorities, civil society, and end-users. This experience is invaluable to the project's goal of leveraging collective intelligence to create a more inclusive cultural offer. Moreover, KMOP's participatory methods and open dialogue approach, in thematically relevant previous projects, have been successful in ensuring that solutions developed were user-centered and continuously refined based on stakeholder feedback.

1424/1500

What is the advisory partner's role in the project?

KMOP PC will provide horizontal scientific support to public authorities and other project partners, with the aim to a) facilitate evidence-based policy recommendations and b) instigate consensus and uptake of project outcomes, across regional stakeholders.

KMOP PC will draft the research methodology upon which, Partners will conduct field and desk research to identify the state of play in their territories, with regards to policies, good practices, initiatives and dispositions on fostering the multidimensional accessibility of cultural resources to people with special needs (methodology on mapping the situation of the accessibility of cultural resources for people with special needs in the regions in context of related policy instruments). The methodology will define the approach and techniques used to conduct research and gather data.

KMOP PC will also assist PP7 in the development of a co-creation methodology to leverage the collective intelligence and expertise of stakeholders to create a more inclusive and end-user friendly cultural offer across participating regions. The methodology will emphasise on collaboration and participation through directly involving end-users, policy makers and the civic society in an iterative open dialogue. Through this approach, the project will achieve the bottom-up uptake of project tools (i.e. good practices and solutions) and their continuous refinement and improvement based on insights and input received from participants.

1487/1500

Organisation details

Name in English

KMOP – POLICY CENTER ASBL

25/200

Name in original language

KMOP – POLICY CENTER ASBL

25/200

 I want to change the partner name

Address

Square Charles Maurice Wiser 13

31/200

Postal code

1040

4/200

City

Etterbeek (Bruxelles)

21/200

Country

Belgium (Belgique/België) x



Nuts 1

Région de Bruxelles-Capitale/Brussels Hoofdstedelijk Gewest



Nuts 2

Région de Bruxelles-Capitale/ Brussels Hoofdstedelijk Gewest



Nuts 3

Arr. de Bruxelles-Capitale/Arr. Brussel-Hoofdstad



If you consider the **country** or **Nuts regions** of this organisation wrong, please contact info@interregeurope.eu.

VAT number (or other identifier)

0757535356

10/200

Website

<https://policy-center.kmop.org/>

31/200

Legal status

Body governed by private law (only non-profit)



Type of partner

Other



If you consider the legal status of this organisation is wrong, please contact info@interregeurope.eu.

Co-financing rate (%)

70%

Department details if different from parent organisation

The department information only applies to the partner in this project.

Department name

0/200

Address

Postal code

0/200

City

0/200

B.i.1 Organisation identity

Country

Netherlands (Nederland)

Organisation

Municipality of Heerlen

Organisation role

Associated Policy Authority



Joined project on

01 Apr 2024

Is partner of project until

30 Jun 2028

Organisation details

Name in English

23/200

Name in original language

16/200

Address

15/200

[✎ I want to change the partner name](#)

Postal code

7/200

City

7/200

Country



Nuts 1



Nuts 2



Nuts 3



If you consider the **country** or **Nuts regions** of this organisation wrong, please contact info@interregeurope.eu.

VAT number (or other identifier)

12/200

Website

23/200

Legal status



Type of partner



If you consider the **legal status** of this organisation is wrong, please contact info@interregeurope.eu.

Department details if different from parent organisation

The department information only applies to the partner in this project.

Department name

0/200

Address

0/200

Postal code

0/200

City

0/200

B.ii.1 Organisation identity

Country

Germany (Deutschland)

Organisation

City of Wiesbaden

Organisation role

Associated Policy Authority



Joined project on

01 Apr 2024

Is partner of project until

30 Jun 2028

Organisation details

Name in English

City of Wiesbaden

17/200

Name in original language

Wiesbaden, Kulturamt

20/200

Address

Kulturamt, Schillerplatz 1-2

28/200

 I want to change the partner name

Postal code

65185

5/200

City

Wiesbaden

9/200

Country

Germany (Deutschland) x



Nuts 1

Hessen



Nuts 2

Darmstadt



Nuts 3

Wiesbaden, Kreisfreie Stadt



If you consider the **country** or **Nuts regions** of this organisation wrong, please contact info@interregeurope.eu.

VAT number (or other identifier)

DE 113823704

12/200

Website

https://wiesbaden.de

20/200

Legal status

Public body or body governed by public law



Type of partner

Local public authority



If you consider the **legal status** of this organisation is wrong, please contact info@interregeurope.eu.

Department details if different from parent organisation

The department information only applies to the partner in this project.

Department name

0/200

Address

0/200

Postal code

0/200

City

0/200

C.1 Issue addressed

What is the common regional development issue addressed by the project? Please make sure this information is coherent with the programme specific objective you selected in section A and with the description of the policy instruments in section D.

The main regional development issues addressed by this project is the inclusivity of public spaces understood both as infrastructural challenge, and even more importantly, as the social and cultural inclusion. From our experiences accessibility understood as value-based approach and openness is equality, and even more intrinsically vital for the social and cultural change that we all need and aim for. And which was expressed in EU Cohesion policy objectives as “a more social and inclusive Europe” as well as “Europe closer to citizens”. Especially arts and cultural sector that cannot be limited to tourism or entertainment, but needs to be recognized as the expression of common human-shared values and emotions, is dedicated to provide both tools, but also means and contexts for societal change. The society expresses in culture and through culture it evolves. Therefore, it is important to take care and shape cultural and social policies in a way they contribute to the Cohesion policy aims.

998/1000

Why is this issue important for European regions? Please be as specific as possible (data and statistics are welcome if possible).

According to the Strategy for The Rights of Persons with Disabilities 2021-2030, 87 million persons in the EU have some form of disability (long-term physical, mental, intellectual or sensory impairment). This means that almost one-sixth of the population of UE have disabilities ranging from mild to severe. The percentage of people with disabilities varies across EU countries: the lowest is in Malta (11%) and the highest in Latvia (39.5%). The EU average is 24%. The averages for the countries forming the partnership of the OpenRegioCulture are: Belgium 27.2%, France 25%, Germany 21.8%, Greece 23.1%, Hungary 24.8%, Latvia 39.5%, Netherlands 29.3%, Poland 24.4%, and Romania 25.4%. The EU's statistical office Eurostat reports that one in seven people between the ages of 15 and 64 has difficulties with basic activities, such as walking, seeing, hearing or communicating. That's why cultural and tourism destinations need to be tailored to specific needs of people with various disabilities.

999/1000

How does the project contribute to the EU Cohesion policy? Does it also contribute to other European strategies or policies?

The project contributes to the EU Cohesion policy, by impacting the policy in culture and social sector. It aims to improve a broad access to cultural public space by setting up at the policy level, the agreed and minimum accessibility guidelines, that would reply to the universal design definition. The project supports the EU Accessibility Act (2018) that requires all EU members to develop legislation demanding accessibility of public space in the scope of more accessible products and services in culture and tourism sector. Project also contributes to the Strategy for the rights of persons with disabilities 2021-2030 with regards to equal opportunities, equal access to participate in society of persons with disabilities. It supports the Access to cultural life for people with disabilities (European Parliamentary Research Service 2019) promoting the idea that people with disabilities should have equal access to works of art and be able to enjoy cultural life on a par with all citizens

1000/1000

C.2 Project's overall objective

The project's overall objective is to improve the implementation of regional development policies in the field of More social Europe (policy objective 4), in particular to improve the policy instruments described in section D of the present application.

Please further describe the project's overall objective below.

Our project aims to improve the implementation of regional development policies through policy instruments in the field of accessibility of cultural and natural resources for people with special needs. The main idea behind the project is common understanding and developing the culture as a platform for social inclusion through exchanging of experience and mutual learning. The project will work on setting the ground for implementation of accessibility in public institutions, clarifying at the policy level, initial steps to be taken and basic changes to the practical approaches, from which the public body should start to successfully open and progress implementing accessibility. It is because, as we experienced in our local and regional activities as well as collected information internationally, accessibility requirements that would request “accessibility” immediately or even promote universal design, remains an abstract conceptual text with references to the actual actions to be taken.

999/1000

C.3 Project innovative character

Please explain the innovative character of the project and of its expected results, in particular in comparison to similar initiatives/projects you are aware of.

The subject of the project, although present in many European initiatives, has not yet found a proper place in regional policies. It is present as a social or health issue, but its connection with the cultural sector is poorly emphasized. Meanwhile, the availability of cultural resources for people with special needs is a significant challenge for regions for which culture is an active platform for social integration. Despite the presence of the project topic in the Interreg Europe project space, project tries to apply an approach aimed at expanding accessibility in regional programs in the cultural sector, not limited to tourism (DESTI-SMART) and to digitalization (CD-ETA, CHRISTA, DigiTourism). The wide availability of cultural resources has not yet been included in a separate project. The project will try to impact regional policy by preparation of complex, practical and tailored solutions to various needs of different social groups including them directly to the overall process.

997/1000

For projects deriving from past Interreg experiences (follow-up projects), please clarify the added-value of this cooperation compared to the previous experience.

Małopolska was the leader of the CRinMA project (Cultural Resources in the Mountain Areas), where, among other things, the topic of accessibility of isolated cultural resources for people with disabilities appeared. Importantly, this topic appeared in the project unplanned and independently, constituting one of the ideas for further interregional cooperation. A particular challenge is preparing procedures for regional institutions. Despite the existing legal environment, in practice this topic poses a problem for regional authorities. OpenRegioCulture extends the scope to a wider range of cultural resources. The COME-IN! project (Cooperating for Open access to Museums – towards a wider INclusion) was implemented in the Central Europe Intereg, aiming at valorizing the cultural heritage making them accessible to a wider public. OpenRegioCulture through synergy extends the impact of mentioned projects geographically and thematically and by an innovative approach.

974/1000

C.4 Project approach

Please describe the approach/methodology adopted to achieve the project's objectives within the core phase.

- How is the learning process organised at regional and interregional levels? If applicable, please describe the different steps you envisage to reach the project's objective.
- What is the purpose of the different types of activities proposed? In particular, how do they contribute to individual and/or organisational learning? How are these activities interrelated?
- How do you ensure the involvement of stakeholders in the learning process?

To achieve its objectives, OpenRegioCulture adopts a structured approach grounded in proven policy enhancement methodologies. This includes mutual learning and peer review methodology to improve programmes and policies in the scope of accessibility. The co-creation approach will be used to promote implementation of inclusive policy through policy instruments in every partner region. The co-creation methodology will ensure the indirect and safe involvement of people with disability in activities of new projects planned to be implemented in frame of regional policy instruments.

Activities have been structured in a well-thought-out manner and will be conducted methodologically that emphasizes the context for applying learning and transferring good practices. Core phase will incorporate interregional collaboration that involves exchange of good practices, mutual learning, peer assessment, knowledge transfer, capacity building through study visits with visit path, various workshops, partner and stakeholder meetings.

Project focuses on improving regional development policies, implementation and performance, and boosting partners' and stakeholders' learning and knowledge enhancing regional and interregional ecosystem for building a strong belief in the value of creation of accessibility conditions in culture and tourism sector.

Project will deliver its results through interlinked activities and outputs during 3 sequential steps: (1) Situational Analysis and Mapping; (2) Interregional Mutual Learning and Building Capacity; (3) Knowledge Transfer and Policy Impact.

Step 1: Situational Analysis and Mapping: a methodology on mapping the situation of the accessibility of cultural and natural resources will be prepared for people with special needs in context of related policy instruments. Based on that the Mapping report will be developed enabling regional stakeholders to identify strengths and weaknesses of accessibility of existed solutions. The methodology will be user friendly based on an online survey to reach wider ecosystem. It will generate a baseline profile for each region and inform step 2 activities. To complete the Report interregional and regional workshops will be organized.

Step 2: Interregional Mutual Learning and Building Capacity: project will run 7 study visits (including visit path). Each will focus on the host region's strategies, policy framework and accessibility solutions, resources and plans within the culture and tourism sector. Study visit will comprise site visits, presentations and moderated interactive peer evaluation sessions. Delegates will focus on designated topics and provide structured feedback to the hosts. Visit path will be conducted based on guidelines to enable host to prepare a more inclusive and end-user friendly visit. The Co-creation workshop will be also organized on the interregional level to foster mutual learning of implementing inclusive policy in the regions. Study visits will be followed with report. To ensure the building capacity in cultural and touristic organizations, the Building capacity guidelines will be prepared. It is dedicated to staff employed in institutions on how to transfer the new solutions from exchange of experiences to the region. The regional meetings will be organised to scale up knowledge and skills achieved during the study visits.

Step 3: Knowledge Transfer and Policy Impact: to ensure a policy impact based on exchange of experience and mutual learning from Step 2, the process of identification of good practices related to the policy instruments will be conducted to provide with 24 evaluated and transferable practices.

The crucial project deliverables in the context of policy change: each project partner will use the following tools and documents to impact its policy instrument and to refine its management and projects: the Mapping report, the Co-creation guidelines, the Building capacity guidelines, Study visit reports and Good practices set.

3998/4000

Please explain the approach/methodology envisaged for **the follow-up phase** (i.e. last year of the project)? To what extent are the stakeholders expected to be involved in the follow-up phase?

During the follow-up phase a monitoring of implementation core phase results within the policy instrument will take place in each region. The monitoring process will be conducted on two levels: interregional and regional level. Project partner interregionally will peer review the implementation of Policy guidelines and discuss the progress in the regions through bilateral and collective virtual coaching and workshop collaboration with contribution of experts and chosen stakeholders. The monitoring will run also on regional level with a strong involvement of regional stakeholder group collaborating with representatives of policy instrument authority within respective topic of accessibility. It will be done through stationary meetings, workshops with potential policy instrument beneficiaries. On the end of follow-up phase a monitoring meeting and dissemination event will be organized by LP for public audience, stakeholders, policy makers and representatives of social target group.

996/1000

C.5 Project indicators

Output indicators

| | | | |
|--------|-------|-------|---|
| Code | RC087 | Title | N° of organisations cooperating across borders |
| Target | 96 | | |
| Code | RC084 | Title | N° of pilot actions developed jointly and implemented in projects |
| Target | 0 | | |
| Code | O14 | Title | N° of policy instruments addressed |
| Target | 8 | | |
| Code | O15 | Title | N° of interregional policy learning events organised |
| Target | 9 | | |
| Code | O16 | Title | N° of good practices identified |
| Target | 24 | | |

Result indicators

| | | | |
|------|--|-----------------|--|
| Code | RII2 | Title | N° of organisations with increased capacity due to their participation in project activities |
| | <div style="border: 1px solid green; padding: 2px;">56</div> | Performance (%) | 58 |
| Code | RI3 | Title | N° of policy instruments improved thanks to the project |
| | <div style="border: 1px solid gray; padding: 2px;">8</div> | Performance (%) | 100 |

C.6 Communication strategy

Please indicate the overall objectives of the project's communication strategy.

The main aim of communication is to promote projects achievements focusing on raising awareness and disseminating knowledge amongst regional and local policy relevant bodies together with stakeholders. It will be ensured by a set of communication activities related to project exchange of experience events, i.e. study visits, interregional and regional meetings, IE Programme Communication events.

399/500

Please describe the target groups of your communication strategy.

Communication strategy will be dedicated and tailored mainly to regional and local institutions and authorities cooperating in the frames of their regional policies. Activities will be directed to public authorities and policy makers responsible for the policy instruments addressed by the project. Another crucial target group consists of organisations operating in the field of culture, leisure industry and tourism. Dissemination activities will be directed also to the general public.

489/500

Please explain the main communication tools and channels (including social media outreach) that will be used.

To make the communication as efficient as possible the traditional channel of communication together with social media will be used. Two short video films will be completed. The poster with information about the project will be prepared. Social media channels will be used depending on target group (for example Facebook). The participation in 6 to 10 events at programme level during the project lifetime will be ensured.

422/500

Please describe briefly how the communication strategy will be implemented and evaluated.

Communication strategy (CS) will contain a set of indicators allowing monitoring of its implementation. PPs will create a regional/local Communication Plan indicating their tasks and deadlines in accordance with CS. Monitoring reports are planned in the mid-term and 3 months before project closure. The reports will be compiled by PP4 with all PP. Communication will be coordinated by PP4 cooperating with LP. Project SG will evaluate CS and conclusions drawn will be implemented during the project.

500/500

Will the management of the project's communication be externalised?

No

C.7 Horizontal principles

Please indicate to which extent the project contributes to EU horizontal principles, and justify your choice.

Sustainable development

Type of contribution

Neutral

Description of the contribution

Project contributes to people's social inclusion and well-being. Project will respect the environmental sustainability priorities especially during public tender procedures, e.g. for organisation of meetings catering services will use only recyclable, reusable and/or biodegradable materials. PPs will use regional supply chains to reduce supply chain lengths and CO2 emission. To reduce usage of paper only publications considered as necessary will be printed. If possible, communication activities will be organised in a paperless way. To reduce carbon footprint but benefit from advantages of interregional cooperation, all exchange of experience events have been chosen carefully and to maximise the added value of the physical meetings. Daily coordination will be provided by the online management tools (e.g. MS Teams).

824/1000

Equal opportunities and non-discrimination

Type of contribution

Positive

Description of the contribution

OpenRegioCulture will apply the principles of equal opportunities for all, independent of race and colour, gender, religion, sexual orientation, ethnic origin, age and disability. The project's main target group is identified as people with special needs, and this fact emphasises the importance of taking full account of health inequalities and the determinants of health, well-being and social inclusion such as age, disability, social status, income, gender, life situation, geographical access, education and ICT literacy when working on social inclusion through the co-creation process. OpenRegioCulture is fully committed to exploring, addressing and finding new, innovative solutions to the causes and consequences of inequalities in access to cultural offer, places and services

788/1000

Equality between men and women

Type of contribution

Neutral

Description of the contribution

All partners are committed to gender equality and have adopted in the project's aims, target groups and outputs. OpenRegioCulture complies with gender mainstreaming rules in EU development programmes and projects. All partners recognise the significance of gender and its impact in this field. Each sex will be adequately represented in project partner teams. If feasible, partners will identify effects and outcomes impacted by gender, and address any imbalances accordingly

489/1000

C.8 Project management

C.8.1 Overall management

Please describe how the overall management will be ensured? Which body will make strategic project decisions and according to which rule? What will be the composition of this body? If relevant, how will the responsibilities be shared among the partners?

The Lead Partner (LP) is responsible for project management and will coordinate project implementation in close cooperation with all partners (PPs). During the Kick-off meeting PPs will decide on the project management bodies: Steering Group (SG) for strategic management and Project Coordination Team (PCT) for operational management and for quality monitoring of project performance, and also for planning and implementation of activities related to analysis, methodology and guidelines. The Partnership Agreement will formalise OpenRegioCulture governance model. LP supported by the SG constitutes interface between the Consortium and Joint Secretariat (JS) to ensure proper and timely project implementation. LP is responsible for ensuring quality of the project performance. LP will coordinate the reporting process, as well as the preparation of detailed semester agendas and the outputs plan. An online management tool will be used for internal communication and project management (e.g. MS Teams). Project Partners (PPs) will cooperate with the LP in carrying out its management duties. Each PP will define clear leadership and task roles for nominated staff to ensure high quality management throughout the project lifetime. The Steering Group is the decision making body with responsibility for coordinating its delivery. Chaired by the LP, it comprises representatives from all PPs. Each partner will appoint at least one representative, logically the regional coordinator and/or their back up. The SG's tasks include project monitoring and supervision of its implementation (reviewing and approving work plans and reports), and agreeing on possible changes to the project. It takes decisions preferably by consensus but ultimately upon simple majority. It meets at least once per semester through face-to-face meetings or on-line meetings combined with other project events. Some SG meeting will be conducted with the participation of JS representatives after prior consultation with JS

2000/2000

C.8.2 Day-to-day coordination

Please describe how the day-to-day coordination will be ensured.

LP is responsible for coordination of the project implementation process. To ensure efficient daily coordination, LP will create an internal LP Team consists of Project Coordinator, Financial Manager, Communication Coordinator and supporting staff. Each PPs will delegate at least one staff member, indicated by name, to daily contact with LP and the partnership. To ensure the smooth project implementation LP will prepare a monitoring procedure including semi-annual Activity Reports and detailed schedule of activities undertaken by PPs. Progress and achieving the project milestones will be discussed during face-to-face partners meetings organised at least once per semester in relation to the study visit and Steering Committee meeting. There will be some online partner meetings (via e.g. Cisco Webex) organised in time between physical meetings, especially before reaching key milestones or finalising more complex processes (e.g. co-creation, building capacity, guidelines for policy change)

1000/1000

Will the project coordination be externalised?

No



C.8.3 Financial management and reporting

Please describe how the financial management and reporting procedures will be ensured.

Coordination of budget execution, controlling expenditures and procurement procedure compliance are crucial and will be monitored by the LP to be delivered systematically, accurately and timely. During the Kick-off meeting LP will ensure a training for all PPs on how to report activities and expenditures for those partners who don't have experience in this regard. The reporting process will be coordinated by LP. A month before each 6-month reporting activity, the LP will contact all PPs to provide information needed for fulfilling this task. Additionally, the online Portal will be used to provide updates of activity performance, policy change and the financial data of all PPs. Finance performance of project will be continuously monitored by Financial Manager (FM). All PPs will deliver certificates from their national FLCs in time. PCT will submit 6 progress reports + Final report in time. PCT will coordinate the process of clarification between JS, project and partners

983/1000

Will the financial management be externalised?

No



D Main policy instruments addressed

Overview main policy instruments addressed

| Number † | Name of the policy instrument | Name of the policy responsible authority | Involvement of the policy responsible authority | Investment for Jobs and Growth programme | Country |
|----------|---|--|---|--|-------------------------|
| 1 | Strategic Tourism Vision Destination South Limburg 2030, unanimously approved by all municipalities in South Limburg in 2020. | Municipality of Heerlen | Associated Policy Authority | No | Netherlands (Nederland) |
| 2 | European Funds for Malopolska 2021-2027 (Regional Operational Programme, Investment for jobs and growth goal programme) | Małopolska Region | Partner | Yes | Poland (Polska) |
| 3 | Sustainable Development Strategy of Maramures County 2021-2027 | Maramures County Council | Partner | No | Romania (România) |
| 4 | Regional Development Programme of Hajdú-Bihar County 2021-2027 | Hajdú-Bihar County Government | Partner | No | Hungary (Magyarország) |
| 5 | Regional Programme 2021-2027 Sterea Ellada | Perifereia Stereas Elladas (Region of Sterea Ellada) | Partner | Yes | Greece (Ελλάδα) |
| 6 | Programme Corse ERDF-ESF+ 2021-2027 | Collectivity of Corsica | Partner | Yes | France (France) |
| 7 | The Riga Region Development programme 2022-2027 | Riga Planning Region | Partner | No | Latvia (Latvija) |
| 8 | Kulturentwicklungsplan | City of Wiesbaden | Associated Policy Authority | No | Germany (Deutschland) |

Overview pilot actions

| Number † | Title | Policy instrument(s) concerned |
|----------|-------|--------------------------------|
|----------|-------|--------------------------------|

D.1 Policy instrument 1

D.1.1 Territorial context and general description

D.1.1.1 Territorial context

What is the state of play of the issue addressed by the project in the territory covered by the policy instrument? Which challenge needs to be overcome in this territory? Please be as specific as possible and provide detailed information on the characteristics of the territory.

The Dutch border-region South Limburg is the oldest tourist destination in the Netherlands (start 1853). As this region was and is culturally (German/French) and geographically (hills) so distinct from the rest of NL, South Limburg became the domestic destination, making tourism a main economic driver. Especially due to the opening of the borders, South Limburg experienced a turbulent growth of German and Belgian day guests. This influx together with new digital mobility tools led to over-tourism in the 'Hill Country', the rural southernmost part. This growth risks inhabitants turning against tourism. In the Hill Country we also see a lack of innovation among entrepreneurs and an eroding quality. A positive development though was realized in the eastern part of South-Limburg, in Parkstad Limburg. This former 'ugly' coalmine region made a transition to tourism by building attractions and museums on/near former mining sites. To positively influence the development of tourism in South Limburg, in 2020 all municipalities worked together to lay out a vision for tourism that would steer the sector towards a regenerative and GREEN tourist destination. This vision is called 'Destination Zuid Limburg 2030' and is built on five pillars:

1. (re)improving quality
2. spreading guests in time and place
3. sustainable rejuvenation & providing for accessibility
4. adapting to climate change & innovation of entrepreneurship
5. connecting South Limburg with its true (cultural) DNA

1494/1500

D.1.1.2 General description of the policy instrument

Please name the policy instrument addressed (for Investment for jobs and growth goal programmes, please provide the name of the operational programme concerned).

Strategic Tourism Vision Destination South Limburg 2030, unanimously approved by all municipalities in South Limburg in 2020.

125/150

Is this instrument an Investment for jobs and growth goal programme (i.e. national or regional operational programme)?

No ▼

Please indicate the geographical scope of this instrument

Regional ▼

Please select how the authority responsible for this policy instrument is involved in the project:

The authority responsible for this policy instrument is involved as...

Associated Policy Authority ▼

Please select the authority responsible for this policy instrument.

Municipality of Heerlen ▼

Please describe the main features of this policy instrument (e.g. objective, characteristics, priority or measure addressed).

The main features of the policy instrument are:

Objectives:

To positively influence the development of tourism towards a regenerative and GREEN destination, where rural and urban qualities are in balance, where all actors related to tourism cooperate, and where the local residents are involved in both the planning of the vision and its execution.

Measures:

1. IMPROVING QUALITY

Qualitative growth over quantitative growth with a focus on the protection and improvement of rural qualities & cultural heritage and sustainable mobility.

2. SPREADING

Spreading tourism in time and place by enticing guests to visit lesser known locations during all seasons.

3. EXPERIENCE THE TRUE DNA OF SOUTH LIMBURG

Connecting the true (cultural & geographical) DNA of South Limburg to tourism by changing the existing narrative that is built on 'hills & attractions' to a narrative that is more in balance with the true DNA & culture of the region.

4. SUSTAINABLE REJUVENATION

Continual rejuvenation of the touristic product, working on a better balance between demand and supply, providing for (multimodal) accessibility and attracting guests who want to connect to the true DNA of South Limburg.

5. STIMULATE CLIMATE CHANGE AND INNOVATION

Promoting and improving the innovation and the adaption to climate change of businesses; stimulating entrepreneurs to make the connection with the true (cultural) DNA of South Limburg and thus adapt their product to the guests that want to connect with that DNA.

1495/1500

D.1.1.3 Expected policy improvement

What type of improvement do you envisage for this instrument?

New projects financed by the instrument

Yes



The vision Destination South-Limburg (DSL) 2030 describes that the South Limburg region wants to improve tourist-cultural accessibility for people with special needs (Objective 1 and 4 of PI). But this theme is in fact still in its infancy region-wide, both in planning and implementation. Of the 16 municipalities that have adopted the DSL 2030 vision, the municipality of Heerlen is the most advanced in giving substance to the idea of this multimodal tourist-culture accessibility both in terms of planning and implementation. More importantly they want to be the lead and example for the entire region on this topic. Since the mine closure, Heerlen has invested heavily in culture for broad sections of the population and has brought museums, venues and events to prosperity with its incentive programme. In this broad cultural offering, the municipality has put the topic of multimodal accessibility high on the agenda and developed separate programmes for this purpose. Visit South Limburg -with the support of Heerlen- wants to translate this leading position of Heerlen to the rest of South Limburg. With this project, we want to learn from our project partners and to develop a program and actions to facilitate access of people with special needs while their visiting the South Limburg region. Actions will indicatively include: capacity building of tourism SMEs and cultural organizations in this area and product development specifically for the target group People with special needs.

1498/1500

Change in the management of the instrument

No



0/1500

Revision of the instrument itself

No



0/1500

D.1.2 Partner(s) addressing policy instrument 1

Partner

PP07 Visit Zuid-Limburg

What is the policy relevance of this partner (the link to the authority responsible for the policy instrument addressed and its capacity to influence this instrument)?

Visit Zuid-Limburg works under the authority of the 16 South Limburg municipalities -including the municipality of Heerlen- and is responsible for (a part of) the execution of the DSL by, among others: product development, marketing, platform for visitors, enhancing accessible & inclusive tourism. This is stipulated in a 6-year cooperation agreement (covenant). We have a broad support and a solid reputation within administrative and official circles in South Limburg and we are affiliated with more than 800 SME's and stakeholders.

Part of DSL aims to tackle enhancing accessible and inclusive tourism. The DSL defines that municipalities can introduce projects under the PI that will be funded and implemented with partners in the region after consensus. In this case, municipality Heerlen (frontrunner on this topic) asks us to advise and assist in the development and implementation of 'accessible & inclusive' projects/actions in the field of tourism and culture for the entire region.

994/1000

What are the partner's competences and experiences in the issue addressed by the project?

As a DMO since 1885, knowledge and experience in sustainable tourism creation and development, product development, branding and marketing communications. As DMO we are a spider in the tourism web between SMEs, municipalities and affiliated organisations. We have the platform and communication tools/force to reach ZL interested parties, where we can then zoom in to reach the target group with special needs. Visit Zuid-Limburg is active in the field of digital accessibility requirements according to the WCAG law for 2025. (following European Accessibility Act).

We have a positive track record in international cooperation through various projects and our board membership of Necstour since 2016.

We are also developing wheelchair-accessible routes for the municipality of Heerlen, the first of which will be realized in 2023. Within the new Knopen-Lopen network of junction walking trails accessibility is also an important part, where we map out where people with disabilities can recreate

996/1000

How will the partner benefit from the cooperation? In case this partner plays a particular role in the project (e.g., responsible for a specific topic, for communication activities), please also indicate it here.

To gain new knowledge and insights from fellow destinations and partners, which will allow us to more effectively and better meet the needs and wishes of people with special needs during their visit to cultural institutions and the South Limburg destination. We will then share this knowledge with all our stakeholders (the affiliated 800 SME's, event organisers, nature and cultural organisations).

Our participation as partner in OpenRegioCulture is a development within the Strategic Tourism Vision Destination South Limburg 2030. Aim to gather knowledge, also in terms of implementation and operation for the municipality of Heerlen, as well for the whole region (municipalities and SME's). Visit Zuid-Limburg, with the municipality of Heerlen as Policy Authority, aims with this project to gather knowledge, also in terms of implementation and operation. In this way, they want to jointly help all municipalities create an policy of inclusion and diversity and help SMEs become more accessible.

999/1000

In case the partner is involved in several Interreg Europe applications/ projects, please justify this multiple involvement.

Visit Zuid-Limburg is involved in 3 Interreg Europe applications, each zooming in on a different pillar of our tourism vision Destination South Limburg 2030. Our vision has 5 pillars that the region will work on until 2030. Being:

1. IMPROVING QUALITY
2. SPREADING GUESTS
3. EXPERIENCE THE TRUE DNA OF SOUTH LIMBURG
4. SUSTAINABLE REJUVENATION
5. STIMULATE CLIMATE CHANGE & INNOVATION

OpenRegioCulture deals with pillar 4 and focuses specifically on developing accessible, inclusive, i.e. more social tourism.

TaaS deals with pillar 3 and focuses on the development of 360-degree tourism optimising each stage of the customer journey (awareness, inspiration, booking, experience and sharing experiences after).

Tourism4SDG addresses pillar 2, over-tourism and spreading guests from hotspots to lesser-known places.

Visit Zuid-Limburg finds these 3 projects of added value for a sustainable & future-proof tourism. The projects are complementary in terms of knowledge sharing, experiences etc.

995/1000

D.1.3 Stakeholder group relevant for policy instrument 1

Please provide an indicative list of the most relevant stakeholders (i.e., name of the organisation concerned) to be involved in the project. It is recommended to have no more than 12 entries.

You have 10 entries.

- Municipality of Heerlen
23/300
- MKB Accessible (a programme on accessibility of MKB-Nederland and VNO-NCW)
74/300
- House of Arts Limburg
21/300
- Municipality of Stein
21/300
- Steering group of the 16 municipalities in South Limburg (formalised entity)
76/300
- Client Council Heerlen (a council of the municipality of Heerlen in the area of people with special needs)
106/300
- Hiswa-Recron Limburg Trade association recreational businesses and attractions
78/300
- Hotel Association South Limburg KHN
35/300
- Federation of Museums in Limburg
32/300
- City Region Parkstad Limburg
28/300

D.1.4 Pilot action under policy instrument

Is a pilot action proposed to improve this policy instrument?

No



D.2 Policy instrument 2

D.2.1 Territorial context and general description

D.2.1.1 Territorial context

What is the state of play of the issue addressed by the project in the territory covered by the policy instrument? Which challenge needs to be overcome in this territory? Please be as specific as possible and provide detailed information on the characteristics of the territory.

Małopolska is an important center of cultural activity and their cultural institutions play an important role in social integration as friendly, inspiring meeting places for spending free time. The activities of cultural institutions are perceived as strongly integrating, counteracting social exclusion and having an impact on building social competences. Cultural institutions significantly expanded the scope of activities related to cultural education recently, but social inequalities in access to high-quality offer are still visible.

The Polish's statistical office reports that in Małopolska the main obstacles in access to culture are architectural barriers for people with physical disabilities. As for main facilities - 49% of museums are adapted to the needs of people with physical disabilities, and 43% have facilities inside the building. The worst situation is in libraries - only 37% have ramps, 21% also have facilities inside the building. One of the challenges is to strengthen the cultural competences of residents by ensuring the possibility of active participation in culture, thanks to the support of infrastructure and increasing access to the cultural offer. The tool here is the Regional Operational Programme, which addresses the challenges of increasing access to cultural and tourism institutions. The guidelines in this regard require clarification and good practices defined during the project may be a reference - an examples for Małopolska institutions.

1489/1500

D.2.1.2 General description of the policy instrument

Please name the policy instrument addressed (for Investment for jobs and growth goal programmes, please provide the name of the operational programme concerned).

European Funds for Małopolska 2021-2027 (Regional Operational Programme, Investment for jobs and growth goal programme)

119/150

Is this instrument an Investment for jobs and growth goal programme (i.e. national or regional operational programme)?

Yes

Please indicate the geographical scope of this instrument

Regional

Please select how the authority responsible for this policy instrument is involved in the project:

The authority responsible for this policy instrument is involved as...

Partner

Please select the authority responsible for this policy instrument.

LP01 Małopolska Region

Please describe the main features of this policy instrument (e.g. objective, characteristics, priority or measure addressed).

Regional Programme "European Funds for the Małopolska Region in 2021-2027. Małopolska the Future" is a programme designating the main areas of intervention of EU funds in the region. Its aim is a comprehensive development of the region, focused on growth Investment for jobs and growth. One of the goals of CP4 is to strengthen the role of culture and sustainable tourism in economic development, social inclusion and social innovation. Under the specific objective 4vi, intervention will be supported (implemented by regional entities) in the area of culture and sustainable tourism, contributing to stimulating broadly understood socio-economic development through participation in culture and creative use of cultural heritage. The planned activities include support in the area of culture and tourism, which will enable these sectors to rebuild the Małopolska economy after the COVID-19 crisis. It is planned to support entities conducting cultural activity, which will contribute to increasing public participation in culture and increasing social integration. The created public spaces will constitute open meeting places and the use of the cultural offer. The undertaken intervention will contribute to the reduction and elimination of barriers hindering access to cultural goods. Thanks to support in the field of adapting tourist facilities and trails to the needs of people with disabilities, accessibility will be ensured in a possibly equal way with other people.

1477/1500

D.2.1.3 Expected policy improvement

What type of improvement do you envisage for this instrument?

New projects financed by the instrument

Yes

The addressed instrument will be changed in two directions. On the one hand, it is planned to prepare new projects that will solve the problem of accessibility of cultural institutions for people with special needs in selected places, including the problem of low awareness among the institution's staff in the scope of needs people with disabilities have, when visiting cultural institutions. Through the building capacity activities awareness raising is foreseen about multi-dimensional character of accessibility: Architecture, Information and communication and Digital. This aspect will indirectly open institutions to new social groups through investments not so much in technical infrastructure as in social infrastructure. The topics of new projects will result from the solutions observed and precisely described during the OpenRegioCulture implementation.

864/1500

Change in the management of the instrument

Yes



On the other hand, in the case of a large number of expected projects and topics, a change in the management of the instrument is planned by specifying recommendations for project promoters in terms of their orientation and building a network of complementary projects based on the experience developed in the project. The basis here will be good practices defined during study visits and workshops in partner regions. Recommendations will include both findings from practices aiming at defining preferred thematic areas for groups of projects, as well as horizontal recommendations to take into account the needs of people with disabilities in the projects. Such projects may concern broadly defined tourist and cultural services in the region. Such an approach will make it possible to extend the scope of the recommendations and practices to a greater number of projects through a systemic approach constituting a change in the management and implementation of the addressed instrument.

989/1500

Revision of the instrument itself

No



0/1500

Partner

PP02 Małopolska Institute of Culture in Krakow

What is the policy relevance of this partner (the link to the authority responsible for the policy instrument addressed and its capacity to influence this instrument)?

Małopolska Institute of Culture in Kraków [abbr. MIK] is an independent body set up by the Małopolska Region. MIK engages in many activities to study and promote cultural heritage of the Małopolska region. MIK provides workshops and training as well as organizes conferences and seminars for culture sector employees. MIK is also research the evolution of cultural trends and development directions. MIK is a member of three international networks: Culture Action Europe, Interpret Europe, and the European Network of Observatories in the Field of Arts and Cultural Education (ENO). MIK creates networks for exchanging experiences and sharing knowledge. MIK is engaged in developing the community of regional cultural organisations for mutual cooperation and support. The main challenge of the project has been among others identified by MIK, based on its activities in cooperation with European cultural institutions and as a beneficiary of Regional Programme.

962/1000

What are the partner's competences and experiences in the issue addressed by the project?

Since 2017 MIK has been planning the Malopolska Empathetic Culture project; invited NGOs to create accessibility standards for Malopolska institutions of culture. The model for the implementation of accessibility has also been designed, being tested nationally now. MIK and its staff are recognised as key experts in the accessibility field, co-authoring guidelines published by the ministry of culture, or being invited to join conferences and projects. MIK reflects on understanding accessibility, changing people's approaches, and offering training for culture sector employees. MIK coordinates work with NGOs to create solutions for accessibility implementation by different teams, responsible for accounting, PR, public procurement (f.ex.: guidelines are now recommended by the National Public Procurement Office). At the international level, MIK prepared a publication: "The art of diversity in culture education". MIK advocates for cultural and social policies regionally and nationally

993/1000

How will the partner benefit from the cooperation? In case this partner plays a particular role in the project (e.g., responsible for a specific topic, for communication activities), please also indicate it here.

MIK will have the opportunity to discuss accessibility measures with the broader international environment, and enrich its experiences with best practices from partner countries. It will enable MIK to find the best possible and universal solutions that will be shaped as the policy recommendations. Such an approach will be tested in many contexts and the outcome will strengthen MIK's advocacy position in the implementation of better accessibility policies. Rational and feasible policies will help approach accessibility from the systemic level. For many public institutions accessibility is a difficult topic. It is presented in general and universal terms with not so many clues about what it means to make an institution accessible. Working out practical policies that are at the heart of this project, will enable public institutions, including cultural institutions, to adopt simple solutions helping them to make the first step into accessibility

955/1000

In case the partner is involved in several Interreg Europe applications/ projects, please justify this multiple involvement.

n/a

3/1000

Partner

LP01 Małopolska Region

What are the partner's competences and experiences in the issue addressed by the project?

The Małopolska Region as a regional institution has a wide range of competences in the field of cultural and social management. Małopolska is the governing body for over 20 cultural institutions, including museums. Culture, tourism and social affairs are one of the main areas of competence, according to the Voivodship Self-Government Act. In this regard, Małopolska has its own budget, which it manages. These topics are also present in the Regional policy instrument - European Funds for the Małopolska Region in 2021-managed by the Region. A special area of competence of the Region is culture and tourism treated as a tool of social inclusion. To meet the expectations of regional institutions, Małopolska initiated a regional project (financed from its own resources) Empathetic Culture, which showed significant expectations in this area and the need for changes in the approach to the subject by regional and local institutions, also in the field of policy instrument.

976/1000

How will the partner benefit from the cooperation? In case this partner plays a particular role in the project (e.g., responsible for a specific topic, for communication activities), please also indicate it here.

The Małopolska Region as LP will benefit on different levels of cooperation. First of all, the potential contribution to the policy instrument is expected. Secondly the change of solutions and experiences between the Małopolska Region and their stakeholders and partners and stakeholders from other regions of Europe is expected benefit. It gives the Region broad perspective, how other regions and institutions face the challenge of people with special needs in cultural resources. Thirdly cooperation gives opportunity to build regional capacity of Małopolska Region in international and interregional cooperation. Especially added value will be co-creation approach together with multi-environmental cooperation model (including regions, cities, counties, NGOs, universities and end-users).

793/1000

In case the partner is involved in several Interreg Europe applications/ projects, please justify this multiple involvement.

Małopolska (as PP) takes part in preparation of one another project FABCOM (Improving regional community-based and family-based care). The theme of the project is different from OpenRegioCulture. Both application put to the regional policy instrument in separate sections. Małopolska Region as a main regional self-government office / unit has enough capacity to be involved in both projects.

393/1000

D.2.3 Stakeholder group relevant for policy instrument 2

Please provide an indicative list of the most relevant stakeholders (i.e., name of the organisation concerned) to be involved in the project. It is recommended to have no more than 12 entries.

You have 12 entries.

- The Archaeological Museum in Krakow
35/300
- Małopolska Touristic Organization
33/300
- Jana Matejko Academy of Fine Arts in Krakow, Office of the Plenipotentiary for Persons with Disabilities
104/300
- Cracow University of Economics, Office for Persons with Disabilities
68/300
- Art Association "Horizon", Kraków (ngo)
39/300
- The Museum in Tarnów
20/300
- Foundation "Without Barriers", Kraków (ngo)
43/300
- Centre of Accessibility of Jagiellonian University in Kraków
60/300
- Orawa Open-Air Museum, Zubrzyca
31/300
- The Museum in Nowy Sącz
23/300
- The Ethnographical Museum in Kraków
34/300
- Polish Association for People with Intellectual Disabilities Circle in Wolbrom (ngo)
84/300

D.2.4 Pilot action under policy instrument

Is a pilot action proposed to improve this policy instrument?

No



D.3 Policy instrument 3

D.3.1 Territorial context and general description

D.3.1.1 Territorial context

What is the state of play of the issue addressed by the project in the territory covered by the policy instrument? Which challenge needs to be overcome in this territory? Please be as specific as possible and provide detailed information on the characteristics of the territory.

Maramures County Council (MCC), as public authority at county level, is coordinating cultural institutions from the county, such as History and Archaeology Museum, Ethnography and Open Air Village Museum, Art Museum, Mineralogy Museum, County Library, Astronomical Science Museum and Planetarium, Popular Art School, etc. MCC also coordinates Direction for Social Assistance and Child Protection Maramures, which is in charge of people with disabilities. In addition, MCC is coordinating at county level 5 educational institutions dedicated to children with disabilities: Special Gymnasium School in Baia Mare, School Centres for Inclusive Education in Baia Mare, Sighetu Marmatiei, Vişeu de Sus and Târgu Lapuş with almost 900 children. 65 are educated at local Penitentiary. In Maramures, specialized NGOs focus on persons with certain types of disabilities, such as locomotor, autism, blindness, deafness, etc. These NGOs actively promote activities for improved access to these persons in their cultural and social life. The subordinated cultural institutions are preoccupied in offering better access to people with special needs and have developed projects for children with autism and blind persons. One issue at the county level is to ensure better accessibility for people with disabilities, especially regarding digitalization and access to cultural activities. In Maramures, there were 20.771 persons with disabilities with legal forms (2.427 children and 18.344 adults) on 31.12.2022.

1496/1500

D.3.1.2 General description of the policy instrument

Please name the policy instrument addressed (for Investment for jobs and growth goal programmes, please provide the name of the operational programme concerned).

Sustainable Development Strategy of Maramures County 2021-2027

62/150

Is this instrument an Investment for jobs and growth goal programme (i.e. national or regional operational programme)?

No

Please indicate the geographical scope of this instrument

Local

Please select how the authority responsible for this policy instrument is involved in the project:

The authority responsible for this policy instrument is involved as...

Partner

Please select the authority responsible for this policy instrument.

PP03 Maramures County Council

Please describe the main features of this policy instrument (e.g. objective, characteristics, priority or measure addressed).

Maramures County Council (MCC) is responsible for county policy. The Sustainable Development Strategy of Maramures County is the main policy instrument of county. Its goal is to achieve social&territorial cohesion and increasing the economic competitiveness of the county. MCC is responsible for the elaboration and implementation of SDSMC 2021-2027, involving local stakeholders, regional and national experts. MCC is also responsible for updating the policy instrument to include improvements related to access of persons with disabilities to culture and institutions, due to the interregional learning achieved within project. The strategy has the following objectives: 1. Supporting the transition to an economy capable of successfully coping with current transformations and future challenges through a better connection to large markets, infrastructure and support services for business and innovation, respectively, investments in the adaptation and flexibility of the labour force; 2. Satisfying the needs and the right of citizens to have access to decent living conditions and fair opportunities for personal development by improving access to infrastructure and quality public services; 3. Ensuring good governance and strengthening the capacity of local public administrations to manage development, territorial cooperation and partnership with citizens, the private and non-governmental sectors. OpenRegioCulture with its potential might influence the second and third objective.

1493/1500

D.3.1.3 Expected policy improvement

What type of improvement do you envisage for this instrument?

New projects financed by the instrument

No

0/1500

Change in the management of the instrument

No ▼

0/1500

Revision of the instrument itself

Yes ▼

The Sustainable Development Strategy 2021-2027 (SDSMC) is a strategic document that will be updated based on OpenRegioCulture project learning process consisting of exchanges of experience, study visits, good practices and innovative approaches. The policy instrument will be adopted by introducing more elements related to better accessibility of people with disabilities within Strategic Objective 2. Satisfying the needs and the right of citizens to have access to decent living conditions and fair opportunities for personal development by improving access to infrastructure and quality public services. Specifically, the measure 2.2 d-1 Investment in cultural infrastructure and offer is foreseen for development of new presentation platforms, especially in the digital environment, digitalization of the museums and collection as well as supporting innovative exhibitions, and will be improved through including references to the accessibility of people with special needs. The influencing the policy instrument is foreseen by updating it and introducing specific provisions&measures in institutions to ensure access to educational events for people with disabilities.

1176/1500

Partner

PP03 Maramures County Council

What are the partner's competences and experiences in the issue addressed by the project?

MCC supports at county level educational actions to people with special needs: Subordinated entities developed projects focusing on the accessibility of people with disabilities: Astronomical Science Museum and Planetarium have developed project "Sky in your hands", presenting constellation to blind persons through tactile diagrams and a mini planetarium dome where stars can be touched. County Library, with local NGOs, organizes events entitled Live an hour in a wheelchair! marking the Day of Non-Formal Learning every year to raise awareness of local community about needs of people with disabilities. Direction Social Assistance Child Protection under MCC organizes events with people with disabilities, more than 20.771 in their database, project "We respect disability; we support ability at the AJUTA Day Center". County has 5 educational institutions dealing with 900 children with disabilities.

905/1000

How will the partner benefit from the cooperation? In case this partner plays a particular role in the project (e.g., responsible for a specific topic, for communication activities), please also indicate it here.

MCC will benefit from the knowledge of experienced partners, who will share best practices, study visits, testing solutions via visits paths and exchange experiences that can be adapted to our situation. Innovative approaches from OpenRegioCulture project guidelines and recommendations will help us improve the accessibility of people with special needs in cultural institutions/recreational areas from Maramures with new solutions and broader use of digitalization. Based on knowledge acquired within OpenRegioCulture project, we intend to raise awareness of the cultural institutions and their staff regarding people with special needs. A unique guide about dealing with and offering access to our cultural institutions for people with disabilities will be elaborated and disseminated to our subordinated institutions. Teachers from the special schools will increase their knowledge through best practices acquired during the project implementation and advised to apply them in everyday work.

995/1000

In case the partner is involved in several Interreg Europe applications/ projects, please justify this multiple involvement.

Maramures County Council is also involved in the project proposal "CIBUS - Cutting food loss and waste in Europe" within the Thematic area of the Interreg Europe programme: PO 2 - Greener Europe (vi) Circular and resource efficient economy, due to the experience of Maramures County Council in Interreg projects focussed on sustainable food chains and circular economy.

369/1000

D.3.3 Stakeholder group relevant for policy instrument 3

Please provide an indicative list of the most relevant stakeholders (i.e., name of the organisation concerned) to be involved in the project. It is recommended to have no more than 12 entries.

You have 12 entries.

- School Centres for Inclusive Education in Baia Mare, Sighetu Marmatiei, (Maramureş)
83/300
- Autism Association Baia Mare (NGO)
34/300
- Association of blind persons from Maramures (NGO)
49/300
- Direction for Social Assistance and Child Protection Maramures
62/300
- ASSOC - Professional Association of Social Assistance
53/300
- County History and Archeology Museum Maramures
46/300
- Mineralogy Museum
17/300
- County Museum of Arts
21/300
- Astronomical Science Museum and Planetarium
43/300
- Petre Dulfu County Library
26/300
- County Museum of Ethnography and Open Air Village Museum Maramures
66/300
- School Centres for Inclusive Education in Sighetu Marmatiei, (Maramureş)
72/300

D.3.4 Pilot action under policy instrument

Is a pilot action proposed to improve this policy instrument?

No



D.4 Policy instrument 4

D.4.1 Territorial context and general description

D.4.1.1 Territorial context

What is the state of play of the issue addressed by the project in the territory covered by the policy instrument? Which challenge needs to be overcome in this territory? Please be as specific as possible and provide detailed information on the characteristics of the territory.

Cultural institutions of Hajdú-Bihar County – particularly small museums even in cities or rural areas - act as significant contributors to strengthening communities and bridging social gaps. Definitely needing renewal (e.g., introduction of ICT-based solutions, promoting digitalization, creative initiatives), these institutions are the areas to support the development of cultural services, the accessibility of cultural assets and values while raising awareness and strengthening community, regional and local identity. The different natural and cultural heritage sites of the county struggle with unexploited potentials, trying to find new approaches, solutions to set up creative, innovative ways reaching not only a focused but wider public interest. Sometimes reaching these sites means a problem as well. To make them visible for the wider possible public, a comprehensive approach including accessibility, communication or digitalisation should be used. It has to concentrate not only on different disadvantaged people and persons with special needs but also distinguish the diverse requirements of several age groups. There are totally more than 20 museums in the county. Most of them deals with the introduction and promotion of local cultural and natural assets. They are engaged to find new creative innovative ways to utilize, introduce and promote these assets.

1379/1500

D.4.1.2 General description of the policy instrument

Please name the policy instrument addressed (for Investment for jobs and growth goal programmes, please provide the name of the operational programme concerned).

Regional Development Programme of Hajdú-Bihar County 2021-2027

62/150

Is this instrument an Investment for jobs and growth goal programme (i.e. national or regional operational programme)?

No

Please indicate the geographical scope of this instrument

Regional

Please select how the authority responsible for this policy instrument is involved in the project:

The authority responsible for this policy instrument is involved as...

Partner

Please select the authority responsible for this policy instrument.

PP04 Hajdú-Bihar County Government

Please describe the main features of this policy instrument (e.g. objective, characteristics, priority or measure addressed).

The targeted policy instrument is the Regional Development Programme of Hajdú-Bihar County, which provides a framework for the county's development scheme for the period 2021-2027. This is a medium-term plan which describes in detail the development priorities, defines the specific interventions and measures to be implemented within the framework of the priorities and reviews the framework and conditions for implementation. This policy serves as the underlying regional strategic document for the definition of the national Territorial and Settlement Development Operational Programme (TSDOP) that provides the funding for the implementation of measures defined at regional level by the 19 Hungarian county governments. The development objectives include a specific measure (Measure 3.10 within Priority 3 "Complex development of the county's economy") dedicated to "Developing the leisure economy: sustainable use of natural and cultural heritage" and another one (Measure 4.4 within Priority 4: "Improvement of accessibility in Hajdú-Bihar County") dedicated to "Strengthening ICT applications, strengthening digital infrastructure, ensuring accessibility".

1164/1500

D.4.1.3 Expected policy improvement

What type of improvement do you envisage for this instrument?

New projects financed by the instrument

No

0/1500

Change in the management of the instrument

Yes ▼

Considering the most pressing issues reflecting the needs in county development, HBCG intends to focus on the formulation of an improved and updated policy through better governance. Thanks to the to-be-developed interactive policy guide, a new practical tool integrated in the policy instrument will support the application for and implementation of culture and tourism linked projects with a special focus on social inclusion. The exchange of experience and knowledge through the project also support the establishment of a long-term community platform integrating the county's museums, education providers, municipalities and cultural institutions to offer a more active role in policy formulation. These actions will surely strengthen the proper achievement of 3 different priorities of the policy instrument: Complex development of the county's economy (Sustainable use of natural and cultural heritage and Strengthening creative and cultural industry), A resilient and adaptable smart society (Development of cultural institutions) and A healthy and caring society (Awareness-raising and empowerment of socially vulnerable groups and persons, Strengthening individual, family and community responsibility).

1213/1500

Revision of the instrument itself

No ▼

0/1500

Partner

PP04 Hajdú-Bihar County Government

What are the partner's competences and experiences in the issue addressed by the project?

HBCG is fully engaged with the intention to find solutions in improving the visibility of its natural and cultural heritage sites through a comprehensive approach focusing on accessibility, communication and digitalisation integrating short supply chains, active local communities and improved capacities. HBCG is committed to help its municipalities and institutions to involve each community group improving the liveability of settlements. HBCG can also bring lessons learnt and experience gained in several international and national cooperation: GOCORE (Governing Community Resilience), SYSTOUR (Systemic approach for sustainable tourism strategies in rural areas), OUR WAY (Preservation and promotion of natural and cultural heritage through GreenWAYS), EUREGA (European Regions of Gastronomy building resilience and creating economic growth), NIGHT LIGHT (Improving regional policies to reduce light pollution and protect and valorise dark night skies), Local Food Chains and HealingPlaces.

996/1000

How will the partner benefit from the cooperation? In case this partner plays a particular role in the project (e.g., responsible for a specific topic, for communication activities), please also indicate it here.

HBCG intends to learn and experience different solutions on how to improve accessibility of natural and cultural heritage sites primarily concentrating on the visibility of rural museums. HBCG would like to see both success stories and failures, to meet different actors, to reveal the different opportunities, roles and responsibilities. One of the basic intentions is to create a network of relevant stakeholders who can create an active platform in the county ensuring continuous idea exchange and proper link between actors. It is planned to involve both national and local level actors and let them meet similar practitioners, experts and responsible decision makers. HBCG can bring its experience in leading project level communication as well as peer review processes if any.

783/1000

In case the partner is involved in several Interreg Europe applications/ projects, please justify this multiple involvement.

HBCG plans to be involved in more applications. This approach is a must-have for the successful implementation of the priorities defined in the regional development programme. HBCG plans to strengthen its capacity and improve its governance with a wide range but still focused interregional learning process in the themes of specific priorities:

- Sustainable environment
- Climate adaptation and climate protection in the county
- Complex development of the county's economy
- A resilient and adaptive smart society
- Healthy and caring society
- Livable countryside, livable settlements

589/1000

D.4.3 Stakeholder group relevant for policy instrument 4

Please provide an indicative list of the most relevant stakeholders (i.e., name of the organisation concerned) to be involved in the project. It is recommended to have no more than 12 entries.

You have 11 entries.

- Hajdú-Bihar County Folk Art Association
39/300
- National Institute of Culture Hajdú-Bihar County Directorate
60/300
- Municipality of Debrecen
24/300
- Municipality of Nádudvar
24/300
- Bárczi Gusztáv Unified Special Education Methodological Institution
67/300
- University of Debrecen
22/300
- Municipality of Hortobágy
25/300
- Nádudvar Vocational High School of Folk Crafts and Dormitory
60/300
- Modern Modern és Contemporary Art Centre of Debrecen
51/300
- Déri Museum of Debrecen
23/300
- Directorate of Hortobágy National Park
38/300

D.4.4 Pilot action under policy instrument

Is a pilot action proposed to improve this policy instrument?

No



D.5 Policy instrument 5

D.5.1 Territorial context and general description

D.5.1.1 Territorial context

What is the state of play of the issue addressed by the project in the territory covered by the policy instrument? Which challenge needs to be overcome in this territory? Please be as specific as possible and provide detailed information on the characteristics of the territory.

In Perifereia Stereas Elladas (Region of Central Greece) (RoCG), the issue of accessibility of cultural resources for people with special needs is currently a challenge that needs to be addressed. The region is known for its rich cultural heritage, including archaeological sites, museums, and cultural events. However, there are limitations in providing equal access to these resources for individuals with special needs. One of the main challenges in RoCG is the lack of physical infrastructure and facilities that cater to the needs of people with disabilities. Many cultural sites and venues are not designed or equipped to accommodate individuals with mobility impairments, sensory disabilities, or other special needs. This lack of accessibility creates barriers for people with disabilities to fully participate in cultural activities and enjoy the region's cultural resources. Additionally, there is a need for specialized programmes and services that promote inclusive cultural experiences. Educational and awareness initiatives for cultural institutions, staff, and the general public are necessary to foster a better understanding of the needs and rights of people with special needs. Such programmes can help to break down stigmas, promote accessibility, and encourage the active participation of individuals with disabilities in the cultural life of Central Greece.

1378/1500

D.5.1.2 General description of the policy instrument

Please name the policy instrument addressed (for Investment for jobs and growth goal programmes, please provide the name of the operational programme concerned).

Regional Programme 2021-2027 Sterea Ellada

42/150

Is this instrument an Investment for jobs and growth goal programme (i.e. national or regional operational programme)?

Yes

Please indicate the geographical scope of this instrument

Regional

Please select how the authority responsible for this policy instrument is involved in the project:

The authority responsible for this policy instrument is involved as...

Partner

Please select the authority responsible for this policy instrument.

PP05 Perifereia Stereas Elladas (Region of Sterea Ellada)

Please describe the main features of this policy instrument (e.g. objective, characteristics, priority or measure addressed).

The main relevant Specific Objective of ROP Sterea Ellada 2021-2027 is "RSO4.6. Strengthening the role of culture and sustainable tourism in economic development, social inclusion and social innovation". RSO4.6 is expected to upgrade the cultural stock and tourism dynamics of RoCG, and to strengthen the economic development of the Region. The strong development features of RoCG include global landmarks of cultural heritage, cultural infrastructures and spatial units with potential for tourism development. Upgrading cultural stock and facilitate access to it can contribute to strengthening local development and increase inclusion. Emphasis will be placed on communicating the value of cultural goods across social groups; interventions are also planned for non-Greek speakers. The interventions of SO 4.vi (ERDF) are part of strategic Priority 4.1 and actions envisaged include:
-Protection and development of (alternative) tourism infrastructure and services;
-Protection, promotion and exploitation of cultural infrastructures;
-Protection, promotion and exploitation of valuable natural heritage sites and strengthening access to them.

1146/1500

D.5.1.3 Expected policy improvement

What type of improvement do you envisage for this instrument?

New projects financed by the instrument

Yes

Part of new actions and projects to be supported by ROP Sterea Ellada 2021-2027 will be used in the context of the integrated spatial interventions that will be approved during 2021-2027. Moreover, interventions based on SO 4vi, will also fo v4 | Approved
addressing the cultural and sustainable tourism needs of the fire-affected areas regions of Northern Evia. Other actions may indicatively include signage, interpretive signs, informational material (e.g. guides, brochures, and in Braille), audio-visual
material, educational activities, communication, promotion and publicity activities (e.g. workshops, conferences), exploiting, where possible, the use of new technologies, so as to facilitate access of people with special needs

728/1500

Change in the management of the instrument

Yes

The evolution of the interventions during the current period, in terms of the implemented Sustainable Urban Development Strategies and the results that will result from them, will form the basis for a review and update of the action plans and strategies. Additional new Sustainable Urban Development Strategies may arise, taking into account the Regional Spatial Planning of Central Greece, and based on a) open consultations with stakeholders and civic society, and b) lessons learnt from participation in territorial cooperation/transnational projects.

554/1500

Revision of the instrument itself

No

0/1500

Partner

PP05 Perifereia Stereas Elladas (Region of Sterea Ellada)

What are the partner's competences and experiences in the issue addressed by the project?

One of RoCG's major assets and competitive advantages refers to its cultural heritage. It has a significant wealth in diverse natural and cultural travel destinations and entities, such consisting of historical sites and monuments (Delphi, Thermopylae, Thebes, etc.), folklore richness, cultural facilities and museums, and inter-cultural events. Most notably, two monuments are listed on UNESCO's World Heritage Sites: a) The Archaeological site of Delphi and b) the Osios Loukas monastery.

At the same time, based on local needs analysis RoCG has designed a strategy, laid down in its ROP, which fosters interventions that are expected to contribute to the promotion of socio-economic inclusion of marginalized communities, disadvantaged groups, the elderly, people with disabilities.

Based on this solid policy momentum, the RoCG motivates its staff and regional stakeholders in actions and interventions, focused on engaging social vulnerable groups in a wide array of cultural activities.

994/1000

How will the partner benefit from the cooperation? In case this partner plays a particular role in the project (e.g., responsible for a specific topic, for communication activities), please also indicate it here.

The project aligns with RoCG's strategy of promoting socio-economic inclusion of disadvantaged groups. By implementing the developed standards, RoCG can ensure that its cultural resources become more accessible to people with disabilities. This will help in creating a more inclusive and equitable cultural environment.

Improving accessibility for people with special needs can attract a wider range of tourists, including individuals with disabilities and their families. By enhancing the communication, information, and digital accessibility of cultural resources, RoCG can position itself as a welcoming and accessible tourist destination.

Through this cooperation, RoCG can learn from the experiences, strategies, and best practices of other participants, gaining valuable insights into effective approaches for improving accessibility in cultural heritage. This knowledge exchange can lead to continuous improvement and innovation in RoCG's own initiatives and policies.

976/1000

In case the partner is involved in several Interreg Europe applications/ projects, please justify this multiple involvement.

RoCG has a long tradition in participating and leading European projects, which are aligned to its core strategic objectives. In this context, RoCG pursues projects in various programmes including Horizon, AMIF and Interreg. The Region has a dedicated EU projects unit, which is responsible for all administrative aspects pertaining to the effective implementation of project management tasks (e.g. collection of evidence, procuring services, reporting, liaising with FLCs and programme authorities) and it continuously mobilises internal resources according to thematic expertise so as to support the development of deliverables. Moreover, RoCG is in close contact and open dialogue with a wide array of stakeholders, which are being mobilised and actively engage in the context of thematic workshops and study visits. Finally, capitalising on previous experiences, the Region foresees an adequate leeway in its annual regional budgets, so as hedge for initial spendings in its upcoming projects.

997/1000

D.5.3 Stakeholder group relevant for policy instrument 5

Please provide an indicative list of the most relevant stakeholders (i.e., name of the organisation concerned) to be involved in the project. It is recommended to have no more than 12 entries.

You have 10 entries.

- Municipal Art Gallery "Alekos Kontopoulos"
42/300
- The Association of Parents & Guardians of Persons with Special Needs of Fthiotida
81/300
- The Citizen Information Center for Mental Health and Reintegration Services
75/300
- Center for Regional and Local Innovation "OPEN" Central Greece
62/300
- University of Thessaly
22/300
- Technological Education Institute of Central Greece
51/300
- Regional Council of Research and Innovation
43/300
- Delphi Archaeological Museum
28/300
- Archaeological Museum of Thebes
31/300
- The Regional Federation of Persons with Disabilities of Central Greece
70/300

D.5.4 Pilot action under policy instrument

Is a pilot action proposed to improve this policy instrument?

No



D.6 Policy instrument 6

D.6.1 Territorial context and general description

D.6.1.1 Territorial context

What is the state of play of the issue addressed by the project in the territory covered by the policy instrument? Which challenge needs to be overcome in this territory? Please be as specific as possible and provide detailed information on the characteristics of the territory.

In Corsica, the importance of accessibility for people in vulnerable situations is a major issue, particularly due to the aging population and the mountainous terrain isolating some areas. Corsica ranks as the second oldest region in France with particularly strong demographic growth among the elderly, with an average annual increase of 2.5% for those aged 80 and over between 2012 and 2017, compared to 1.9% at the national level. Current infrastructure and facilities do not sufficiently meet the needs of universal accessibility to cultural and heritage sites. Adapted developments are necessary to meet the needs of the population and promote economic development. The use of digital tools and adapted cultural mediation modes represents an opportunity to improve accessibility, especially for seniors and people with disabilities. However, these innovations require a structured framework and specific expertise. The organization of the territory offers numerous actors and initiatives aimed at improving accessibility and inclusion of communities. Strong partnerships between them need to be supported to address this specific challenges. In conclusion, Corsica reveals significant challenges in terms of accessibility, and it appears crucial to focus efforts on improving infrastructure, developing digital tools, and training local actors to ensure equitable access to culture and heritage for all while supporting sustainable economic development for the region.

1473/1500

D.6.1.2 General description of the policy instrument

Please name the policy instrument addressed (for Investment for jobs and growth goal programmes, please provide the name of the operational programme concerned).

Programme Corse ERDF-ESF+ 2021-2027

35/150

Is this instrument an Investment for jobs and growth goal programme (i.e. national or regional operational programme)?

Yes

Please indicate the geographical scope of this instrument

Regional

Please select how the authority responsible for this policy instrument is involved in the project:

The authority responsible for this policy instrument is involved as...

Partner

Please select the authority responsible for this policy instrument.

PP06 Collectivity of Corsica

Please describe the main features of this policy instrument (e.g. objective, characteristics, priority or measure addressed).

The FEDER FSE+ 2021-2027 program for Corsica aims at six key priorities. Two of them are particularly addressed to the social issues. First one aims at fight against economic, social, and territorial inequalities, ensuring access to essential services such as health and education, with the support of the FSE+ to promote social and professional integration. In the second, Corsica seeks to promote balanced economic development across its entire territory, targeting the enhancement of natural, cultural, and built heritage and invigorating disadvantaged urban neighborhoods. These priorities, adopted for the 2021-2027 period, will be realized through integrated territorial investments.

687/1500

D.6.1.3 Expected policy improvement

What type of improvement do you envisage for this instrument?

New projects financed by the instrument

No

0/1500

Yes

The project will positively influence the design and implementation of more inclusive projects supported by the FEDER FSE+ 2021-2027 program in Corsica. It will particularly add value by providing knowledge and innovative practices, especially in the field of cultural accessibility. On one hand, it will enrich the skills of the internal services of the Collectivity of Corsica, as well as its agencies and offices. These entities, responsible for territorial animation and project support, will directly benefit from shared experiences and best practices, enabling them to better guide and support project leaders in integrating principles of inclusion and accessibility. On the other hand, the project will play a crucial role in raising awareness and strengthening the capacities of local authorities. By further educating them on the importance of accessibility in their initiatives, the project will encourage the development of local projects that meet the criteria of the FEDER FSE+ while promoting social inclusion. The goal is to stimulate the emergence of projects that not only align with the objectives of the FEDER FSE+, but do so in a way that makes the cultural heritage of Corsica more sustainably and accessibly valued. Therefore, the project acts as a catalyst for innovative ideas and practices, while strengthening the capacities of key actors. This will lead to a more inclusive approach to regional development, benefiting the entire social and cultural fabric of the region.

1498/1500

Revision of the instrument itself

No

0/1500

Partner

PP06 Collectivity of Corsica

What are the partner's competences and experiences in the issue addressed by the project?

The Collectivité de Corse possesses a range of competencies and thematic experiences that are particularly relevant for this project. The CdC's competence in inventorying, studying, restoring, and enhancing material and immaterial heritage in Corsica is another considerable strength. Indeed, this expertise, combined with that of the stakeholders joining the project, offers a significant spectrum of complementarities enabling the effective attainment of the project's goal. Moreover, the CdC has distinguished itself by its ability to adopt and integrate innovative technologies, like virtual reality, for heritage mediation. It has also demonstrated its commitment to involving the local community, an essential aspect, aiming at both heritage restoration and inclusive, sustainable development. In sum, the CdC is not only qualified, but is also prepared to meet the challenges and issues of heritage.

906/1000

How will the partner benefit from the cooperation? In case this partner plays a particular role in the project (e.g., responsible for a specific topic, for communication activities), please also indicate it here.

In the core phase, the CdC will actively contribute to interregional learning activities by participating in study visits and exchanging solutions with other regions, while also hosting partners in Corsica. The CdC will share its perspectives within its regional context and learn from the experiences of other partners for its own policy instrument. Its contribution will also extend to the identification of good practices and the formulation of necessary recommendations and guides, based on its perspective and the knowledge gained. In the follow-up phase, it will provide observation on the initial effects of the improvements that have been introduced. Throughout the project, the CdC will maintain continuous communication with local stakeholders to ensure their involvement.

782/1000

In case the partner is involved in several Interreg Europe applications/ projects, please justify this multiple involvement.

n/a

3/1000

D.6.3 Stakeholder group relevant for policy instrument 6

Please provide an indicative list of the most relevant stakeholders (i.e., name of the organisation concerned) to be involved in the project. It is recommended to have no more than 12 entries.

You have 9 entries.

- Bastia agglomeration community
30/300
- Community of municipalities of Alta Rocca
41/300
- Heritage Foundation
19/300
- University of Corsica
21/300
- Chamber of Commerce and Industry of Corsica
43/300
- Corsican economic development agency
36/300
- Corsican Tourism Agency
23/300
- Pays Ajaccien agglomeration community
37/300
- APF France Handicap (Corse)
27/300

D.6.4 Pilot action under policy instrument

Is a pilot action proposed to improve this policy instrument?

No ▼

D.7 Policy instrument 7

D.7.1 Territorial context and general description

D.7.1.1 Territorial context

What is the state of play of the issue addressed by the project in the territory covered by the policy instrument? Which challenge needs to be overcome in this territory? Please be as specific as possible and provide detailed information on the characteristics of the territory.

Riga Planning Region (RPR) is the capital region of Latvia. The region's population is 916 962 which is 44,72% of all the inhabitants of Latvia. RPR is one of the 5 planning regions in Latvia, consisting of 9 local municipalities. According to the WHO (2023), an estimated 1.3 billion people - about 16% of the global population - currently experience significant disability. In Latvia about 10% of total population are persons with disabilities. Unfortunately, there are a barriers to the creation of accessible tourism products, destinations and to the adaptation of the already existing related sectors, such as transport, accommodations, and catering. Those are access to finance, low awareness among local authorities and lack of expertise and knowledge on the topic addressed. The main challenges in the territory is the lack of:

- 1) coordinated cooperation of local municipalities, government, NGO's, and private organisations for the planned and purposeful overcoming of various barriers and the improvement of accessibility of tourism objects.
- 2) available information about accessible objects and services, as well as about useful services and other informative materials.
- 3) training programmes, which are prepared for personnel of tourist services to form communication skills for the work with this category of travellers and to improve the quality of service, as well as training of specialists in the field of accessible tourism.

1476/1500

D.7.1.2 General description of the policy instrument

Please name the policy instrument addressed (for Investment for jobs and growth goal programmes, please provide the name of the operational programme concerned).

The Riga Region Development programme 2022-2027

47/150

Is this instrument an Investment for jobs and growth goal programme (i.e. national or regional operational programme)?

No

Please indicate the geographical scope of this instrument

Regional

Please select how the authority responsible for this policy instrument is involved in the project:

The authority responsible for this policy instrument is involved as...

Partner

Please select the authority responsible for this policy instrument.

PP08 Riga Planning Region

Please describe the main features of this policy instrument (e.g. objective, characteristics, priority or measure addressed).

The Riga Region Development Programme for 2022-2027 (Programme) is a regional mid-term spatial development planning document, which sets out priorities for regional development, the objectives to be achieved and a concrete set of measures in order to implement the strategic goals set out in the Riga Planning Region Sustainable Development Strategy for 2014-2030. Document demonstrates the links between the development priorities, SDGs (United Nations Sustainable Development Goals), and other international, national, regional, and local policies. The Programme is owned and developed under management of the RPR, involving planning specialists and stakeholders in the development process. The Programme is approved by the Development Council of RPR consisting of heads of municipalities of the region. The Programme tends to incorporate cultural and natural heritage protection, landscape planning, green infrastructure planning, and other more place-based planning challenges. The objective addressed focuses on the development of a comprehensive regional tourism offer. It is one of the main challenge of the document. The actions to improve policies regarding inclusive tourism in Riga Region will be defined through the project activities and will mark the roadmap for the development of more inclusive regional tourism offer.

1334/1500

D.7.1.3 Expected policy improvement

What type of improvement do you envisage for this instrument?

New projects financed by the instrument

No

0/1500

Change in the management of the instrument

Yes



The Programme includes medium-term priorities at regional level and list measures and instruments that allow to implement and monitor the strategic development goals. The Programme is rather a framework for development, since implementation of it is not covered by a certain regional fund, thus successful attainment of its goals and set indicators is dependent on efficient collaboration of various stakeholders and different sources of financial resources that are attracted to set measures: municipalities, EU funding, other investment instruments activated by private sector.

Project will allow RPR to learn about/transfer good practices that will help improve the policy instrument management with measures and actions. Project will help to further improve the Programme by keeping it in focus and helping to make it a reality by strengthening the Riga region tourism industry network - a cooperation platform of local municipalities and related NGO's, addressing inclusive policies that make it possible to create a supply of accessible tourism offerings. Within the INTERREG Estonia-Latvia Programme project applications (decision in June 2023) RPR have already started closer cooperation with several NGO's for people with disabilities regarding the accessibility of outdoor activities (hiking, exploring gardens, museums). The main objective of the project is to reduce or eliminate the various barriers encountered for people with special needs.

1456/1500

Revision of the instrument itself

No



0/1500

Partner

PP08 Riga Planning Region

What are the partner's competences and experiences in the issue addressed by the project?

RPR has been participating in a number of EU funded projects: the most recent transnational cooperation projects in the field of tourism and cultural heritage protection were: 1) Local Flavours: Authentic tourism based on local cultural flavours (Interreg Europe), 2) Cherish: Creating opportunities for regional growth through promoting cultural heritage of fishing communities in Europe (Interreg Europe), 3) Military Heritage: Latvian-Estonian Common Military Heritage Tourism Product (Interreg Estonia-Latvia), 4) Forest Trail: Long distance cross-border hiking trail (Interreg Central Baltic), 5) Industrial Heritage: Revival of Industrial heritage for tourism development (Interreg Estonia-Latvia). RPR interacts with regional actors in tourism development: municipalities, tourism information centres, specialists and tourism development bodies on regional level: Pierīga Tourism association (covering municipalities outside the capital) and Riga Investment and Tourism Development Agency.

997/1000

How will the partner benefit from the cooperation? In case this partner plays a particular role in the project (e.g., responsible for a specific topic, for communication activities), please also indicate it here.

Accessible tourism are not yet well developed in Riga region and RPR is looking for inspiration on new approaches for inclusive tourism development. Project will give the RPR an opportunity to understand the State of the Art in the region, the barriers that are being faced by persons with disabilities and tourism service providers, as well as the existing opportunities that could lead to a more innovative, inclusive, and sustainable tourism offer in the region. By sharing this challenge with the partnership and through the exchange of experiences planned, RPR will benefit and find solutions for overcoming the obstacles encountered by persons with disabilities in Riga region

683/1000

In case the partner is involved in several Interreg Europe applications/ projects, please justify this multiple involvement.

In the 2nd call of INTERREG EUROPE 2021-2027, RPR, in addition to this project, participates as a partner in following projects: PROXIMITIES, EYSVolunteer, DSBPGovernance, EUCITFAIRGO and SLOWDOWN.

Justification for involvement in multiple projects:

- RPR has necessary experienced staff and administrative experience and capacity to steer multiple projects on regional level;
- RPR operational outreach to involve related thematic stakeholders from public, regional and local level in concerned regional policy areas (tourism, entrepreneurship development, community empowerment, capacity building for municipalities, remigration) defined as tasks acc. to Regional Development Law;
- Project themes are in line with objectives and measures of RPR Development Programme 2022-2027 – planning framework elaborated based on identified regional development needs;
- Pre-financing and co-financing of RPR implemented INTERREG projects is approved and granted from a special State Budget programme

992/1000

D.7.3 Stakeholder group relevant for policy instrument 7

Please provide an indicative list of the most relevant stakeholders (i.e., name of the organisation concerned) to be involved in the project. It is recommended to have no more than 12 entries.

You have 9 entries.

- Pierīga Tourism Association
27/300
- Ķekava County municipality
26/300
- Sigulda County municipality
27/300
- Ropaži County municipality
26/300
- City Development Department of Riga City Council
48/300
- Riga Society for the Visually Impaired and Blind "Redzi mani" ("See Me"), NGO
77/300
- The Latvian Museums Association, NGO
36/300
- Organization of people with disabilities and their friends "Apeirons", NGO
74/300
- Salaspils County municipality
29/300

D.7.4 Pilot action under policy instrument

Is a pilot action proposed to improve this policy instrument?

No ▼

D.8 Policy instrument 8

D.8.1 Territorial context and general description

D.8.1.1 Territorial context

What is the state of play of the issue addressed by the project in the territory covered by the policy instrument? Which challenge needs to be overcome in this territory? Please be as specific as possible and provide detailed information on the characteristics of the territory.

The cultural development plan (KEP) adopted at the end of 2020 by the Wiesbaden City Council formulates the guidelines and central fields of action for cultural development in Wiesbaden over the next few years. An annual report is prepared to inform the municipal committees and the public about the status of the implementation of the KEP and the progress of cultural development. In addition, the Cultural Advisory Board regularly deals with the progress of cultural development. The strengthening of cultural participation has become one of the central objective and task of cultural policy and its facilities developed. Doing so the relevant initiatives and programmes focus on all population groups, especially on children and young people as well as people with special needs. The range is from "audience development" to "cultural participation" (in the sense of "empowerment"). An important milestone in the realization of the goals of the KEP has been achieved with the newly established coordinating employee for cultural education and participation. Subsequent fields of activity as well as cross-departmental and regional networking and cooperation formats converge in the position.

1194/1500

D.8.1.2 General description of the policy instrument

Please name the policy instrument addressed (for Investment for jobs and growth goal programmes, please provide the name of the operational programme concerned).

Kulturentwicklungsplan

22/150

Is this instrument an Investment for jobs and growth goal programme (i.e. national or regional operational programme)?

No

Please indicate the geographical scope of this instrument

Local

Please select how the authority responsible for this policy instrument is involved in the project:

The authority responsible for this policy instrument is involved as...

Associated Policy Authority

Please select the authority responsible for this policy instrument.

City of Wiesbaden

Please describe the main features of this policy instrument (e.g. objective, characteristics, priority or measure addressed).

The "Kulturentwicklungsplanung" or KEP is a cultural development plan for and by the City of Wiesbaden, aimed – among other goals - to reach out for a broader and more diverse public.

Within the field of action:

- Development of a cross-departmental concept on cultural education, with the participation of associations, multipliers and institutions, so that the needs of the various target groups are reconciled. For this purpose, an inventory and needs assessment is carried out.
- Development of suitable offer formats for various target groups: children, young people and students, migrants and people with special needs, for example the development of funding formats to support cultural education in schools, to promote projects for intercultural exchange and to finance offers and support needs from the field "culture and inclusion", such as sign language interpretation and accessible cultural advertisement.
- Promotion of cultural education training offers locally in cooperation with clubs, public education educational works, artist and cultural initiatives
- expansion of active cultural participation especially for the young generation, and groups with a migration background and/or handicaps. For that, Wiesbaden is, for example, one of the organizers of the international children's and young people's theater festival "Starke Stücke" and supports the annual school theater days, where theater groups with people with disabilities also perform.

1462/1500

D.8.1.3 Expected policy improvement

What type of improvement do you envisage for this instrument?

New projects financed by the instrument

No

0/1500

Change in the management of the instrument

No ▼

0/1500

Revision of the instrument itself

Yes ▼

The Kulturentwicklungsplan (KEP) was developed from early 2019, signed by the end of 2020 and went into action from early 2021. In the years 2024 and 25, during the process of implementation, some measures are under revision and need to be modified, specifically in the field of inclusion and cultural participation. A survey is being carried out in early 2024, addressing formal and informal cultural organisations in the city about proceedings. Regarding inclusion, the city's cultural department is keen to learn more about various target groups (young audiences, people with special needs, from various cultural backgrounds) and how to address them not only as "passive" participants but also how to involve audiences actively as creators. (participatory approaches).

772/1500

Partner

PP09 KulturRegion FrankfurtRheinMain public Ltd

What is the policy relevance of this partner (the link to the authority responsible for the policy instrument addressed and its capacity to influence this instrument)?

One of the core competences of PP is facilitating networks within the region and cultivating learning effects through exchange. PP initiates co-operation projects and escorts stakeholders like Wiesbaden through the process with its expertise. PP was looking for a policy that met the criteria of ORC and could identify and convince the Hesse State capital Wiesbaden to participate. The state capital of Wiesbaden adopted a Cultural Development Plan (KEP) at the end of 2020. The KEP is planned to be evaluated in the years 2024/25. This involves an update and revision. The removal of barriers to participation is an important aspect of the CEP. Concrete steps are also planned for this in the upcoming months, for example qualification and training measures for colleagues in the Cultural Office regarding inclusion and participation. They will also be included in the chapter on cultural participation in the evaluation of the KEP.

937/1000

What are the partner's competences and experiences in the issue addressed by the project?

In KulturRegion municipalities work together in the field of culture with a focus on cultural education, access, audience development and regional identity building. They provide a wide range of experiences and networking both for output and input of good local practices. KulturRegion works with a very tangible approach with a variety of common projects: "Route of industrial Culture", "Parks and gardens", our democracy fostering project "Spirit of freedom – freedom of thought" and an international Theatre festival for young audiences. As a partner, the KulturRegion can disseminate the findings from the Interreg Europe project OpenRegioCulture throughout the entire region. Important shareholders of the KulturRegion FrankfurtRheinMain are the state capital Wiesbaden and the city of Frankfurt, which is the cultural centre of the Rhine-Main region. The issues of ORC tackle core values of KulturRegion's work and outreach, so colleagues from KulturRegion will profit directly from findings.

998/1000

How will the partner benefit from the cooperation? In case this partner plays a particular role in the project (e.g., responsible for a specific topic, for communication activities), please also indicate it here.

The staff at KulturRegion will undergo a significant learning process through the participation in ORC. Dissemination of good practice findings from ORC and transfer into the respective context/programmes are further benefits from participation in the project: Different cities and regions face similar challenges in order to implement cultural participation. Some have already taken a few steps, gained experience or failed. We would like to learn from them and get deeper insights, how to develop effective participation. Study visits together with visit paths will bring plenty of useful inspiration. Also taking part in interregional workshops together with stakeholders will be extremely beneficial for the KulturRegion. All shareholders are very keen to learn from examples in other parts of EU and in return can provide good practices and experience, e.g. with blind audiences or participants from various cultural backgrounds or cross-sectoral approaches between departments of culture.

995/1000

In case the partner is involved in several Interreg Europe applications/ projects, please justify this multiple involvement.

n/a

3/1000

D.8.3 Stakeholder group relevant for policy instrument 8

Please provide an indicative list of the most relevant stakeholders (i.e., name of the organisation concerned) to be involved in the project. It is recommended to have no more than 12 entries.

You have 13 entries.

- City of Frankfurt Kulturdezernat/Kulturamt
42/300
- County Darmstadt-Dieburg
24/300
- County Rheingau-Taunus
22/300
- Polytechnische Gesellschaft Frankfurt
37/300
- Theater für Alle, Darmstadt (Kai Schubert Seel)
47/300
- City of Wiesbaden Kulturbeirat
30/300
- Dialogmuseum Frankfurt
22/300
- City of Wiesbaden Kulturamt
27/300
- LKB (Hesse institution for cultural education)
46/300
- Schloss Freudenberg Wiesbaden
29/300
- City of Wiesbaden
17/300
- KulturRegion FrankfurtRheinMain
31/300
- Assitej Germany, Diversity Management (Gabriela Mayungo)
56/300

Is a pilot action proposed to improve this policy instrument?

No

E.1 Core phase (Exchange of experience)

Semester 1 (Core phase)

Exchange of experience

In the 1st semester the implementation of project starts with 1-day kick-off meeting organizing by LP in Małopolska. It will be the first interregional meeting of whole partnership, where PPs will decide on the project management bodies: Steering Group (SG) for strategic management and Project Coordination Team (PCT) for operational management and for quality monitoring of project performance, and also for planning and implementation of activities related to analysis, methodology and guidelines. The financial short presentation will be done for partners not having the Interreg experience. The kick-off meeting will be combined with study visit (no. 1) in Małopolska Region to demonstrate regional experiences in project "Empathetic culture", which was implemented by Region in regional institutions. All project partners will participate in the event together with representations of stakeholders. The study visit will be wrapped up by peer evaluation session with study visit report as an output. The next step will be an organisation of 8 regional meetings in each partner region, devoted to the regional review of state of play with participation of relevant stakeholders. It is to initiate the cooperation in each region at the regional level. As outputs 8 reports on specific addressed issues of each region and each policy instrument will be developed. LP and PP2 will assist the regional review meetings by preparing an easy to use manual and report template for partners, how to successfully conduct the meeting. The 1st semester is also devoted to the methodological studies (with 3 documents as outputs). The first one is methodology on mapping the situation of the accessibility of cultural resources for people with special needs in the regions in context of related policy instruments, prepared by AP (PP10) in collaboration with PP2. Based on the methodology the Mapping report will be developed. The second document is the methodology of co-creation in the project to leverage the collective intelligence and expertise of stakeholders to create a more inclusive and end-user friendly cultural offer across participating regions. Based on the methodology The Co-creation guidelines will be developed. It will emphasise the collaboration and participation through directly involving end-users, policy makers and the civic society in an iterative open dialogue. The process of document preparation will be coordinated by PP7 with AP (PP10). The third document is methodology of building capacity prepared by PP2. Based on that methodology the Building capacity guidelines will be prepared. It is dedicated to staff employed in cultural institutions on how to transfer the new solutions coming out from exchange of experiences to the regional and institutional level. This document helps to increase capacity of participating organisations and also those who are the policy instrument beneficiaries.

2926/3000

Communication

In the 1st semester Communication Strategy (CS) for whole partnership will be prepared by PP4, responsible for communication. CS will contain a set of indicators allowing monitoring of its implementation. Next, each project partner (except PP10 and PP2) prepares its own regional / local Communication Plan (CP) – short operational document showing how the CS will be implemented in each partner region. The documents will indicate tasks of partners and deadlines in accordance with CS. Dissemination of project ideas and its further outputs will be conducted within all events by uploading information in regional and Programme websites together with social media. In the 1st sem. especially kick-off meeting will be reported and communicated to target groups together with general public through website and social media. The communication work will take place considering all the relevant compulsory aspects defined in programme branding manuals. Project posters will be prepared.

984/1000

Management

Ongoing management activities to ensure smooth implementation and reporting of the project

N° of interregional policy learning events organised

1

N° of good practices identified

0

Semester 2 (Core phase)

Exchange of experience

In the 2nd semester an interregional event is planned to organised by PP4 taking 2,5 day including two types of workshops and study visit (no. 2). The methodological starting point for The Mapping report will take place in form of interregional workshop (Mapping workshop) on analysis of the existing regional situation in partner regions considering the level of accessibility in culture institution. The Co-creation workshop will be also organised on the interregional level to discuss a direct safe involvement of people with disabilities in the project.

A study visit (no. 2) is to show experiences of partner in the service of people with special needs in the local touristic and cultural institutions. The study visit will be wrapped up by peer evaluation session with study visit report as an output.

The Mapping workshop will be organised based on methodology elaborated in 1st semester and their aim will be exchange of barriers and solutions in each partner region. The Co-creation workshop will be based on methodology prepared in 1st semester to identifying co-creation tools, which can be used in defining of details of changes for policy instruments in context of building the cultural and touristic offers with direct involvement of end-users.

The whole event will be with participation of all partners and representation of stakeholders from all partners regions. During the event the technical partner meeting to monitoring implementation of the project is also planned.

In the 2nd semester a regional meetings are planned to do the mapping of good practices and barriers based on findings from interregional workshops, conducted in all 8 partner regions with participation of stakeholders. PPs will present good practices and solutions with practical feedback of all partners to demonstrate the transferability of presented solutions. The topic will be capacity building approach, prepared in the 1st semester. The outputs of the meetings will be 8 reports including proposals of 2 good practices per region (total 16) described in the context of their transferability.

PP8 with LP will assist the good practices review meetings by preparing an easy to use manual and report template for partners how to successfully conduct the meeting and template of description of good practices. AP (PP10) will assist and support all activities in the professional / expert level.

During the semester there will be balanced engagement of partners, stakeholders and owners of policy instruments (if relevant) ensured, at the regional and interregional level.

2576/3000

Communication

CS and CPs will be implemented in coordination by PP4 and with support of LP. The interregional and regional events will be reported and communicated on websites and in social media. Different communication channels and tools will serve this purpose strongly considering the priority of electronic solutions instead of printed ones: all communication materials will be available in electronic forms.

A cloud-based well-structured platform will serve as the "pool" of all project materials including deliverables and outputs. In order to be flexible and reacting to the current situation in the project virtual meeting will be organized.

Communication activities have to strongly follow the timing of the activities in order to keep stakeholders and target groups well informed and updated. Communication meeting will be held within the frames of the SC in the partner meeting. The short video about project inception will be prepared.

935/1000

Management

Ongoing management activities to ensure smooth implementation and reporting of the project

N° of interregional policy learning events organised

| | |
|--|---|
| | 1 |
|--|---|

N° of good practices identified

| | |
|--|----|
| | 16 |
|--|----|

Semester 3 (Core phase)

Exchange of experience

In the 3rd semester a 2 days event is planned for whole partnerships together with representation of stakeholders organised by PP3 including study visit (no .3) and partner meeting. The topic of study visit will be solutions for people with special sensual needs in the touristic and cultural places. The study visit will be wrapped up by peer evaluation session with study visit report as an output. Partner meeting will be devoted to the current issues (management, communication, finance). The next activity will be regional Co-creation workshop, organized in each partner region with stakeholders relating to interregional workshop from 2nd semester based on its findings and good practice review. The workshops will end up with 8 reports (1 for each region), which will be used in further work on exchange of practices and recommendations. The main aim of workshops is to engage all users of process of opening of cultural resources for people with special needs, especially end-users in the regions.

Finally in the 3rd semester 1 day study visit (no. 4) for whole partnerships together with representation of stakeholders is planned, organised by PP9 with the topic connected to accessibility for the blind. This study visit will have a form of visit path, where all participant will practice concrete solutions in modelled conditions simulating natural environments. This will allow, in the spirit of co-creation, to actually test a given practice and then describe it in detail so that it can be a transferable input to recommending a change in a policy instrument. Visit path is supposed to be based on co-creation assumptions developed in previous semesters. The study visit will be wrapped up by peer evaluation session with study visit report as an output. The event will also include 1 day Building capacity workshop – where experiences from all regions will be presented and discussed.

PP7 with LP will assist the Co-creation workshops with an easy to use manual and report template for partners, how to successfully conduct the workshops. AP (PP10) will assist and support all activities in the professional / expert level. During the semester there will be balanced engagement of partners, stakeholders and owners of policy instruments (if relevant) ensured, in the regional and interregional level

2323/3000

Communication

CS and CPs will be implemented in coordination by PP4 and with support of LP. The interregional and regional events will be reported and communicated on websites and in social media. Different communication channels and tools will serve this purpose. In order to be flexible any time to organize a virtual meeting. Communication activities have to strongly follow the timing of the activities in order to keep stakeholders and target groups well informed and updated. Communication meeting will be held within the frames of the (SC) in the partner meeting. Beyond this pre-defined agenda, individual discussions will take place for each interregional project event.

In the end of the semester there will be prepared mid-term monitoring report to evaluate effectiveness of CS and CPs. Report will be prepared by PP4 in consultation with LP and all PPs. Project SG will evaluate report and conclusions drawn will be implemented during the project.

946/1000

Management

Ongoing management activities to ensure smooth implementation and reporting of the project

N° of interregional policy learning events organised

2

N° of good practices identified

0

Semester 4 (Core phase)

Exchange of experience

The 4th semester starts with 1 day study visit for whole partnerships together with representation of stakeholders (no. 5) organised by PP7. This study visit will have a form of visit path, where all participant will practice concrete solutions in modelled conditions simulating natural environments. Visit path, as previously is supposed to be based on co-creation assumptions developed in previous semesters. The study visit will be wrapped up by peer evaluation session with study visit report as an output.

Together with study visit (visit path) 1 day partner meeting is planned devoted to current issues in the project, especially works on planned in the next semester final identification of good practices.

The next event in the semester will be 8 final regional building capacity meetings (1 in each region) with participations of regional stakeholders. These meetings aim at transfer the outputs from interregional meeting – Building capacity workshop in 3rd semester to the regional environments with engagements of regional and local stakeholders. The outputs will be 8 reports on the building capacity in the each region and relevant policy instrument.

The final activity in the process of building capacity will be final document: The Building capacity guidelines prepared and coordinated by PP2 in which the recommendations and proposed solutions will be identified. The document will collect findings from all partners, and it will be oriented on all policy instruments, addressing expected changes, planned by partners.

PP2 and LP will assist the building capacity meetings with an easy to use manual and report template for partners, how to successfully conduct the meetings. AP will assist and support all activities in the professional / expert level.

During the semester there will be balanced engagement of partners, stakeholders and owners of policy instruments (if relevant) ensured, in the regional and interregional level.

1953/3000

Communication

CS and CPs will be implemented in coordination by PP4 and with support of LP. The interregional and regional events will be reported and communicated on websites and in social media. Different communication channels and tools will serve this purpose strongly considering the priority of electronic solutions instead of printed ones: all communication materials will be available in electronic forms. In order to be flexible any time to organize a virtual meeting. Communication activities have to strongly follow the timing of the activities in order to keep stakeholders and target groups well informed and updated. Communication meeting will be held within the frames of the Steering Committee (SC) in the partner meeting. Beyond this pre-defined agenda, individual discussions will take place for each interregional project event. The project will be also present in the relevant events organised by Programme (JS, NCP etc.)

927/1000

Management

Ongoing management activities to ensure smooth implementation and reporting of the project

N° of interregional policy learning events organised

1

N° of good practices identified

0

Semester 5 (Core phase)

Exchange of experience

The 5th semester starts with 2,5 day event organised by PP8 including visit (no. 6) for whole partnerships together with representation of stakeholders, policy workshop and partner meeting. Likewise study visits (no. 4 and 5) visit path with similar assumptions will take place. The study visit will be wrapped up by peer evaluation session with study visit report as an output. The policy workshops will be devoted to recommendations regarding the change of policy instruments, conducted on the interregional level. This meeting aims at elaborating different initial recommendations for relevant instruments, however based on the identified on the interregional level during previous activities practices and solutions. The destined aim is to initially demonstrate capacity to influence the policy instrument addressed by the relevant partners.

A technical partner meeting will be devoted to the current issues (especially the preparing of the final activities in the 6 semester).

In the next step all PP (without PP2 and PP10) will organize in each region meetings with participations of regional stakeholders about the final identification of good practices related to the policy instruments with demonstration based on outputs from previous activities, especially study visits with visit paths. The assumption is to identify 1 additional good practice per region (succeeding 8 in whole project, total 24 as project indicator). The outputs will be 8 reports with description of additional practices with potential revisions of identified other solutions. The final activity in the 5th semester will be identification of good practices prepared by all partners and coordinated by PP8 (24 identified practices, 3 per each region).

PP8 together with LP will assist good practices meeting with demonstration with an easy to use manual and template. AP (PP10) will assist and support all activities in the professional / expert level.

During the semester there will be balanced engagement of partners, stakeholders and owners of policy instruments (if relevant) ensured, in the regional and interregional level.

2116/3000

Communication

CS and CPs will be implemented in coordination by PP4 and with support of LP. The interregional and regional events will be reported and communicated on websites and in social media. Different communication channels and tools will serve this purpose strongly considering the priority of electronic solutions instead of printed ones: all communication materials will be available in electronic forms. In order to be flexible any time to organize a virtual meeting. Communication activities have to strongly follow the timing of the activities in order to keep stakeholders and target groups well informed and updated. Communication meeting will be held within the frames of the Steering Committee (SC) in the partner meeting. Beyond this pre-defined agenda, individual discussions will take place for each interregional project event. The project will be also present in the relevant events organised by Programme (JS, NCP etc.)

927/1000

Management

Ongoing management activities to ensure smooth implementation and reporting of the project

N° of interregional policy learning events organised

1

N° of good practices identified

8

Semester 6 (Core phase)

Exchange of experience

The last core phase semester starts with 2,5 day event organised by PP6 including final study visit (no. 7) for whole partnerships together with representation of stakeholders, interregional policy meeting and technical partner meeting. The study visit will be wrapped up by peer evaluation session with study visit report as an output. This study visit will be oriented on solutions dedicated directly to the policy instrument owners. The interregional policy meeting will be devoted to recommendations regarding the change of policy instruments, conducted on the interregional level based on interregional workshop from 5th semester. The aim of the meeting is to preparing interregional assumptions for final recommendations for change in policy instruments. The technical partner meeting is devoted to the current issues (especially preparation of the final activities in the core phase). The regional activity will be meetings on the change in the policy instruments organized in each region (8 – all without PP2 and PP10) with participations of regional stakeholders and representatives of Management Authorities devoted to the modification of policy instruments on the regional level. The aim is to demonstrate capacity to influence the policy instrument addressed by the relevant partners. The outputs - 8 reports with descriptions of changes (outline of new projects, changes in policy instrument management). The activities of this semester will end up with expected modification of policy instruments in each region implemented by relevant regions in coordination by LP. LP will assist the regional meetings by preparing an easy to use manual and template on how to successfully conduct the meetings together with report template. AP (PP10) will assist and support all activities in the professional / expert level.

1828/3000

Communication

CS and CPs will be implemented in coordination by PP4 and with support of LP. The interregional and regional events will be reported and communicated on websites and in social media. Communication activities have to strongly follow the timing of the activities in order to keep stakeholders and target groups well informed and updated. Communication meeting will be held within the frames of the SC in the partner meeting. Beyond this pre-defined agenda, individual discussions will take place for each interregional project event. The short video and brochure about project achievements will be prepared. In the end of the semester (3 months before the end) there will be prepared final monitoring report to evaluate effectiveness of CS and CPs. Report will be prepared by PP4 in consultation with LP and all PPs. Project SG will evaluate report and conclusions drawn. The conclusions will be used during the communication actions and will be used in follow up phase.

969/1000

Management

Ongoing management activities to ensure smooth implementation and reporting of the project

N° of interregional policy learning events organised

1

N° of good practices identified

0

N° of pilot actions developed jointly and implemented in projects

0

E.2 Follow-up phase

Semester 7 (Follow-up phase)

Monitoring results of main phase and, if applicable, exchange of experience

During the follow-up phase a monitoring of implementation core phase results within the policy instrument will take place in each region. The monitoring process will be conducted on two levels: interregional and regional level. The monitoring starts in the 7th semester. The impact of the project findings on policy instrument will be monitored in case of every region. The process will be assisted by LP in cooperation with AP (PP10). In the semester one interregional meeting is planned with participation of all partners – monitoring workshop organized by PP5, where based on peer review methodology partners among each other will evaluate the progress of addressing their policy instrument. The second part of the event will be a technical partner meeting. Project partner interregionally will peer review the implementation of policy change and discuss the progress in the regions through bilateral and collective virtual coaching and workshop collaboration with contribution of experts and chosen stakeholders. The monitoring will run also on regional level with a strong involvement of regional stakeholder group collaborating with representatives of policy instrument authority within respective topic of accessibility. It will be done through stationary meetings, workshops with potential policy instrument beneficiaries. These meetings will be organized on the demand and reacting to the current situation in the project.

1436/3000

Communication

Communication will focus on indicators, outputs and findings of project to show target groups achievements of the project on regional and interregional levels. The achievements will be reported and communicated on websites and in social media. Different communication channels and tools will be used considering the priority of electronic solutions instead of printed ones: all communication materials will be available in electronic forms. The project will be also present in the relevant events organised by Programme (JS, NCP etc.)

534/1000

Management

Ongoing management activities to ensure smooth implementation and reporting of the project

N° of interregional policy learning events organised

1

Semester 8 (Follow-up phase)

Monitoring results of main phase and, if applicable, exchange of experience

As in semester 7 the monitoring process will be conducted on two levels: interregional and regional level. The last semester will be devoted to the further and final monitoring results of core phase in each region. The impact of the project findings on policy instrument will be monitored in case of every policy instrument. The process will be assisted by LP in cooperation with AP (PP10). On demand and reacting to the current situation in the project, regional meetings will be organized. On the interregional level a final monitoring phase meeting will be arranged. The aim of the meeting will be a summary of core phase results, discussing and summing-up monitoring results of policy changing. Moreover, dissemination event will be organised by LP for public audience, stakeholders, policy makers and representatives of social target group especially coming from cultural sector and those responsible for implementation of policy instruments, with participation of JS and NCP (total 2,5 days). One of the part of final meeting will be a wrap-up session summing up implemented changes in addressed policy intruments. During the wrap-up session, a peer review approach will be used to effectively examine the actual impact of the change on the policy instrument, especially in the context of its continuity and sustainability. The detailed course of the summary will depend on the effects of the core phase, partners and the type and scope of the change foreseen. The monitoring of policy change will also cover the use of co-creation methodology in addressing the policy instrument management.

1601/3000

Communication

Communication will focus on indicators, outputs and findings of project to show target groups achievements of the project on regional nad interregional levels. The achievements will be reported and communicated in websites and social media. Different communication channels and tools will used considering the priority of electronic solutions instead of printed ones: all communication materials will be available in electronic forms. Final event will be an occasion for external communication of project outcomes for broader target groups. The aim of the event will also be to promote the effects of changing the policy instrument, so that, if justified, this information reaches potential beneficiaries of individual programmes. The project will be also present in the relevant events organised by Programme (JS, NCP etc.)

825/1000

Management

Ongoing management activities to ensure smooth implementation and reporting of the project

N° of interregional policy learning events organised

1

F.1 Budget breakdown per cost category and partner

| Partner † | Country | Preparation costs | Staff costs | Office and administration | Travel and accommodation | External expertise and services | Equipment | Infrastructure and works | TOTAL BUDGET |
|--|---------------------------|-------------------|---------------------|---------------------------|--------------------------|---------------------------------|-------------|--------------------------|---------------------|
| LP01 Małopolska Region | Poland (Polska) | 17,500.00 | 231,000.00 | 34,650.00 | 34,650.00 | 31,300.00 | 0.00 | 0.00 | 349,100.00 |
| PP02 Małopolska Institute of Culture in Krakow | Poland (Polska) | 0.00 | 132,400.00 | 19,860.00 | 19,860.00 | 9,000.00 | 0.00 | 0.00 | 181,120.00 |
| PP03 Maramures County Council | Romania (România) | 0.00 | 134,400.00 | 20,160.00 | 20,160.00 | 29,750.00 | 0.00 | 0.00 | 204,470.00 |
| PP04 Hajdú-Bihar County Government | Hungary (Magyarország) | 0.00 | 120,390.00 | 18,058.00 | 18,058.00 | 29,900.00 | 0.00 | 0.00 | 186,406.00 |
| PP05 Periferieia Stereas Elladas (Region of Sterea Ellada) | Greece (Ελλάδα) | 0.00 | 102,800.00 | 15,420.00 | 15,420.00 | 62,860.00 | 0.00 | 0.00 | 196,500.00 |
| PP06 Collectivity of Corsica | France (France) | 0.00 | 105,000.00 | 15,750.00 | 15,750.00 | 105,640.00 | 0.00 | 0.00 | 242,140.00 |
| PP07 Visit Zuid-Limburg | Netherlands (Nederland) | 0.00 | 130,000.00 | 19,500.00 | 19,500.00 | 68,500.00 | 0.00 | 0.00 | 237,500.00 |
| PP08 Riga Planning Region | Latvia (Latvija) | 0.00 | 130,000.00 | 19,500.00 | 19,500.00 | 40,900.00 | 0.00 | 0.00 | 209,900.00 |
| PP09 KulturRegion FrankfurtRheinMain public Ltd | Germany (Deutschland) | 0.00 | 99,000.00 | 14,850.00 | 14,850.00 | 74,300.00 | 0.00 | 0.00 | 203,000.00 |
| AP10 KMOP – POLICY CENTER ASBL | Belgium (Belgique/België) | 0.00 | 135,135.00 | 20,270.00 | 20,270.00 | 4,505.00 | 0.00 | 0.00 | 180,180.00 |
| Total | | 17,500.00 | 1,320,125.00 | 198,018.00 | 198,018.00 | 456,655.00 | 0.00 | 0.00 | 2,190,316.00 |
| % of Total budget | | 0.8% | 60.3% | 9.0% | 9.0% | 20.8% | 0.0% | 0.0% | 100.0% |

* Real cost, no flatrate

F.2 External expertise and services

| Item # | Description | Contracting partner | Type of costs | TOTAL |
|--------|--|---|---|-------------------|
| 1 | interregional partner meetings, regional stakeholder group meetings | LP01 Małopolska Region | Exchange of experience – meetings | 11,700.00 |
| 2 | associated policy responsible authority, stakeholders | LP01 Małopolska Region | Exchange of experience – travel and accommodation external bodies | 12,100.00 |
| 3 | regional and interregional dissemination events | LP01 Małopolska Region | Communication – events | 7,500.00 |
| 4 | the expertise: the methodology on mapping the situation of the accessibility; the methodology of building capacity; the Building capacity guidelines | PP02 Małopolska Institute of Culture in Krakow | Exchange of experience – external support | 9,000.00 |
| 5 | interregional partner meetings, regional stakeholder group meetings | PP03 Maramures County Council | Exchange of experience – meetings | 18,300.00 |
| 6 | associated policy responsible authority, stakeholders | PP03 Maramures County Council | Exchange of experience – travel and accommodation external bodies | 11,000.00 |
| 7 | printing of communication materials: poster, brochure | PP03 Maramures County Council | Communication – material | 450.00 |
| 8 | interregional partner meetings, regional stakeholder group meetings | PP04 Hajdú-Bihar County Government | Exchange of experience – meetings | 11,000.00 |
| 9 | associated policy responsible authority, stakeholders | PP04 Hajdú-Bihar County Government | Exchange of experience – travel and accommodation external bodies | 5,600.00 |
| 10 | preparation of short videos, brochure, graphic design, infographics, printing of communication materials: poster, brochure | PP04 Hajdú-Bihar County Government | Communication – material | 13,300.00 |
| 11 | interregional partner meetings, regional stakeholder group meetings | PP05 Perifereia Stereas Elladas (Region of Sterea Ellada) | Exchange of experience – meetings | 19,010.00 |
| 12 | associated policy responsible authority, stakeholders | PP05 Perifereia Stereas Elladas (Region of Sterea Ellada) | Exchange of experience – travel and accommodation external bodies | 19,250.00 |
| 13 | a thematic expert to assist in liaising with local stakeholders, data collection, translation and analysis and drafting of deliverables | PP05 Perifereia Stereas Elladas (Region of Sterea Ellada) | Exchange of experience – external support | 24,000.00 |
| 14 | printing of communication materials: poster, brochure | PP05 Perifereia Stereas Elladas (Region of Sterea Ellada) | Communication – material | 600.00 |
| 15 | interregional partner meetings, regional stakeholder group meetings | PP06 Collectivity of Corsica | Exchange of experience – meetings | 23,500.00 |
| 16 | associated policy responsible authority, stakeholders | PP06 Collectivity of Corsica | Exchange of experience – travel and accommodation external bodies | 21,000.00 |
| 17 | printing of communication materials: poster, brochure | PP06 Collectivity of Corsica | Communication – material | 1,140.00 |
| 18 | | PP06 Collectivity of Corsica | Management – external support | 48,000.00 |
| 19 | | PP06 Collectivity of Corsica | Management – expenditure control | 12,000.00 |
| 20 | interregional partner meetings, regional stakeholder group meetings | PP07 Visit Zuid-Limburg | Exchange of experience – meetings | 14,500.00 |
| | | | TOTAL | 456,655.00 |

| Item # | Description | Contracting partner | Type of costs | |
|--------|---|---|---|-------------------|
| 21 | associated policy responsible authority, stakeholders | PP07 Visit Zuid-Limburg | Exchange of experience – travel and accommodation external bodies | 10,800.00 |
| 22 | support in identifying regional good practices | PP07 Visit Zuid-Limburg | Exchange of experience – external support | 8,000.00 |
| 23 | printing of communication materials: poster, brochure | PP07 Visit Zuid-Limburg | Communication – material | 950.00 |
| 24 | | PP07 Visit Zuid-Limburg | Management – external support | 4,000.00 |
| 25 | | PP07 Visit Zuid-Limburg | Management – expenditure control | 20,250.00 |
| 26 | interregional partner meetings, regional stakeholder group meetings | PP08 Riga Planning Region | Exchange of experience – meetings | 15,500.00 |
| 27 | associated policy responsible authority, stakeholders | PP08 Riga Planning Region | Exchange of experience – travel and accommodation external bodies | 17,500.00 |
| 28 | support in elaboration of good practices for the whole project | PP08 Riga Planning Region | Exchange of experience – external support | 7,000.00 |
| 29 | printing of communication materials: poster, brochure | PP08 Riga Planning Region | Communication – material | 900.00 |
| 30 | interregional partner meetings, regional stakeholder group meetings | PP09 KulturRegion FrankfurtRheinMain public Ltd | Exchange of experience – meetings | 16,500.00 |
| 31 | associated policy responsible authority, stakeholders | PP09 KulturRegion FrankfurtRheinMain public Ltd | Exchange of experience – travel and accommodation external bodies | 18,000.00 |
| 32 | printing of communication materials: poster, brochure | PP09 KulturRegion FrankfurtRheinMain public Ltd | Communication – material | 600.00 |
| 33 | | PP09 KulturRegion FrankfurtRheinMain public Ltd | Management – external support | 36,800.00 |
| 34 | | PP09 KulturRegion FrankfurtRheinMain public Ltd | Management – expenditure control | 2,400.00 |
| 35 | the co-creation methodology and the Co-creation guidelines | PP07 Visit Zuid-Limburg | Exchange of experience – external support | 10,000.00 |
| 36 | | AP10 KMOP – POLICY CENTER ASBL | Management – expenditure control | 4,505.00 |
| | | | TOTAL | 456,655.00 |

F.3 Equipment

| Item ↑ | Description | Contracting partner | Type of costs | TOTAL |
|--------|-------------|---------------------|---------------|-------|
| | | | TOTAL | 0.00 |

Create a pilot action in the *policy instrument* section to add entries to "Infrastructure and works".

| Item ↑ | Description | Contracting partner | Type of costs | TOTAL |
|--------|-------------|---------------------|---------------|-------|
| | | | TOTAL | 0.00 |

F.5 Project budget per co-financing source - breakdown per partner

v4 | Approved

| Partner t | Country | Total | Interreg funds | Interreg/ Norwegian funds rate (%) | Norwegian | Partner contribution from public sources | Partner contribution from private sources | Total partner contribution |
|---|---------------------------|---------------------|---------------------|------------------------------------|-------------|--|---|----------------------------|
| LP01 Małopolska Region | Poland (Polska) | 349,100.00 | 279,280.00 | 80.0% | 0.00 | 69,820.00 | 0.00 | 69,820.00 |
| PP02 Małopolska Institute of Culture in Krakow | Poland (Polska) | 181,120.00 | 144,896.00 | 80.0% | 0.00 | 36,224.00 | 0.00 | 36,224.00 |
| PP03 Maramures County Council | Romania (România) | 204,470.00 | 163,576.00 | 80.0% | 0.00 | 40,894.00 | 0.00 | 40,894.00 |
| PP04 Hajdú-Bihar County Government | Hungary (Magyarország) | 186,406.00 | 149,124.80 | 80.0% | 0.00 | 37,281.20 | 0.00 | 37,281.20 |
| PP05 Perifereia Stereas Elladas (Region of Sterea Ellada) | Greece (Ελλάδα) | 196,500.00 | 157,200.00 | 80.0% | 0.00 | 39,300.00 | 0.00 | 39,300.00 |
| PP06 Collectivity of Corsica | France (France) | 242,140.00 | 193,712.00 | 80.0% | 0.00 | 48,428.00 | 0.00 | 48,428.00 |
| PP07 Visit Zuid-Limburg | Netherlands (Nederland) | 237,500.00 | 166,250.00 | 70.0% | 0.00 | 0.00 | 71,250.00 | 71,250.00 |
| PP08 Riga Planning Region | Latvia (Latvija) | 209,900.00 | 167,920.00 | 80.0% | 0.00 | 41,980.00 | 0.00 | 41,980.00 |
| PP09 KulturRegion FrankfurtRheinMain public Ltd | Germany (Deutschland) | 203,000.00 | 162,400.00 | 80.0% | 0.00 | 40,600.00 | 0.00 | 40,600.00 |
| AP10 KMOP – POLICY CENTER ASBL | Belgium (Belgique/België) | 180,180.00 | 126,126.00 | 70.0% | 0.00 | 0.00 | 54,054.00 | 54,054.00 |
| Total | | 2,190,316.00 | 1,710,484.80 | 0.0% | 0.00 | 354,527.20 | 125,304.00 | 479,831.20 |

Core phase

| Partner † | Preparation costs | Semester 1 | Semester 2 | Semester 3 | Semester 4 | Semester 5 | Semester 6 | TOTAL BUDGET |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---------------------|
| LP01 Małopolska Region | 17,500.00 | 46,450.00 | 41,650.00 | 44,600.00 | 46,200.00 | 49,800.00 | 50,500.00 | 349,100.00 |
| PP02 Małopolska Institute of Culture in Krakow | 0.00 | 25,270.00 | 26,270.00 | 24,920.00 | 25,920.00 | 25,870.00 | 26,870.00 | 181,120.00 |
| PP03 Maramures County Council | 0.00 | 25,960.00 | 27,060.00 | 40,360.00 | 27,260.00 | 27,260.00 | 29,210.00 | 204,470.00 |
| PP04 Hajdú-Bihar County Government | 0.00 | 16,078.00 | 32,578.00 | 24,712.00 | 24,312.00 | 25,385.00 | 30,385.00 | 186,406.00 |
| PP05 Perifereia Stereas Elladas (Region of Sterea Ellada) | 0.00 | 22,210.00 | 24,550.00 | 26,654.00 | 27,655.00 | 27,654.00 | 30,155.00 | 196,500.00 |
| PP06 Collectivity of Corsica | 0.00 | 26,600.00 | 27,750.00 | 33,100.00 | 31,500.00 | 31,500.00 | 45,490.00 | 242,140.00 |
| PP07 Visit Zuid-Limburg | 0.00 | 30,700.00 | 30,550.00 | 29,750.00 | 35,750.00 | 35,950.00 | 37,300.00 | 237,500.00 |
| PP08 Riga Planning Region | 0.00 | 24,250.00 | 26,350.00 | 29,250.00 | 26,250.00 | 37,250.00 | 29,050.00 | 209,900.00 |
| PP09 KulturRegion FrankfurtRheinMain public Ltd | 0.00 | 16,900.00 | 32,400.00 | 42,300.00 | 28,400.00 | 24,850.00 | 24,850.00 | 203,000.00 |
| AP10 KMOP – POLICY CENTER ASBL | 0.00 | 39,312.00 | 16,380.00 | 19,656.00 | 21,294.00 | 22,932.00 | 24,570.00 | 180,180.00 |
| Total | 17,500.00 | 273,730.00 | 285,538.00 | 315,302.00 | 294,541.00 | 308,451.00 | 328,380.00 | 2,190,316.00 |
| % of Total budget | 0.8% | 12.5% | 13.0% | 14.4% | 13.4% | 14.1% | 15.0% | 100.0% |

Follow-up and closure phase

| Partner † | Semester 7 | Semester 8 and closure | TOTAL BUDGET |
|---|-------------------|------------------------|---------------------|
| LP01 Małopolska Region | 23,450.00 | 28,950.00 | 349,100.00 |
| PP02 Małopolska Institute of Culture in Krakow | 13,000.00 | 13,000.00 | 181,120.00 |
| PP03 Maramures County Council | 13,680.00 | 13,680.00 | 204,470.00 |
| PP04 Hajdú-Bihar County Government | 16,478.00 | 16,478.00 | 186,406.00 |
| PP05 Perifereia Stereas Elladas (Region of Sterea Ellada) | 19,311.00 | 18,311.00 | 196,500.00 |
| PP06 Collectivity of Corsica | 23,100.00 | 23,100.00 | 242,140.00 |
| Total | 181,837.00 | 185,037.00 | 2,190,316.00 |
| % of Total budget | 8.3% | 8.4% | 100.0% |

| Partner † | Semester 7 | Semester 8 and closure | TOTAL BUDGET |
|---|-------------------|-------------------------------|---------------------|
| PP07 Visit Zuid-Limburg | 18,750.00 | 18,750.00 | 237,500.00 |
| PP08 Riga Planning Region | 18,750.00 | 18,750.00 | 209,900.00 |
| PP09 KulturRegion FrankfurtRheinMain public Ltd | 17,300.00 | 16,000.00 | 203,000.00 |
| AP10 KMOP – POLICY CENTER ASBL | 18,018.00 | 18,018.00 | 180,180.00 |
| Total | 181,837.00 | 185,037.00 | 2,190,316.00 |
| % of Total budget | 8.3% | 8.4% | 100.0% |

Partners

LP01 Małopolska Region

Please upload a partner declaration.

PP02 Małopolska Institute of Culture in Krakow

Please upload a partner declaration.

PP03 Maramures County Council

Please upload a partner declaration.

PP04 Hajdú-Bihar County Government

Please upload a partner declaration.

PP05 Perifereia Stereas Elladas (Region of Sterea Ellada)

Please upload a partner declaration.

PP06 Collectivity of Corsica

Please upload a partner declaration.

PP07 Visit Zuid-Limburg

Please upload a partner declaration.

PP08 Riga Planning Region

Please upload a partner declaration.

PP09 KulturRegion FrankfurtRheinMain public Ltd

Please upload a partner declaration.

AP10 KMOP – POLICY CENTER ASBL

Please upload a partner declaration.

Associated policy authorities

Municipality of Heerlen

Please upload a partner declaration.

City of Wiesbaden

Please upload a partner declaration.